



CAPACITÉ NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES ENFANTS :

Évaluation dans dix pays africains



CAPACITÉ NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES ENFANTS :

Évaluation dans dix pays africains

2021



PARTENARIAT AFRICAIN POUR METTRE FIN À LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES ENFANTS

Le Partenariat africain pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants (APEVAC) est une plateforme panafricaine qui a été créée afin de promouvoir un mouvement et une conversation à l'échelle de l'Afrique et contribuer aux agendas mondial, continental, régional et national en vue de mettre fin à la violence à l'encontre des enfants. Il est également né du besoin d'une plateforme collective continentale pour l'innovation et l'apprentissage mutuel sur la violence à l'encontre des enfants.

Le Partenariat s'appuie sur les opportunités mais aussi sur les défis uniques de l'Afrique, et donne donc la priorité à consacrer l'agenda sur la violence à l'encontre des enfants au sein de l'UA et des mécanismes panafricains des droits de l'enfant. Ancré dans les valeurs et la réalité africaines, et en tant que plateforme initiée et dirigée par des Africains, le Partenariat jouit de la légitimité morale et de la crédibilité nécessaires pour aborder les questions considérées comme taboues ou celles qui peuvent être facilement contournées par crainte de contrarier les gouvernements. L'APEVAC tire également sa légitimité de sa reconnaissance par les organisations africaines et les acteurs mondiaux et nationaux en tant que voix légitime et crédible des organisations africaines et en tant que mouvement qui peut promouvoir le programme de prévention de la violence en Afrique.

En mettant l'accent sur un engagement à multiples facettes, sur le partage d'expériences et sur l'apprentissage mutuel, le Partenariat s'efforce de regrouper les efforts des différents acteurs afin de contribuer à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants. Le partenariat offre la possibilité d'une programmation conjointe et d'une complémentarité entre les acteurs d'une région ou d'un pays spécifique, en fonction des priorités de la région ou du pays. Il s'efforce tout particulièrement de créer des synergies avec les partenariats existants sur les enfants en Afrique.



P.O. Box 1179, Addis Ababa, Ethiopia
Telephone: + 251 116 62 81 92/96/97/99
Fax: +251 116 62 82 00
E-mail: info@endviolenceinafrica.info
Website: www.endviolenceinafrica.info

AFRICAN CHILD POLICY FORUM (ACPF)

African Child Policy Forum (ACPF) est un institut panafricain indépendant et à but non lucratif de recherche politique et de dialogue sur l'enfant africain. ACPF a été créé avec la conviction qu'il est fondamental de donner la priorité aux enfants dans l'agenda public afin de réaliser leurs droits et leur bien-être, et d'apporter un progrès social et économique durable en Afrique. ACPF a été créé d'après la conviction selon laquelle il est fondamental d'accorder la priorité aux enfants dans les politiques publiques afin de réaliser leurs droits et leur bien-être et d'engendrer un progrès social et économique durable en Afrique.

Fondé sur les droits et attaché à l'internationalisme, le travail d'ACPF s'inspire de valeurs universelles et des expériences et connaissances au niveau mondial. Son travail est guidé par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, par la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant et par d'autres instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme.

L'objectif d'ACPF est de contribuer spécifiquement à l'amélioration des connaissances sur les enfants en Afrique, de suivre et de rendre compte des progrès accomplis, d'identifier les options politiques, de fournir une plateforme de dialogue, de collaborer avec les gouvernements, les organisations intergouvernementales et la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et programmes efficaces en faveur des enfants en Afrique, et de faire entendre une voix commune pour les enfants en Afrique et ailleurs dans le monde.



P.O. Box 1179, Addis Ababa, Ethiopia
Telephone: + 251 116 62 81 92/96/97/99
Fax: +251 116 62 82 00
E-mail: info@africanchildforum.org
Website: www.africanchildforum.org

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été préparé par le Partenariat africain pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants (APEVAC) et African Child Policy Forum (ACPF).

Nous tenons à remercier tous les hauts fonctionnaires, experts et membres des communautés qui ont participé à cette étude en tant qu'informateurs clés.



TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	iii
LISTE DES ACRONYMES	ix
PRÉFACE	xi
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	xiii
CHAPITRE 1 : INTRODUCTION ET MÉTHODOLOGIE	1
1.1 Introduction	1
1.2 Objectifs	1
1.3 Méthodologie	2
CHAPTITRE 2 : PRÉVALENCE DE LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES ENFANTS DANS LES PAYS ÉTUDIÉS	5
2.1 La violence physique	5
2.2 La violence sexuelle	7
2.2.1 Le mariage des enfants	8
2.2.2 Les mutilations génitales féminines	10
2.2.3 L'exploitation sexuelle des enfants	10
2.3 La violence émotionnelle	11
2.4 Négligence ou mauvais traitements	12
2.5 Le travail des enfants	12
2.6 La traite des enfants	13
2.7 Conclusion	13
CHAPITRE 3 : CAPACITÉ NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES ENFANTS	15
3.1 Le cadre juridique pour protéger les enfants contre la violence	15
3.1.1. Statut de la ratification des instruments internationaux et régionaux relatifs à la VAE	15
3.1.2 Lois nationales complètes sur les droits de l'enfant ou la protection de l'enfance	18
3.1.2.1 Statut de la législation sur l'âge minimum dans les pays étudiés	19
3.1.2.2 Définition de l'enfant	19
3.1.2.3 Âge minimum du mariage et du consentement sexuel	20
3.1.2.4 Âge minimum légal d'admission à l'emploi	22
3.1.2.5 Âge minimum de l'engagement volontaire dans les forces armées et de la participation aux hostilités	23
3.1.2.6 Âge minimum de la responsabilité pénale	23
3.1.2.7 Interdiction de formes spécifiques de VAE dans les lois nationales	24

3.1.2.8 Signalement obligatoire de la VAE par les professionnels	37
3.1.2.9 Protection des enfants victimes dans le système de justice	38
3.1.2.10 Application des lois visant à mettre fin à la VAE	39
3.2 Programmes et services pour la prévention et la lutte contre la VAE	40
3.2.1 Mécanismes de coordination	41
3.2.2 Services de prévention et de lutte contre la VAE	44
3.3 Allocation budgétaire	51
3.4 Ressources humaines	54
3.5 Information, suivi et évaluation	56
3.6 Stabilité politique et sociale	58
3.7 Sécurité publique	59
3.8 Normes et valeurs sociales	60
3.9 Conclusion	62

CHAPITRE 4 : L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES ENFANTS **63**

4.1 L'ampleur de la pandémie de Covid-19 dans les pays étudiés	63
4.2 Impact de la Covid-19 sur la protection contre la VAE	63
4.3 Adaptation de la prévention et de la lutte contre la VAE pendant la pandémie	65
4.4 Conclusion	66

CHAPITRE 5 : CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS **67**

5.1 Résumé des conclusions principales	67
5.2 Recommandations générales pour les dix pays étudiés	69
5.3 Recommandations spécifiques à chaque pays	71

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Base d'échantillonnage et processus de sélection des pays évalués	2
Tableau 2 : Pourcentage d'enfants victimes de violence physique dans les pays cibles	5
Tableau 3 : Pourcentage d'enfants ayant subi des abus/violences sexuels dans les 12 mois précédant les enquêtes	7
Tableau 4 : Pourcentage d'adultes ayant subi des abus/violences sexuels avant l'âge de 18 ans	8
Tableau 5 : Pourcentage de filles et de garçons âgés de 15 à 19 ans actuellement mariés ou en couple	9
Tableau 6 : Pourcentage d'hommes et de femmes âgés de 20 à 24 ans mariés ou en couple avant l'âge de 18 ans	9
Tableau 7 : Pourcentage de filles âgées de 0 à 14 ans qui ont subi des MGF	10
Tableau 8 : Pourcentage de filles et de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont subi des mutilations génitales féminines	10
Tableau 9 : Prévalence de l'exploitation sexuelle dans les pays étudiés, enquêtes NVAC	11
Tableau 10 : Pourcentage d'enfants ayant subi des violences émotionnelles dans les pays cibles	12
Tableau 11 : Pourcentage d'enfants âgés de 5 à 17 ans impliqués dans le travail des enfants, par sexe	13
Tableau 12 : Statut de la ratification de certains instruments internationaux et régionaux relatifs à la VAE	16
Tableau 13 : Existence d'une loi nationale complète ou consolidée sur les droits de l'enfant ou la protection de l'enfance	18

Tableau 14 : Définition de l'enfant dans les pays étudiés	19
Tableau 15 : Âge minimum du mariage et âge minimum du consentement à des relations sexuelles	21
Tableau 16 : Âge minimum légal d'admission à l'emploi	23
Tableau 17 : Âge minimum de la responsabilité pénale dans les pays évalués	24
Tableau 18 : Interdiction de la violence physique et sanction dans les pays étudiés	25
Tableau 19 : Statut de l'interdiction des châtimens corporels dans différents contextes	26
Tableau 20 : Existence de lois sur les différentes formes de violence sexuelle, par pays	27
Tableau 21 : Lois contre les différentes formes d'exploitation sexuelle des enfants, par pays	29
Tableau 22 : Lois contre la pornographie infantile, par pays	30
Tableau 23 : Lois contre le mariage des enfants, par pays	31
Tableau 24 : Statut de la pénalisation des MGF dans la législation nationale	32
Tableau 25 : Législation nationale sur la négligence ou les mauvais traitements infligés aux enfants	33
Tableau 26 : Législations nationales sur le travail des enfants	35
Tableau 27 : Statut de la pénalisation de la traite des enfants dans les législations nationales	36
Tableau 28 : Existence de lois protégeant les victimes dans le système judiciaire, par pays	38
Tableau 29 : Niveau perçu d'application des lois sur les différentes formes de VAE, par pays	39
Tableau 30 : Pourcentage de personnes interrogées ayant confiance dans la police locale, le système de justice et les tribunaux	39
Tableau 31 : Existence d'un plan d'action national pour lutter contre la violence à l'encontre des enfants	40
Tableau 32 : Vue d'ensemble de la politique de protection sociale, du cadre juridique et des programmes d'aide sociale actuels dans les dix pays étudiés	49
Tableau 33 : Couverture de l'enregistrement des naissances, par sexe	51
Tableau 34 : Type d'enquête démographique sur la violence à l'encontre des enfants menée dans chaque pays, 2010-2020	56
Tableau 35 : Pourcentage d'adultes qui pensent que les châtimens corporels sont nécessaires pour élever ou éduquer les enfants	61
Tableau 36 : Nombre de cas et de décès cumulés déclarés à l'OMS au 24 décembre 2020	64

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Pourcentage d'enfants (âgés de 1 à 14 ans) ayant subi des châtimens corporels et/ou des agressions psychologiques de la part des personnes qui s'en occupent	6
Figure 2 : Nombre de contextes dans lesquels les châtimens corporels sont interdits, par pays	25
Figure 3 : Dépenses d'aide sociale (en % du PIB)	47
Figure 4 : Pourcentage de personnes interrogées se sentant en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit dans la ville ou le quartier où elles vivent	59
Figure 5 : Taux d'homicide (pour 1 000 habitants)	60
Figure 6 : Pourcentage de personnes interrogées ayant justifié la violence domestique dans au moins une des cinq situations, par sexe	61
Figure 7 : Pourcentage de pays ayant signalé toute perturbation dans les services liés à la violence à l'encontre des enfants, par type de service	65



LISTE DES ACRONYMES

ACPF	African Child Policy Forum
APEVAC	Partenariat africain pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants
Art.	Article
CADBE	Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant
CAEDBE	Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant
CDE	Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant
CFPU	Unité de protection de l'enfance et de la famille
CIM	Classification internationale des maladies
CPC	Comité de protection des enfants
CPIMS	Système de gestion des informations relatives à la protection de l'enfance
DCI	Defence for Children International
EDS	Enquêtes démographiques et de santé
EF	Exercice fiscal
EPU	Examen périodique universel
IBE	Indice de bienveillance envers les enfants
MGF	Mutilations génitales féminines
MICS	Enquête en grappes à indicateurs multiples
NCPWVG	Groupe de travail national sur la protection des enfants
NPAC	Plan d'action national pour les enfants
NSPP	Politique nationale de protection sociale
NSPS	Stratégie nationale de protection sociale
NVAC	Enquête nationale sur la violence à l'encontre des enfants
OBC	Organisation à base communautaire
ODD	Objectifs de développement durable
OEV	Orphelins et enfants vulnérables
OIT	Organisation internationale du travail
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
OSC	Organisation de la société civile
PIB	Produit intérieur brut
PON	Procédure opérationnelle normalisée
SAGE	Programme d'allocation d'assistance sociale pour l'autonomisation
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TPO	Transcultural Psychosocial Organization
UA	Union africaine
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VAE	Violence à l'encontre des enfants
VAPP	Loi portant interdiction de la violence envers les personnes
VBG	Violence sexiste



PRÉFACE

Les Objectifs de développement durable, l'Agenda 2063 de l'Union africaine et l'Agenda 2040 pour les enfants d'Afrique s'engagent tous explicitement à mettre fin à la violence à l'encontre des enfants (VAE). La mise en œuvre et l'application de ces cadres internationaux et régionaux sont d'une importance capitale si nous aspirons à voir une Afrique exempte de la VAE.

Au niveau national, d'énormes progrès ont été réalisés en matière d'intégration de ces instruments et d'harmonisation avec les politiques et les lois nationales. De nombreux États africains ont pris des mesures en adoptant l'âge minimum pour le mariage, l'emploi légal et le recrutement dans les groupes armés, en formulant des politiques et des lois pour protéger les enfants de la violence physique, sexuelle et émotionnelle et d'autres formes d'exploitation et d'abus, en mettant en place des programmes et des services pour prévenir et remédier à la VAE, et en allouant les ressources humaines et financières nécessaires aux services destinés aux enfants.

Cependant, comme le montre la présente évaluation, des lacunes importantes subsistent dans les cadres juridiques et politiques, ainsi qu'en matière de capacité des gouvernements à prévenir et à protéger les enfants contre la violence. Il est également évident que le manque de coordination entre les secteurs concernés, ainsi que les doublons et les chevauchements qui en résultent, ont entravé les efforts des gouvernements pour lutter contre la violence à l'encontre des enfants dans ces pays. L'étendue et la qualité de la prévention et de la riposte à la violence à l'encontre des enfants restent largement limitées, les services étant confrontés à une faible capacité en matière de ressources humaines et à des contraintes financières, et la majorité d'entre eux dépendant du financement des donateurs.

Le Partenariat africain pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants (APEVAC), une coalition qui rassemble des organisations nationales, régionales et internationales partageant les mêmes idées, en vue d'une action collective pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants sur le continent, est préoccupé par ces défis. Pour atteindre l'objectif d'un continent exempt de VAE, toutes les parties prenantes – en particulier les gouvernements nationaux – devront combler les lacunes existantes par le biais de cadres juridiques et en allouant des ressources adéquates. J'espère que cette évaluation des capacités de dix pays africains permettra de stimuler les progrès en matière de législation, de politiques et de capacité de mise en œuvre pour prévenir et lutter contre la VAE. J'ai également bon espoir que l'étude renforcera la discussion et l'action en vue d'atteindre nos objectifs d'une Afrique exempte de VAE.

Dr Joan Nyanyuki
Président du Conseil exécutif, APEVAC
Directeur exécutif, ACPF



RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Ces dernières années, aux niveaux mondial et africain les dirigeants se sont engagés à éliminer la violence à l'encontre des enfants (VAE). Les Objectifs de développement durable (ODD), l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA) et l'Agenda 2040 pour les enfants d'Afrique contiennent tous des engagements en faveur de l'élimination de la VAE, mais ces engagements ne seront tenus que s'ils sont effectivement mis en œuvre au niveau national. Dans la présente étude, le Partenariat africain pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants (APEVAC) examine comment certains pays africains ont donné suite à ces obligations et accordé la priorité à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants. Plus précisément, l'évaluation vise à :

- Évaluer les environnements politiques, juridiques et sociaux nationaux et leur capacité à protéger les enfants contre la violence.
- Examiner la capacité des gouvernements à mettre en œuvre la prévention et la riposte en matière de VAE.
- Examiner l'impact de la COVID-19 sur la capacité des pays à lutter contre la VAE.
- Proposer une feuille de route pour améliorer la législation, les politiques et la capacité de mise en œuvre au niveau national en vue de l'élimination de la VAE.

Dix pays, deux de chacune des cinq grandes régions géopolitiques de l'Afrique, ont été sélectionnés pour l'évaluation, en tenant compte du classement de chaque pays dans la dimension de la protection de l'enfance de l'Indice de bienveillance envers les enfants (IBE) 2018 d'ACPF. Les pays sélectionnés sont le Burkina Faso, le Cameroun, le Tchad, l'Égypte, le Malawi, Maurice, la Namibie, le Nigeria, le Soudan et l'Ouganda. L'étude a été guidée par un cadre d'évaluation de la capacité

nationale à lutter contre la VAE, et éclairée par des données qualitatives recueillies auprès de sources primaires (entretiens) et secondaires (documents). Nous avons ainsi découvert des lacunes importantes dans la législation, les programmes et les services, la coordination et l'allocation des ressources. Nous avons également identifié des possibilités d'action.

Principales conclusions

Cadres juridiques pour protéger les enfants contre la violence

Les cadres juridiques des dix pays ont été jugés largement favorables à la lutte contre la violence à l'encontre des enfants. Les dix pays ont ratifié la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE), la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE) et les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur l'âge minimum et les pires formes de travail des enfants. Sept des pays étudiés disposent d'une loi nationale complète sur l'enfance ou sur la protection de l'enfance, et tous ont promulgué des lois interdisant diverses formes de VAE. Cependant, aucun des pays étudiés n'a ratifié le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications et seuls six ont ratifié le Protocole de Palerme sur la traite des personnes. En outre, certaines lois nationales n'interdisent pas de manière explicite, complète ou harmonieuse les châtiments corporels, le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines (MGF), le travail des enfants et certains actes de traite et d'exploitation sexuelle. Quatre des dix pays définissent toujours un « enfant » comme étant plus jeune que la norme internationalement acceptée de 18 ans ou moins.

Programmes et services de lutte contre la violence à l'encontre des enfants

Sur les dix pays évalués, quatre – le Burkina Faso, l'Égypte, la Namibie et l'Ouganda – disposent soit d'un plan, d'une stratégie ou d'une politique nationale pour les enfants, soit d'un plan spécifique pour la protection des enfants et/ou l'élimination de la violence à l'encontre des enfants. Le Nigeria a élaboré une action nationale prioritaire pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants, tandis que les autres pays ont soit des plans thématiques pour différentes questions liées à la VAE, telles que le travail des enfants, la traite des enfants et le mariage des enfants, soit ils intègrent les questions liées à la VAE dans les plans de développement et d'investissement des secteurs et des ministères concernés.

Dans l'ensemble, tous les pays disposent d'une certaine forme de mécanisme de coordination nationale et infranationale, souvent dirigé par une agence de développement de la protection sociale. La lutte contre VAE est coordonnée au niveau national dans des domaines thématiques spécifiques tels que le travail des enfants, l'exploitation sexuelle des enfants, le mariage des enfants et la traite des enfants, bien que certains pays, comme le Cameroun et l'Égypte, disposent de plusieurs structures de coordination en matière de lutte contre la VAE sans séparation claire des rôles.

La plupart des pays disposent d'unités policières et judiciaires spécialisées dans les violences sexistes et les infractions liées aux enfants, bien que leur efficacité soit entravée par des ressources humaines et financières limitées. Il existe peu ou pas de programmes de réhabilitation des auteurs visant à réduire la récidive.

Ressources financières

Les gouvernements des dix pays étudiés allouent des ressources financières aux institutions qui luttent contre la violence à l'encontre des enfants, principalement pour les coûts de personnel, de fonctionnement et des services d'utilité publique, tant

au niveau national qu'infranational. Cependant, nous avons également constaté que l'allocation financière à la protection sociale était limitée par rapport à d'autres secteurs – en moyenne, la plupart des gouvernements africains allouaient 1 % ou moins de leur budget national au secteur du développement de la protection sociale. Les structures infranationales qui fournissent les services étaient encore plus sous-financées que le gouvernement central, ce qui empêchait les agences de lutte contre la VAE de mettre en œuvre efficacement leur mandat. Les organisations de la société civile (OSC), en revanche, disposaient de ressources relativement plus importantes et comblaient les lacunes de l'État en matière de prestation de services.

Ressources humaines

Le personnel des services de prévoyance sociale et les agents chargés de l'application de la loi dans les différents pays ont reçu une formation dispensée par diverses agences gouvernementales et non gouvernementales, mais en raison de l'insuffisance des données, il n'a pas été possible d'évaluer l'efficacité, le contenu et la portée de ces programmes de formation. Nous avons également constaté que le nombre et les compétences du personnel des institutions concernées par la lutte contre la VAE restent insuffisants. Les problèmes de personnel sont dus à des postes non pourvus, à un taux de rotation élevé et à des lacunes en matière de formation, tandis que le manque de compétences en matière d'enquête du personnel chargé du maintien de l'ordre dans ces pays a été cité à plusieurs reprises dans divers rapports.

Information, suivi et évaluation

Tous les pays étudiés ont produit des informations administratives et d'enquête pertinentes en matière de VAE. Les données administratives sur l'enregistrement des naissances, la signalisation de cas de violence et l'utilisation des services ont été utiles pour la redevabilité financière, mais pas pour mesurer les tendances dans le temps ou évaluer les programmes de lutte

contre la VAE. Certains pays, comme le Malawi, ont conçu des systèmes solides pour gérer les informations relatives à la protection de l'enfance recueillies auprès de sources administratives, mais ils ont dû faire face à des problèmes de faible couverture géographique, d'intégration limitée avec d'autres systèmes et de faible taux de pénétration de l'Internet. Les recensements, ainsi que des enquêtes telles que les enquêtes nationales sur la violence à l'encontre des enfants, les enquêtes démographiques et de santé et les enquêtes en grappes à indicateurs multiples, ont fourni des informations importantes pour mesurer les facteurs d'influence, les impacts et les résultats des programmes de lutte contre la VAE. Certains pays, dont le Burkina Faso et Maurice, n'ont pas mené d'enquêtes récentes représentatives au niveau national couvrant les indicateurs de la violence à l'encontre des enfants, et la plupart des enquêtes à petite échelle ont une valeur limitée pour étayer les politiques car elles n'ont pas été conçues ou menées de manière scientifique. Certaines questions relatives à la VAE, telles que la négligence d'enfants, le travail des enfants et la pornographie infantile, ne sont pas couvertes de manière adéquate par les enquêtes ou les données administratives.

Stabilité politique et sociale

L'environnement politique des dix pays étudiés varie considérablement, allant de la paix à l'instabilité. Cinq d'entre eux (Égypte, Malawi, Maurice, Namibie et Ouganda) étaient généralement paisibles, avec un risque minimal de conflit armé à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. En revanche, le Burkina Faso, le Cameroun, le Nigeria, le Tchad et le Soudan connaissent des conflits armés actifs qui exposent les enfants aux enlèvements et au recrutement forcé dans des groupes armés, à la violence physique et sexuelle et à la perturbation de la prestation de services. Les rivalités politiques, la mauvaise gouvernance, la fourniture inadéquate de services et la faible croissance économique dans les dix pays ont donné lieu à des protestations sporadiques, et parfois violentes. Les environnements politiques et sociaux instables augmentent

la probabilité de crimes, de violences et de perturbations des services.

Normes et valeurs sociales relatives à la violence

L'acceptation culturelle de la violence, soit comme une méthode normale de résolution des conflits, soit comme un aspect courant de l'éducation d'un enfant, est un facteur de risque pour tous les types de violence interpersonnelle. Dans les dix pays, une proportion importante de la population tient en très haute estime des normes et des valeurs sociales qui soutiennent le recours à la violence pour résoudre les conflits et punir les enfants et les conjoints. Le pourcentage de personnes interrogées âgées de 15 à 49 ans qui justifient la violence domestique était le plus élevé en Ouganda, où plus de la moitié (51 %) des répondants étaient en faveur de la violence domestique. Le Cameroun et le Burkina Faso suivaient, avec environ quatre répondants sur dix en faveur de la violence domestique (42 % et 38 % respectivement). Avec seulement 13 %, le Malawi enregistrait le plus faible pourcentage de personnes justifiant la violence domestique. Étonnamment, à l'exception du Malawi, les femmes étaient légèrement plus enclines à justifier la violence domestique que les hommes.

Les normes culturelles ont tendance à entraver l'efficacité des lois et des politiques qui visent à réduire les VAE. Bien que certaines formes de violence, telles que les mutilations génitales féminines, le mariage des enfants et les châtiments corporels, aient été interdites dans de nombreux pays, elles continuent de se produire, soutenues par les valeurs culturelles ou religieuses de communauté spécifiques. Dans les pays où la couverture de l'enregistrement des naissances est faible, comme le Tchad, l'Ouganda et le Nigeria, il reste difficile de lutter contre des pratiques culturellement ancrées.

S'adapter à la Covid-19 et aux futures pandémies

Parmi les pays étudiés, l'Égypte a enregistré le plus grand nombre de cas et de décès liés à la Covid-19 : 128 000

cas et 7 209 décès, soit 11,8 % de tous les décès en Afrique (au moment de la rédaction du présent document). À l'autre extrémité de l'échelle, Maurice, avec 527 cas, est le pays qui a enregistré le moins de cas parmi les dix pays. On rapporte que les mesures de confinement et autres restrictions durant la pandémie ont entraîné, directement ou indirectement, une augmentation du nombre d'incidents relatifs à la VAE et des perturbations en matière de prestation de services liés à la lutte contre la VAE. En Ouganda, par exemple, la ligne d'assistance téléphonique nationale pour les enfants a été fermée pendant deux semaines. La fermeture d'écoles, de structures d'accueil pour les enfants et de lieux sûrs pour des millions d'écolières a entraîné une augmentation des mariages d'enfants.

Recommandations

Renforcer la protection juridique des enfants. Les pays qui ne l'ont pas encore fait doivent ratifier le Protocole de Palerme sur la traite des personnes et le Protocole facultatif à la CDE établissant une procédure de présentation de communications. Les dix pays doivent adopter de nouvelles lois ou modifier la législation existante afin de se conformer pleinement aux instruments internationaux et continentaux, et harmoniser les lois nationales sur la définition de l'enfant, l'ageminimum, les châtimens corporels, le mariage des enfants, les MGF, le travail des enfants, la traite des enfants et l'exploitation sexuelle des enfants. L'ageminimum du mariage doit être fixé à 18 ans pour les garçons et les filles, sans aucune condition.

Élaborer et mettre en œuvre des plans d'action nationaux complets de lutte contre la VAE. Afin d'utiliser au mieux les ressources, les pays doivent élaborer des plans d'action nationaux complets, multisectoriels et financés par le gouvernement (et non des plans thématiques), avec des objectifs spécifiques, un budget dédié, un plan de suivi et d'évaluation, et un mécanisme de coordination multisectoriel.

Augmenter l'ensemble des services. Les gouvernements, les OSC et les partenaires au développement doivent développer

et proposer un ensemble amélioré et standardisé de mesures de prévention et d'intervention fournies à grande échelle dans le cadre d'une approche multisectorielle coordonnée. La prévention primaire doit viser à modifier les attitudes et les comportements sociaux, à réduire la pauvreté et à améliorer l'accès aux services sociaux essentiels. La prévention secondaire et les services d'intervention doivent inclure des campagnes de sensibilisation sur l'illégalité de la VAE et les sanctions, ainsi que les mécanismes de réparation disponibles pour les survivants. Les services d'intervention doivent également inclure la réhabilitation économique, sociale et psychologique, ainsi que la réintégration des survivants et des auteurs de violences.

Augmenter la couverture de l'enregistrement des naissances.

Les gouvernements nationaux doivent développer les services d'enregistrement des naissances, en veillant à ce que l'enregistrement soit accessible, abordable et rapide.

Réorganiser les structures de coordination de la lutte contre la VAE. Lorsque plusieurs organismes sont impliqués, les gouvernements nationaux, les OSC et les partenaires au développement doivent discuter et se mettre d'accord sur l'organisme qui doit assumer la direction. La coordination thématique doit être rationalisée et, dans la mesure du possible, le nombre de structures de coordination thématiques autonomes doit être réduit, conformément à une approche systémique des programmes de lutte contre la VAE.

Plaider en faveur d'investissements publics dans le secteur de la protection sociale.

Compte tenu des chevauchements qui existent entre les ministères et les Agences gouvernementales qui s'occupent des mêmes populations, le secteur de la protection sociale doit montrer clairement qu'il apporte une valeur ajoutée par rapport aux autres Agences gouvernementales dans la lutte contre la pauvreté et les violations des droits de l'homme chez les personnes défavorisées. Par exemple, des fonds et des ressources

techniques doivent être mis à la disposition des OSC pour qu'elles puissent fournir un service d'urgence relatif à la VAE 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, et du personnel qualifié doit être recruté pour offrir une formation continue régulière liée aux lois sur la VAE, aux normes applicables aux services, aux codes d'éthique et à la prestation de services adaptés aux enfants.

Formation continue du personnel. Les gouvernements, les OSC et les partenaires au développement doivent soutenir des programmes de formation sur les nouvelles lois, politiques et directives, la planification du rôle de la main-d'œuvre des services sociaux, la protection des enfants, la stratégie INSPIRE¹ et les formes émergentes de violence à l'encontre des enfants.

Élaborer un programme de recherche sur la VAE. En s'appuyant sur l'enquête sur la VAE et les plans d'action de lutte contre la VAE, chaque pays doit faire progresser

son programme de recherche et aligner et consolider les interventions de recherche afin de garantir des études scientifiquement solides et représentatives. Dans la mesure du possible, les questions essentielles de l'enquête sur la VAE doivent être incluses dans les enquêtes nationales périodiques sur les ménages, les enquêtes nationales démographiques et de santé et les recensements scolaires.

Renforcer les systèmes de données administratives sur la VAE. En collaboration avec le bureau national des statistiques, les OSC et les partenaires au développement, le secteur de la protection sociale doit renforcer les systèmes de suivi et d'évaluation de la protection de l'enfance. Ceux-ci doivent définir des indicateurs multisectoriels clairs, des plans d'intégration des données intersectorielles, infranationales et nationales, et des mesures visant à améliorer la qualité et la ventilation des données, de la collecte à l'utilisation.



CHAPITRE 1 : INTRODUCTION ET MÉTHODOLOGIE

1.1 Introduction

Ces dernières années ont vu un engagement croissant en faveur de l'éradication de la VAE, tant au niveau mondial qu'en Afrique. Les ODD, l'Agenda 2063 de l'UA et l'Agenda 2040 pour les enfants d'Afrique mentionnent explicitement l'élimination de la VAE. Encouragés par un regain d'énergie et de ressources, des efforts ambitieux sont en cours pour atteindre les objectifs d'élimination de la VAE. La direction, la coopération, les politiques et les cadres réglementaires, les institutions, les systèmes, les ressources humaines, les solutions innovantes, la prestation de services et l'autonomisation des enfants, des familles et des communautés ont tous été renforcés.

Malgré ces progrès louables, le contexte économique, social, environnemental et politique complexe et en constante évolution de l'Afrique continue de poser de sérieux défis aux priorités de développement des pays sur le continent. Les systèmes de prévention et de réponse à la violence à l'encontre des enfants – déjà marginalisés en termes d'allocation de ressources – n'ont pas réussi à s'attaquer aux vulnérabilités, aux risques et à l'exposition des enfants à différentes formes de violence.

Dans ce contexte, le Partenariat africain pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants (APEVAC), hébergé par African Child Policy Forum (ACPF), a analysé dix pays africains sélectionnés afin d'évaluer la manière dont ils ont donné la priorité à la lutte contre la VAE

et renforcé leurs capacités nationales de prévention et d'intervention. L'évaluation a également pris en compte le fardeau supplémentaire de la pandémie de Covid-19 sur la capacité du secteur du développement social et de la protection sociale à protéger les enfants de la violence. Nous espérons que ce rapport alimentera les initiatives de plaidoyer, de renforcement des capacités et de recherche des gouvernements, des OSC et des partenaires au développement pour prévenir et lutter contre la VAE sur tout le continent.

1.2 Objectifs

L'objectif principal de la présente évaluation était d'examiner la capacité de dix gouvernements africains à planifier et mettre en œuvre une action multisectorielle complète sur la VAE, et d'évaluer l'efficacité de la coordination avec les parties prenantes concernées. Plus précisément, l'évaluation vise à :

- Évaluer l'environnement politique, juridique et social national en termes de capacité à protéger les enfants contre la violence.
- Examiner la capacité de mise en œuvre des gouvernements pour prévenir et lutter contre la VAE.
- Examiner l'impact de la Covid-19 sur la capacité de lutte contre la VAE.
- Proposer une feuille de route pour améliorer la législation, les politiques et la capacité de mise en œuvre nationales pour la prévention et l'intervention en dans le domaine de la VAE.

1.3 Méthodologie

Dix pays ont été sélectionnés pour la présente évaluation, en tenant compte de la représentation régionale et du classement dans la dimension de la protection de l'enfance de l'Indice de bienveillance envers les enfants (IBE) 2018 d'ACPF.² Cinquante-deux pays africains ont été répartis entre les 26 supérieurs et les 26 inférieurs en fonction de leur classement dans l'IBE. Ils ont ensuite été regroupés selon les cinq régions géopolitiques africaines – Nord, Est, Sud, Ouest et Centre – par ordre croissant en fonction de leur score dans l'IBE. Deux pays par région – un du groupe supérieur et un du groupe inférieur – ont ensuite été sélectionnés par génération de nombres aléatoires par ordinateur.

Conception, collecte et analyse des données

Cette évaluation est une étude qualitative qui s'est basée sur des données provenant de sources primaires (entretiens) et secondaires (documents). Les données ont été analysées de manière thématique, conformément aux objectifs de l'évaluation et au cadre d'ACPF pour l'évaluation de la capacité nationale à prévenir et à répondre à la VAE.

Des entretiens à distance ont été menés avec des fonctionnaires clés ayant des mandats et des portefeuilles pertinents liés à la lutte contre la VAE et la Covid-19. Parmi les personnes interrogées figuraient des hauts fonctionnaires des ministères

TABLEAU 1 : Base d'échantillonnage et processus de sélection des pays évalués

Région	Critères de sélection			Pays sélectionnés pour l'évaluation
	Pays de la région	Groupe supérieur (26 pays)	Groupe inférieur (26 pays)	
Afrique centrale	Cameroun République centrafricaine Tchad République démocratique du Congo Guinée équatoriale Gabon République du Congo São Tomé-et-Príncipe	13 ^{ie} (Congo-Brazzaville) 24 ^{ie} (Gabon)	29 ^{ie} (République centrafricaine) 44 ^{ie} (République démocratique du Congo) 45 ^{ie} (Guinée équatoriale) 47 ^{ie} (São Tomé-et-Príncipe) 49 ^{ie} (Cameroun) 50 ^{ie} (Tchad)	Tchad Cameroun
Afrique de l'Est	Burundi Comores Djibouti Érythrée Éthiopie Kenya Madagascar Mauritius Rwanda Seychelles Soudan du Sud Tanzanie Ouganda	1 ^{er} (Maurice) 8 ^{ie} (Seychelles) 10 ^{ie} (Djibouti) 15 ^{ie} (Rwanda) 17 ^{ie} (Madagascar) 21 ^{ie} (Burundi) 26 ^{ie} (Kenya)	30 ^{ie} (Comores) 31 ^{ie} (Ouganda) 37 ^{ie} (Érythrée) 39 ^{ie} (Éthiopie) 41 ^{ie} (Tanzanie) 52 ^{ie} (Soudan du Sud)	Ouganda Maurice
Afrique du Nord	Algerie Égypte Maroc Soudan Tunisie	3 rd (Algerie) 4 th (Égypte) 12 th (Tunisie) 14 th (Maroc)	32 nd (Soudan)	Égypte Soudan

Région	Critères de sélection			Pays sélectionnés pour l'évaluation
	Pays de la région	Groupe supérieur (26 pays)	Groupe inférieur (26 pays)	
Afrique australe	Angola Botswana Eswatini Zambie Lesotho Malawi Mozambique Namibie Afrique du Sud Zimbabwe	6 ^{ie} (Afrique du Sud) 3 ^{ie} (Angola) 9 ^{ie} (Namibie) 11 ^{ie} (Eswatini) 19 ^{ie} (Lesotho)	28 ^{ie} (Malawi) 36 ^{ie} (Botswana) 38 ^{ie} (Mozambique) 48 ^{ie} (Zimbabwe) 51 ^{ie} (Zambie)	Namibie Malawi
Afrique de l'Ouest	Bénin Burkina Faso Côte d'Ivoire Cape Verde Gambie Ghana Guinée Guinée-Bissau Liberia Mali Mauritanie Niger Nigeria Sénégal Sierra Leone Togo	2 ^{ie} (Togo) 5 ^{ie} (Bénin) 7 ^{ie} (Cabo Verde) 16 ^{ie} (Ghana) 18 ^{ie} (Sénégal) 20 ^{ie} (Guinée) 22 ^{ie} (Burkina Faso) 23 ^{ie} (Mali) 25 ^{ie} (Côte d'Ivoire)	33 ^{ie} Sierra Leone 34 ^{ie} (Nigeria) 35 ^{ie} (Niger) 40 ^{ie} (Mauritanie) 42 ^{ie} (Gambie) 43 ^{ie} (Guinée-Bissau) 46 ^{ie} (Liberia)	Burkina Faso Nigeria

et institutions de protection sociale, des ministères de la santé, de l'éducation et de la justice, des services de la police nationale, des OSC nationales et d'autres organisations. Les entretiens ont porté sur la coordination intra-sectorielle et multisectorielle, le développement des capacités et les lacunes institutionnelles et sectorielles, les initiatives spécifiques de lutte contre la VAE et l'impact de la Covid-19.

Nous avons analysé les données quantitatives secondaires concernant l'ampleur de la VAE, la couverture et le financement de la protection sociale, la capacité financière et des ressources humaines, ainsi que les taux d'infection par la Covid-19 et son impact sur la VAE. Nous avons également examiné les documents pertinents obtenus en ligne et auprès des associés de recherche dans les pays, y compris, mais sans s'y limiter :

- Les lois et règlements nationaux spécifiques à la protection de l'enfance

ou à la VAE, ou au sein du code pénal.

- Les documents de politique nationale, les plans d'action et les lignes directrices spécifiques à la VAE, à la protection de l'enfance ou à d'autres domaines pertinents.
- Les documents budgétaires nationaux et sectoriels des ministères et agences gouvernementales concernés.
- Les recherches universitaires, publications techniques et rapports des autorités gouvernementales, des agences internationales et des OSC pertinentes (y compris les rapports techniques et d'évaluation relatifs à la Covid-19).
- Les rapports des médias locaux et internationaux.

La disponibilité de données actualisées issues d'enquêtes varie selon les pays. Lorsque les données étaient disponibles, nous avons comparé les deux pays de chaque région.



CHAPTRE 2 : PRÉVALENCE DE LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES ENFANTS DANS LES PAYS ÉTUDIÉS

Ce chapitre présente des statistiques sur la prévalence de la violence à l'encontre des enfants provenant à la fois d'enquêtes de population et de sources administratives. Sous réserve de la disponibilité des données, les statistiques de prévalence couvrent la violence physique, la violence sexuelle, la violence émotionnelle, l'exploitation et la négligence survenant dans différents environnements tels que les foyers, les institutions (y compris les écoles), la communauté et en ligne.

2.1 La violence physique

Il n'existe pas de définition juridiquement contraignante de la violence physique. Les enquêtes nationales sur la violence à l'encontre des enfants (NVAC) définissent la violence physique comme l'utilisation intentionnelle de la force physique avec le potentiel de causer la mort, un handicap, une blessure ou un dommage. La Classification internationale des infractions à des fins statistiques de 2016 utilise les

concepts d'agressions et de menaces qui sont définis comme « l'utilisation de la force pour causer des blessures ou des dommages ou la menace de causer des blessures ou des dommages ». Un concept similaire d'agression est utilisé dans la Classification internationale des maladies (CIM -10) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui définit l'agression comme « des blessures infligées par une autre personne avec l'intention de blesser ou de tuer, par quelque moyen que ce soit ».

Des résultats représentatifs au niveau national sur la prévalence de la VAE chez les enfants âgés de 13 à 17 ans étaient disponibles pour les trois pays de l'étude (Malawi, Nigeria et Ouganda) dans lesquels des enquêtes NVAC ont été menées. En général, les enquêtes montrent une prévalence plus élevée de la violence physique par rapport à la violence émotionnelle, aux abus sexuels et à l'exploitation sexuelle (tableaux 2, 3 et 9). Le Malawi et l'Ouganda ont enregistré le pourcentage le plus élevé d'enfants victimes de violence physique. Bien que

TABLEAU 2 : Pourcentage d'enfants victimes de violence physique dans les pays cibles³

Pays	Année de l'enquête	Violence physique chez les 13-17 ans 12 mois avant l'enquête		Violence physique chez les 18-24 ans avant l'âge de 18 ans	
		Femmes (%)	Hommes (%)	Femmes (%)	Hommes (%)
Malawi	2013	40,9	59,5	42,4	64,5
Nigeria	2014	38,1	42,1	49,7	52,3
Ouganda	2015	44,2	58,6	59,3	68,0

Source: Enquêtes NVAC

certaines différences soient minimales, dans les trois pays, un pourcentage plus élevé de garçons que de filles ont subi des violences physiques.

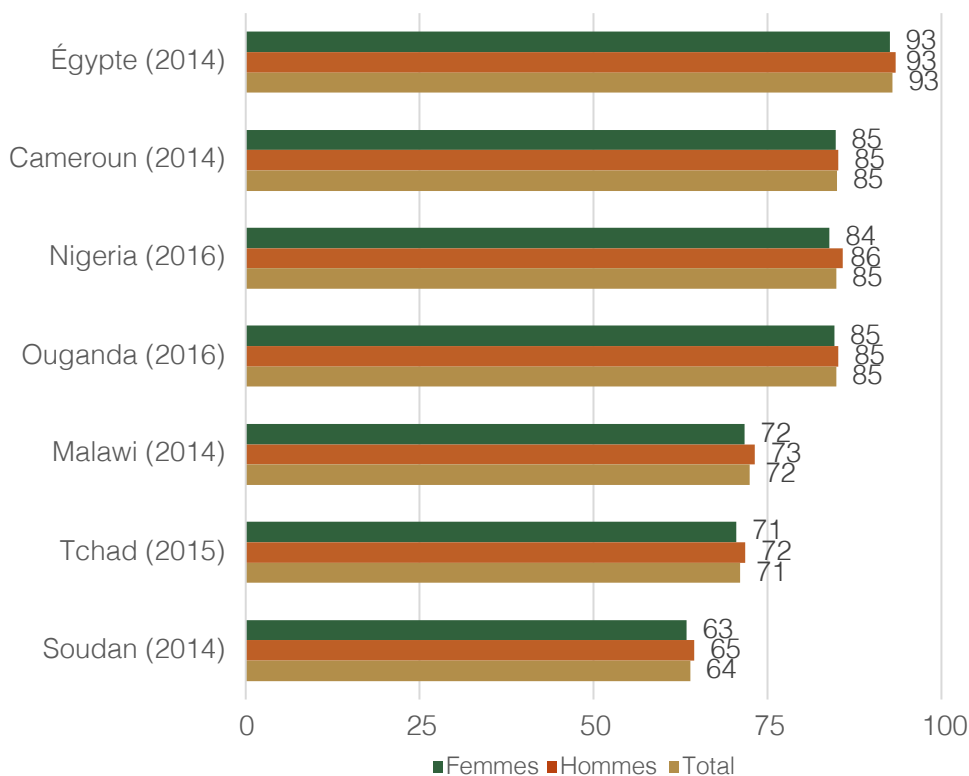
Les châtimements corporels

Les châtimements corporels sont une forme spécifique de punition physique interdite par les lois internationales et certaines lois nationales, et qui est mesurée dans les enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS). Les châtimements corporels infligés aux enfants comprennent toute punition dans laquelle la force physique est utilisée et destinée à causer un certain degré de douleur ou d'inconfort, aussi léger soit-il, ainsi que les formes non physiques de punition cruelles et dégradantes.⁴

Les estimations actuelles de la prévalence des châtimements corporels sont basées sur

la « discipline violente » par les personnes qui s'occupent des enfants, telle que mesurée dans les MICS. Dans sept des pays étudiés, au moins trois enfants sur dix âgés de 1 à 14 ans ont subi des punitions corporelles et/ou des agressions psychologiques des personnes qui s'occupent d'eux (figure 1). Le pourcentage de garçons et de filles qui ont déclaré avoir subi des punitions corporelles et/ou des agressions psychologiques de personnes qui s'occupaient d'eux était presque le même dans chaque pays. Cela contraste avec les résultats de l'enquête NVAC, où un pourcentage plus élevé de victimes étaient des hommes. Cela pourrait être dû aux différentes méthodes de collecte de données utilisées par les enquêtes MIC et NVAC ; alors que les MICS collectent des données sur les enfants âgés de 0 à 14 ans par l'intermédiaire des personnes qui s'occupent d'eux, les enquêtes NVAC interrogent directement les enfants âgés de 13 à 17 ans.

FIGURE 1 : Pourcentage d'enfants (âgés de 1 à 14 ans) ayant subi des punitions corporelles et/ou des agressions psychologiques de la part des personnes qui s'en occupent



Source: UNICEF, https://data.unicef.org/resources/data_explorer

La figure 1 montre qu'en Afrique du Nord, un pourcentage plus élevé d'enfants en Égypte (93 %) ont subi des châtiments corporels et/ou des agressions psychologiques de la part des personnes qui s'occupent d'eux qu'au Soudan (64 %). En Afrique centrale, les châtiments corporels étaient plus fréquents au Cameroun (85 %) qu'au Tchad (71 %). Bien que l'on sache que les enfants subissent également une discipline violente de la part des enseignants, des statistiques de prévalence représentatives au niveau national pour les écoles sont rarement disponibles en Afrique. En Ouganda, une étude menée par le ministère de l'éducation en 2012 a signalé que les coups de bâton – une forme de châtiment corporel – étaient monnaie courante dans les écoles. L'enquête a montré que 74 % des enfants à l'école primaire, et 75 % à l'école secondaire, ont subi des coups de bâton de la part d'un adulte.

2.2 La violence sexuelle

L'Observation générale n° 13 de 2011 du Comité des droits de l'enfant (paragraphe 25) stipule que la violence sexuelle comprend le mariage forcé, ainsi que l'abus et l'exploitation sexuels. L'abus

sexuel des enfants ne nécessite aucun élément d'échange et peut se produire dans le simple but de la gratification sexuelle de la personne qui commet l'acte.⁵

Selon les enquêtes NVAC menées dans les pays étudiés, les abus sexuels comprennent les attouchements sexuels abusifs, les tentatives de rapports sexuels forcés ou contraints, les relations sexuelles forcées et les rapports sexuels qui ont fait l'objet de pressions. Le tableau 3 montre que 25,4 % des filles âgées de 13 à 17 ans en Ouganda et 22,8 % au Malawi ont déclaré avoir subi des abus sexuels au cours des 12 mois précédant l'enquête. Pour les pays disposant de résultats d'enquêtes démographiques et de santé (EDS), le Malawi présentait la prévalence la plus élevée (17,6 %) chez les femmes âgées de 15 à 17 ans.

L'enquête NVAC (tableau 4) montre que les abus sexuels sur les filles étaient également les plus élevés en Ouganda, où environ un tiers (35,3 %) des femmes âgées de 18 à 24 ans ont déclaré avoir été victimes d'abus sexuels pendant leur enfance. Cependant, la proportion de personnes interrogées dans le cadre de l'EDS qui ont indiqué avoir subi des violences sexuelles avant l'âge de 18 ans était assez faible.

TABLEAU 3: Pourcentage d'enfants ayant subi des abus/violences sexuels dans les 12 mois précédant les enquêtes

Pays	Abus sexuels (NVAC, 13-17 ans)		Violence sexuelle (EDS, 15-17 ans)	
	Femmes (%)	Hommes (%)	Femmes (%)	Hommes (%)
Tchad	-	-	3,7 (2015)	-
Cameroun	-	-	17,6 (2011)	1,9
Égypte	-	-	3,0 (2014)	-
Malawi	22,8 (2013)	12,7	10,6 (2016)	-
Namibie	-	-	8,4 (2013)	-
Nigeria	16,4 (2014)	8,4	-	-
Ouganda	25,4 (2015)	11,2	8,6 (2016)	4,2

Note : les tirets indiquent l'absence de données disponibles

TABLEAU 4 : Pourcentage d'adultes ayant subi des abus/violences sexuels avant l'âge de 18 ans

Pays	Abus sexuels signalés par les 18-24 ans avant l'âge de 18 ans (NVAC)		Violence sexuelle signalée par les 20-29 ans avant l'âge de 18 ans (EDS)	
	Femmes (%)	Hommes (%)	Femmes (%)	Hommes (%)
Tchad	-	-	1,8 (2015)	-
Cameroun	-	-	16,0 (2011)	4,1
Égypte	-	-		
Malawi	21,8	14,8	4,1 (2016)	-
Namibie	-	-	0,5 (2013)	-
Nigeria	24,8	10,8	-	-
Ouganda	35,3	16,5	5,2 (2016)	1,3

Note: les tirets indiquent l'absence de données disponibles

2.2.1 Le mariage des enfants

En 2013, la Commission de la condition de la femme des Nations unies, principal organe décisionnel mondial dédié à l'égalité des sexes et à la promotion de la femme, a reconnu le mariage des enfants comme étant une forme de violence et a appelé à y mettre fin.⁶ Le mariage des enfants implique un mariage, ou une tentative de mariage, lorsque l'un des partenaires ou les deux sont des enfants.⁷ Dans une interprétation stricte, si l'âge minimum est fixé à 18 ans, toute union où l'une des parties a moins de 18 ans ne serait pas un mariage.

En Afrique subsaharienne, 40 % des femmes ont été mariées avant l'âge de 18 ans.⁸ Selon les données de « Girls Not Brides », 18 des 20 pays qui ont les taux les plus élevés de mariage d'enfants se trouvent en Afrique. En 2017, la prévalence du mariage des enfants et du mariage forcé dans 11 pays africains était supérieure à 40 %.⁹ Au rythme actuel, le nombre de

filles d'Afrique subsaharienne mariées pendant leur enfance doublera d'ici 2050, l'Afrique dépassant l'Asie du Sud en tant que région comptant le plus grand nombre d'enfants mariés dans le monde.

Les tableaux 5 et 6 ci-dessous montrent que parmi les pays étudiés, le Tchad présente le pourcentage le plus élevé de mariages d'enfants – près de quatre filles sur dix âgées de 15 à 19 ans étaient mariées ou en couple, et près de sept femmes sur dix âgées de 20 à 24 ans étaient mariées avant l'âge de 18 ans. La Namibie (5,4 %) et l'Égypte (14,4 %) affichent des taux plus faibles de mariages de filles chez les 15-19 ans, tandis que les garçons, dans l'ensemble des pays étudiés, sont moins susceptibles de subir un mariage dans leur enfance. En ce qui concerne la prévalence des mariages d'enfants subis par ceux qui sont maintenant de jeunes adultes, plus de la moitié des femmes âgées de 20 à 24 ans au Tchad et au Burkina Faso ont été mariées ou étaient en union avant l'âge de 18 ans (tableau 6).

TABLEAU 5 : Pourcentage de filles et de garçons âgés de 15 à 19 ans actuellement mariés ou en couple

Pays	Année de l'enquête	Femmes	Hommes
Tchad	2015	38,3	3,2
Burkina Faso	2010	31,5	1,6
Malawi	2015	23,5	3,1
Nigeria	2018	22,8	0,3
Soudan	2014	21,2	-
Cameroun	2014	20,1	0,9
Ouganda	2016	19,9	1,9
Égypte	2014	14,4	-
Namibie	2013	5,4	0,7
Maurice	-	-	-

Source: UNICEF, https://data.unicef.org/resources/data_explorer

Note : les tirets indiquent l'absence de données disponibles

TABLEAU 6 : Pourcentage d'hommes et de femmes âgés de 20 à 24 ans mariés ou en couple avant l'âge de 18 ans

Pays	Année de l'enquête	Femmes	Hommes
Tchad	2015	66,9	8,0
Burkina Faso	2010	51,6	3,9
Malawi	2015	42,1	6,5
Nigeria	2018	-	-
Soudan	2014	34,2	-
Cameroun	2014	31,0	3,8
Ouganda	2016	34,0	5,5
Égypte	2014	17,4	0,2
Namibie	2013	6,9	1,4
Maurice	-	-	-

Source: UNICEF, https://data.unicef.org/resources/data_explorer

Note : les tirets indiquent l'absence de données disponibles

Comme le montrent les tableaux 5 et 6, le Tchad a également un pourcentage plus élevé que son voisin d'Afrique centrale, le Cameroun, de filles qui sont actuellement mariées ou qui l'ont été avant l'âge de 18 ans. En Afrique du Nord, le Soudan a un pourcentage légèrement plus élevé que l'Égypte de filles âgées de 15 à 19 ans qui sont actuellement mariées, bien

que la différence ne soit que de sept points de pourcentage environ pour celles qui sont actuellement mariées. En Afrique australe, le Malawi présente une prévalence plus élevée de mariages de filles que la Namibie – tant pour le mariage actuel que pour le mariage avant 18 ans – tandis qu'en Afrique de l'Ouest, les filles mineures ont plus de chances

d'être mariées au Burkina Faso qu'au Nigeria.

2.2.2 Les mutilations génitales féminines

Les mutilations génitales féminines (MGF) constituent une autre forme de violence sexuelle à l'encontre des filles et des femmes. Les MGF couvrent toutes les procédures qui impliquent l'ablation partielle ou totale des organes génitaux externes de la femme, ou d'autres blessures aux organes génitaux féminins pour des raisons non médicales.¹⁰ Sur les dix pays étudiés, les MGF ne sont pas pratiquées au Malawi, en Namibie et à Maurice. Pour les pays qui disposent de données, le Soudan présentait le taux actuel de MGF le plus élevé (30,1 %), suivi de l'Égypte (14,1 %), tandis que l'Ouganda présentait le taux le plus faible (1,3 %) (Tableau 7).

TABLEAU 7: Pourcentage de filles âgées de 0 à 14 ans qui ont subi des MGF

Pays	Année de l'enquête	%
Burkina Faso	2010	75,8
Tchad	2015	38,4
Égypte	2015	87,2
Nigeria	2018	19,5
Soudan	2014	86,6
Ouganda	2016	0,3

Source: UNICEF, https://data.unicef.org/resources/data_explorer

Au Soudan, une approche indirecte a été utilisée pour estimer la prévalence des MGF chez les filles âgées de 0 à 14 ans, sur la base des MICS de 2014. Notre estimation ajuste le taux de prévalence en considérant la probabilité globale qu'une fille âgée de 0 à 14 ans subisse une MGF si le risque à chaque âge est le même que celui observé dans les MICS de 2014. En fait, notre estimation ajustée montre que le taux de prévalence des MGF pour les filles soudanaises en 2014 serait de 66,3 % au moment où elles atteignent 14 ans, soit le double du chiffre déclaré.

Le Soudan et l'Égypte présentaient la plus forte prévalence de MGF (environ 87 % chacun) chez les femmes âgées de 15 à 49 ans, suivis du Burkina Faso (tableau 8). Le Burkina Faso présentait une prévalence des MGF nettement plus élevée que son homologue d'Afrique de l'Ouest, le Nigeria.

TABLEAU 8 : Pourcentage de filles et de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont subi des mutilations génitales féminines

Pays	Année de l'enquête	%
Égypte	2015	14,1
Soudan	2014	30,1
Tchad	2014	9,9
Ouganda	2011	1,3
Burkina Faso	2011	13,3

Source: UNICEF, https://data.unicef.org/resources/data_explorer

Là encore, l'Ouganda s'en sort mieux avec seulement 0,3 % de femmes subissant des MGF. Aucune donnée n'était disponible pour le Cameroun, le Malawi, Maurice et la Namibie. Une étude de l'ONU réalisée en 2017 au Malawi n'a trouvé aucune preuve de MGF, à l'exception d'une pratique d'allongement ou d'arrachage des lèvres qui était pratiquée sur des filles âgées de 10 à 15 ans lors de camps d'initiation sexuelle dans les zones rurales du sud. Cependant, en 2017, le département d'État américain a classé cette coupe de l'extrémité du clitoris dans la catégorie des MGF de type 1.¹¹

2.2.3 L'exploitation sexuelle des enfants

L'Observation générale n°13 de 2011 du Comité des droits de l'enfant (paragraphe 25) définit l'exploitation sexuelle comme incluant : l'utilisation d'enfants dans l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, l'utilisation d'enfants dans des images audio ou visuelles d'abus sexuels d'enfants, la prostitution d'enfants, l'esclavage sexuel, l'exploitation sexuelle dans le secteur des voyages et du tourisme, la traite des enfants dans et entre

les pays, et la vente d'enfants à des fins sexuelles et de mariage forcé. Un enfant est victime d'exploitation sexuelle lorsqu'il prend part à une activité sexuelle en échange d'un gain ou d'un avantage (réel ou promis) de la part d'un tiers, l'auteur de l'infraction, ou de l'enfant lui-même.¹² Les enquêtes du NVAC définissent l'exploitation sexuelle comme le fait d'avoir des relations sexuelles avec quelqu'un en échange d'un soutien matériel ou d'une autre aide. Un enfant peut être contraint à une situation d'exploitation sexuelle par la force physique ou des menaces, mais il peut aussi se laisser convaincre de s'adonner à une telle activité sexuelle en raison de multiples facteurs complexes et nuancés, y compris des déséquilibres de pouvoir entre la victime et l'auteur.¹³

Bien que certaines études¹⁴ et personnes interrogées aient signalé que l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales était courante, il n'existe guère de preuves statistiques dans la plupart des pays étudiés. Certains rapports indiquent que l'exploitation sexuelle des filles dans le secteur des voyages et du tourisme est en augmentation au Cameroun, en Égypte, à Maurice et au Nigeria, entre autres pays africains.¹⁵ On estime que près de 1 800 enfants sont exploités chaque semaine à Kampala, en Ouganda, notamment dans des films, des photos et des vidéos – dont la réalisation est souvent liée à la danse de strip-tease

appelée « imansulo ». ¹⁶ Au Cameroun, des garçons et des filles âgés de 14 à 18 ans posent et travaillent dans des clubs de strip-tease où ils sont filmés.¹⁷

2.3 La violence émotionnelle

Les termes de violence émotionnelle et psychologique sont utilisés de manière interchangeable. La Classification internationale des infractions à des fins statistiques de 2016 définit la violence psychologique comme « tout acte visant à provoquer la peur ou la détresse émotionnelle causée par le comportement ou l'action d'une personne ». La violence émotionnelle a été définie dans les enquêtes NVAC comme un mode de comportement verbal au fil du temps, ou un incident isolé qui n'est pas approprié au développement et n'est pas favorable, et qui a une forte probabilité de nuire à la santé mentale d'un enfant ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social. Au Malawi et en Ouganda, environ une femme sur cinq âgée de 13 à 17 ans a déclaré avoir subi une violence émotionnelle au cours des 12 mois précédant l'enquête NVAC (tableau 10). Au Malawi, environ la même proportion de femmes âgées de 18 à 24 ans ont déclaré avoir subi des violences émotionnelles avant l'âge de 18 ans.

TABEAU 9 : Prévalence de l'exploitation sexuelle dans les pays étudiés, enquêtes NVAC

Pays	Personnes de 13 à 17 ans dans les 12 mois précédant l'enquête		Personnes de 18 à 24 ans avant 18 ans	
	Femmes (%)	Hommes (%)	Femmes (%)	Hommes (%)
Malawi	3,7 (2013)	1,7	2,9 (2014)	1,1
Nigeria	5,9 (2014)	0,6	8,4 (2014)	1,3
Ouganda	18,8 (2015)	13,5	14,4 (2015)	3,5

TABLEAU 10 : Pourcentage d'enfants ayant subi des violences émotionnelles dans les pays cibles¹⁸

Pays	Personnes de 13 à 17 ans dans les 12 mois précédant l'enquête		Personnes de 18 à 24 ans avant 18 ans	
	Femmes (%)	Hommes (%)	Femmes (%)	Hommes (%)
Malawi	22,7 (2013)	25,8	20,3 (2013)	28,8
Nigeria	12,8 (2014)	18,8	17,0 (2014)	20,3
Ouganda	22,2 (2015)	22,8	33,8 (2015)	36,0

2.4 Négligence ou mauvais traitements

La négligence envers les enfants est la violation des droits de l'enfant la moins documentée en Afrique et ailleurs. Selon l'Observation générale 13 du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies (paragraphe 20), les pratiques négligentes impliquent un choix délibéré de la part des parents ou des personnes qui s'occupent des enfants de ne pas leur fournir les produits de première nécessité ou de ne pas s'occuper d'eux de manière adéquate, alors qu'ils ont les moyens, les connaissances et l'accès aux services nécessaires. Les parents qui ne sont pas en mesure de répondre aux besoins fondamentaux de leurs enfants en raison de la pauvreté, de privations ou d'autres problèmes indépendants de leur volonté, ne sont pas considérés comme agissant délibérément.

En 2014, une étude d'ACP a inclus trois types de négligence ou de mauvais traitement dans son questionnaire d'enquête :

- L'enfant ne reçoit pas assez de nourriture et d'eau alors qu'il y en a suffisamment à la maison.
- L'enfant est obligé de porter des vêtements sales et déchirés, ou des vêtements qui ne sont pas chauds, alors qu'il existe des vêtements décents et chauds qu'il pourrait porter.
- L'enfant n'est pas emmené dans un établissement de santé lorsqu'il est malade.

Dans une étude menée par ACPF en 2012 en Ouganda, 13,8 % des enfants déclaraient avoir subi de mauvais traitements. Dans

une autre étude, près de la moitié des adultes ougandais (47 %) ont déclaré que pour punir un enfant, ils lui retireraient des éléments dont il a fondamentalement besoin.²¹

2.5 Le travail des enfants

L'Organisation internationale du travail (OIT) définit le « travail des enfants » comme un travail qui prive les enfants de leur enfance, de leur potentiel et de leur dignité, et qui est nuisible à leur développement physique et mental.²² En outre, selon l'OIT, le travail des enfants est un travail qui :

- Est mentalement, physiquement, socialement ou moralement dangereux et nuisible pour les enfants ; et/ou
- Interfère avec leur scolarité en les privant de la possibilité d'aller à l'école, en les obligeant à quitter l'école prématurément ou en les obligeant à tenter de combiner la fréquentation scolaire avec un travail excessivement long et pénible.

Pour la présente évaluation, nous avons analysé le travail des enfants selon qu'il s'agissait d'« activités économiques uniquement » ou d'« activités économiques et tâches ménagères » combinées. Dans les deux catégories, le travail des enfants était plus répandu dans les deux pays d'Afrique de l'Ouest étudiés (tableau 11). Au Burkina Faso, tant les « activités économiques uniquement » (+6 %) que les « activités économiques et les tâches ménagères » (+9 %) étaient plus élevées qu'au Nigeria. Pour les deux types d'activité, en Afrique centrale, le Cameroun et le Tchad présentaient presque le même taux de prévalence du travail des enfants, tandis qu'en Afrique du Nord, un pourcentage plus élevé d'enfants

TABLEAU 11 : Pourcentage d'enfants âgés de 5 à 17 ans impliqués dans le travail des enfants, par sexe

Pays	Année de l'enquête	Activités économiques uniquement			Activités économiques et tâches ménagères		
		Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Burkina Faso	2010	30,1	40,1	35,1	39,9	43,7	42,0
Cameroun	2014	32,8	38,5	33,4	37,7	40,1	38,9
Tchad	2015	33,4	33,9	31,9	41,0	37,1	39,0
Nigeria	2017	27,5	29,9	28,7	30,7	32,3	31,5
Malawi	2014	16,1	18,9	16,6	19,2	19,6	19,4
Soudan	2014	15,2	19,3	15,3	16,3	19,9	18,1
Ouganda	2017	11,8	14,7	13,2	19,0	17,2	18,1
Égypte	2014	1,4	5,6	3,6	3,7	5,8	4,8

Source: UNICEF, https://data.unicef.org/resources/data_explorer

s'adonnait au travail des enfants au Soudan qu'en Égypte. Dans tous les pays étudiés, les garçons étaient légèrement plus susceptibles de travailler que leurs homologues féminins. Aucune donnée n'était disponible pour Maurice et la Namibie..

2.6 La traite des enfants

La traite des enfants est définie comme le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil d'enfants à des fins d'exploitation (comme l'esclavage, la servitude pour dettes ou le mariage forcé, l'exploitation sexuelle, la servitude, le travail forcé, le travail des enfants).²³ La traite des enfants est en augmentation et l'Afrique subsaharienne est la région du monde dans laquelle elle est la plus élevée.²⁴

Au Soudan, le ministère de l'Intérieur (MOI) a déclaré avoir enquêté sur 150 cas de traite en 2018, impliquant un nombre inconnu de suspects. Parmi ceux-ci, 30 ont été poursuivis et 45 trafiquants d'êtres humains individuels condamnés en vertu de la loi de 2014 contre la traite des êtres humains. Cela représente une augmentation considérable par rapport à 2017, où 99 cas ont fait l'objet d'enquêtes, donnant lieu à 94 poursuites et sept condamnations individuelles. Le nombre de victimes potentielles de la traite est passé de 400 en 2017 à 1 400 l'année suivante.

Au Nigeria, les statistiques indiquent que des dizaines d'enfants sont contraints de

travailler et de devenir des enfants soldats par le biais de la traite des enfants, ces chiffres officiels sont très faibles et ne représentent peut-être pas la situation réelle. Le nombre de cas signalés continue de diminuer – de 188 en 2016 à 136 en 2017 et 111 en 2018. Les statistiques des victimes secourues continuent d'augmenter de manière significative – en 2016, 94 garçons et 288 filles ont été sauvés du travail forcé, puis 245 garçons et 261 filles en 2017 et 233 garçons et 348 filles en 2018. Cependant, les enquêtes de police ont tendance à être lentes et ont diminué au fil des ans.

2.7 Conclusion

Bien que les données sur toutes les formes de violence à l'encontre des enfants et pour tous les pays étudiés n'aient pas été systématiquement disponibles, les informations disponibles montrent qu'un nombre disproportionné d'enfants dans les pays étudiés ont été affectés par la violence, y compris les châtiments corporels, le mariage des enfants, les MGF, l'exploitation sexuelle, la violence émotionnelle, la négligence, le travail des enfants et la traite des enfants. De graves lacunes subsistent en termes de renforcement des cadres juridiques et politiques relatifs à la VAE, de mise en place de structures et de mécanismes de mise en œuvre pertinents, d'allocation de ressources financières et humaines suffisantes et d'efforts pour changer les normes et valeurs sociales qui favorisent la violence à l'encontre des enfants.



CHAPITRE 3 :

CAPACITÉ NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES ENFANTS

Les gouvernements nationaux sont les premiers responsables de la mise en œuvre et de l'application des lois et des politiques internationales, régionales et nationales visant à lutter contre la violence à l'encontre des enfants. Le présent chapitre explore la capacité actuelle des gouvernements nationaux des dix pays étudiés à prévenir et à lutter contre la VAE en termes de cadre juridique disponible, de programmes et de services, de ressources financières et humaines, et de suivi et d'évaluation de l'information. Nous examinons également l'environnement politique et social global de chaque pays et ses conséquences sur la protection des enfants contre la violence.

3.1 Le cadre juridique pour protéger les enfants contre la violence

La législation peut être un outil clé pour changer les comportements et les perceptions relatifs aux normes culturelles et sociales qui soutiennent la VAE. Les lois et les politiques qui érigent les comportements violents en infraction envoient à la société le message qu'ils sont inacceptables.²⁵ Nous examinons ici dans quelle mesure les gouvernements nationaux ont aligné leur législation nationale sur les instruments internationaux et continentaux, et dans quelle mesure ils ont renforcé et appliqué la législation nationale pour protéger les enfants contre la violence.

3.1.1 Statut de la ratification des instruments internationaux et régionaux relatifs à la VAE

La ratification des instruments internationaux pertinents démontre l'engagement d'un gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les enfants contre la violence. Le tableau 12 montre le statut de la ratification des instruments internationaux et régionaux pertinents.

À l'exception du Protocole facultatif à la CDE établissant une procédure de présentation de communications et du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes (Protocole de Palerme), les instruments pertinents ont été ratifiés par la majorité des pays évalués. Seul le Cameroun doit encore ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants ou le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés ou la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Le Soudan est le seul pays étudié qui n'a pas ratifié la Convention contre la torture. Aucun des pays évalués n'a ratifié le Protocole facultatif à la CDE établissant une procédure de présentation de communications. Six des dix pays étudiés ont ratifié le Protocole de Palerme sur la traite des personnes.

TABEAU 12 : Statut de la ratification de certains instruments internationaux et régionaux relatifs à la VAE

Instrument et année d'adoption	Statut de ratification du pays et année de ratification									
	Burkina Faso	Cameroun	Tchad	Égypte	Malawi	Maurice	Namibie	Nigeria	Soudan	Ouganda
Convention relative aux droits de l'enfant (CDE, 1989)	1990	1993	1990	1990	1991	2003	1990	1991	1990	1990
Protocole facultatif à la CDE concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (2000)	2005	x	2002	2007	2009	2009	2002	2012	2004	2001
Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (2000)	2005	x	2002	2002	1999	2011	2002	2010	2005	2002
Convention sur l'âge minimum (Convention n° 138 de l'OIT, 1973)	1999	2001	2002	2001	1999	1999	2000	2002	2003	2003
Convention sur les pires formes de travail des enfants (OIT #182, 1999)	2001	2002	2002	2001	1999	2000	2000	2002	2003	2005
Protocole (de Palerme) visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes (2000)	2002	2006	x	2004	2005	x	2002	2001	x	x
Protocole facultatif à la CDE établissant une procédure de présentation de communications (2011)	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x

Instrument et année d'adoption	Statut de ratification du pays et année de ratification									
	Burkina Faso	Cameroun	Tchad	Égypte	Malawi	Maurice	Namibie	Nigeria	Soudan	Ouganda
Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1984)	1999	1986	1995	1995	1996	1992	1994	2001	x	1986
Convention relative aux droits des personnes handicapées (2006)	2009	x	2019	2008	2009	2007	2010	2008	2008	2009
La Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant [CADBE]	1992	1997	2000	2001	1999	1992	2004	2001	2005	1994
La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples [Charte de Banjul]	1984	1989	1986	1984	1989	1992	1992	1983	1986	1986
Protocole à la Charte de Banjul relatif aux droits des femmes en Afrique	2006	2012	x	x	2005	2017	2004	2004	x	2010
Charte africaine de la jeunesse	2008	2011	2012	2015	2010	2008	2008	2009	x	2008
Convention sur la cybersécurité et la protection des données personnelles	x	x	x	x	x	2018	2019	x	x	x

Sources: http://www.africanchildforum.org/clr/Status%20Tableau/CRC_and_Optional_Protocols.html;

Le symbole X indique qu'un traité n'est pas ratifié.

En ce qui concerne les instruments continentaux africains, tous les pays étudiés ont ratifié la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE). Trois des dix pays – le Tchad, l'Égypte et le Soudan – n'ont pas encore ratifié le Protocole sur les

droits de la femme en Afrique, tandis que le Soudan est le seul à ne pas avoir ratifié la Charte africaine de la jeunesse. Sur les dix pays étudiés, seuls Maurice et la Namibie ont ratifié la Convention sur la cybersécurité et la protection des données personnelles (2014).

3.1.2 Lois nationales complètes sur les droits de l'enfant ou la protection de l'enfance

Sept des dix pays disposent d'une loi sur l'enfance ou sur la protection de l'enfance pour défendre les enfants contre diverses formes d'abus, de violence, de maltraitance et d'exploitation. Il est encourageant de constater qu'au moins quatre pays ont promulgué ou modifié de manière

substantielle ces lois entre 2010 et 2016, et que trois d'entre eux – le Burkina Faso, le Cameroun et le Tchad – ont un projet de loi sur la protection de l'enfance. En outre, les droits de l'enfant et les problématiques liées à la VAE sont couverts par de nombreuses autres lois dans ces pays. Nous avons évalué les dispositions de ces lois sur la protection de l'enfance et d'autres lois pertinentes en fonction de critères tels que l'âge minimum, l'interdiction de diverses formes de VAE et d'autres mesures de protection.

TABEAU 13 : Existence d'une loi nationale complète ou consolidée sur les droits de l'enfant ou la protection de l'enfance

Pays	Disponible?	Commentaire
Égypte	√	Loi de 2008 sur les enfants
Malawi	√	Loi sur les soins, la protection et la justice pour les enfants (2010)
Maurice	√	Loi sur la protection de l'enfance (1994). Un projet de loi global sur l'enfance 2019 destiné à abroger la loi sur la protection de l'enfance en cours d'examen.
Namibie	√	Loi sur les soins et la protection de l'enfance (2015)
Nigeria	√	Loi de 2003 sur les droits de l'enfant
Soudan	√	Loi de 2010 sur les enfants
Ouganda	√	Loi de 2000 sur les enfants et loi de 2016 sur les enfants (amendement)
Burkina Faso	x	Loi visant à protéger les enfants en conflit avec la loi et sur les enfants en danger (2014). A un projet de loi sur les enfants.
Cameroun	x	Le Cameroun a un projet de code de protection de l'enfance qui doit être fusionné avec le code des personnes et de la famille.
Tchad	x	Le Tchad a un projet de code de protection de l'enfance

Source: <https://archive.crin.org/en/library/publications/>; ACPF & Plan (2019). *Getting Girls Equals: The African Report on Girls and the Loi*. African Child Policy Forum (ACPF) & Plan International.

3.1.2.1 Statut de la législation sur l'âge minimum dans les pays étudiés

La législation sur l'âge minimum protège les enfants contre les activités et les pratiques qui seraient préjudiciables à leur bien-être et à leur développement physique, mental, social et spirituel. Dans cette évaluation des capacités, nous avons examiné l'âge minimum en ce qui concerne la définition de l'enfant, l'âge du mariage et du consentement sexuel, l'âge légal d'admission à l'emploi, l'âge du recrutement dans l'armée ou l'âge de la participation aux hostilités, et l'âge de la responsabilité pénale.

3.1.2.2 Définition de l'enfant

La CDE et la CADBE définissent l'enfant comme tout être humain âgé de moins

de 18 ans. Le tableau 14 montre que six des dix pays étudiés se conforment à cette définition sans aucune condition, deux pays (le Nigeria et Maurice) s'y conforment sous condition, et les deux autres (le Burkina Faso et le Tchad) n'ont pas de disposition légale spécifique concernant l'âge de la majorité. Les deux pays d'Afrique du Nord et les deux pays d'Afrique australe fixent l'âge de la majorité à 18 ans sans aucune condition. Le Burkina Faso n'a pas de législation, tandis que son homologue d'Afrique de l'Ouest, le Cameroun, prévoit 18 ans. En Afrique centrale, le Tchad n'a aucune disposition concernant l'âge de la majorité. Maurice et l'Ouganda fixent tous deux l'âge de la majorité à 18 ans, mais la disposition de Maurice est conditionnelle. Ces exemples montrent comment les conditions et les exceptions privent les enfants de la protection à laquelle ils devraient avoir droit.

TABLEAU 14 : Définition de l'enfant dans les pays étudiés

Pays	Âge de la majorité	Commentaires
Burkina Faso	Aucun	Loi sur la définition et les poursuites concernant les infractions liées à la traite des enfants, 2003 Art. 1 : Au sens de la présente loi, un enfant est tout être humain âgé de moins de dix-huit (18) ans.
Cameroun	18 ans	
Tchad	Aucun	Rapport initial de l'Etat sur la Convention relative aux droits de l'enfant : Tchad, 1997. Un mineur ou un enfant est un être humain âgé de moins de 18 ans.
Égypte	18 ans	
Malawi	18 ans	L'amendement de 2017 de la Constitution du Malawi a étendu l'âge d'un enfant de seize à dix-huit ans, une disposition conforme à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.
Maurice	18 ans*	*conditionnel au mariage. Loi sur la protection de l'enfance, 1995. Sec. 2 : « enfant » signifie toute personne non mariée âgée de moins de 18 ans.
Namibie	18 ans	
Nigeria	18 ans	Il n'y a toujours pas de consensus sur la définition de l'enfant parmi les États du Nigeria. Alors que l'État d'Awka Ibom fixe l'âge à 16 ans, l'État de Jigawa définit l'enfant non pas par l'âge mais par la puberté, prétendument par rapport aux mariages précoces.
Soudan	18 ans	
Ouganda	18 ans	

Source: ACPF²⁶

Adoption de lois complètes sur l'enfance : expériences de la Namibie et du Nigeria

La Namibie adopte une loi complète sur la prise en charge et la protection des enfants

La loi de 2015 sur les soins et la protection de l'enfance intègre les dispositions des instruments internationaux et régionaux auxquels la Namibie est partie. La loi abroge et consolide également les lois précédentes sur la protection de l'enfance (loi sur le statut de l'enfant, loi sur l'entretien des enfants). Les dispositions comprennent, entre autres, la protection des enfants contre les pratiques sociales, culturelles et religieuses néfastes, les châtiments corporels, le travail et l'exploitation des enfants, ainsi que le déplacement illicite et la détention illégale des enfants. La Namibie a également préparé des règlements sur les soins et la protection des enfants qui fournissent des directives détaillées pour la mise en œuvre de la loi.

Les difficultés du Nigeria pour rendre la loi sur l'enfance universelle

En 2003, le Nigeria a adopté la loi sur les droits de l'enfant afin de transposer la CDE dans son droit national. Cette loi protège les enfants contre plusieurs formes de violence, notamment le mariage des enfants, l'exploitation par le travail, l'exploitation sexuelle et le recrutement dans les forces armées. Cependant, la structure fédérale du Nigeria, qui donne à chaque État le pouvoir d'ignorer la législation nationale sur certaines questions - y compris les droits de l'enfant - signifie que la loi sur les droits de l'enfant n'a été adoptée que dans 26 des 36 États.

Les dix États qui n'ont pas adopté la loi sur l'enfance sont en désaccord avec les dispositions qui, selon eux, entrent en conflit avec les normes religieuses et culturelles, notamment :

- L'interdiction du mariage des enfants.
- L'interdiction du mariage avec les membres d'une famille adoptive. Les dirigeants politiques du nord du Nigeria considèrent que la loi sur les droits de l'enfant remet en cause une pratique légitimée par la religion (dans le Coran le mariage entre un parent adoptif et un enfant adopté n'est pas prohibé, puisqu'il n'y a pas de lien de sang entre eux).
- La définition d'un enfant comme toute personne âgée de moins de 18 ans. Il n'existe toujours pas de définition commune de l'enfant parmi les États nigériens. Par exemple, l'État d'Awka Ibom fixe l'âge du mariage à 16 ans, tandis que l'État de Jigawa définit un enfant non pas par l'âge mais par la puberté.

3.1.2.3 Âge minimum du mariage et du consentement sexuel

Cinq des dix pays étudiés fixent l'âge minimum du mariage à 18 ans pour les garçons et les filles, conformément à la CDE et à la CADBE (tableau 15). En revanche, il n'y a pas d'âge minimum du consentement sexuel (l'âge auquel on peut donner un consentement éclairé et volontaire pour avoir des relations sexuelles) dans les instruments internationaux. Trois pays – l'Égypte, le Nigeria et l'Ouganda – fixent à 18 ans l'âge minimum du consentement sexuel, tant pour les filles que pour les garçons. Contrairement à son voisin, le Soudan n'a pas d'âge légal de consentement à un acte sexuel ou de mariage, mais l'activité sexuelle ne peut avoir lieu que dans le

cadre d'un mariage. La loi soudanaise protège spécifiquement un mari de toute poursuite pour des relations sexuelles dans le cadre du mariage avec une fille âgée de moins de 18 ans (Sec. 316 (a), Code pénal soudanais, 2003).

Tous les pays étudiés en Afrique centrale et australe fixent l'âge minimum de consentement à des activités sexuelles consensuelles en dessous de 18 ans – au Tchad, il est de 13 ans seulement pour les filles et les garçons. En vertu du droit international, les pays sont tenus de prévoir un âge minimum spécifique pour le consentement sexuel. Le Comité des droits de l'enfant a noté que les États qui ont ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant sont tenus de veiller à ce que des dispositions juridiques spécifiques

soient prévues dans le droit national, fixant clairement un âge minimum de consentement sexuel. La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a déclaré que l'âge du consentement sexuel ne doit pas être inférieur à 16 ans.²⁷ Le fait de ne pas se

conformer aux normes internationales sur l'âge minimum du mariage et de l'activité sexuelle rend les enfants vulnérables aux abus et à l'exploitation sexuels, et le consentement ne peut jamais être une excuse pour les abus ou l'exploitation des enfants.²⁸

TABEAU 15 : Âge minimum du mariage et âge minimum du consentement à des relations sexuelles

Pays	Âge minimum du mariage			Âge minimum du consentement aux relations sexuelles		
	Mariage pour les filles	Mariage pour les garçons	Commentaires	Consentement sexuel pour les filles	Consentement sexuel pour les garçons	Commentaires
Égypte	18	18		18	18	
Malawi	18	18		16	16	Sect. 138, Code pénal
Maurice	18	18		16	-	L'art. 249 prévoit que (...) Toute personne qui a des rapports sexuels avec une femme de moins de seize (16) ans, même avec son consentement, est passible d'une réclusion n'excédant pas dix (10) ans.
Namibie	21	21	Loi sur les soins et la protection de l'enfance, 2015	16	-	Sec. 14 de la loi de 1980 sur la lutte contre les pratiques immorales : « Délits sexuels avec des filles de moins de seize (16) ans »
Nigeria	18	18	Mais non applicable dans certains états islamiques	18	18	
Ouganda	18	18		18	18	
Burkina Faso	17	20	Exemption à 15 ans pour les filles et 18 pour les garçons	15	15	L'article 533-4 du code pénal incrimine les « attentats à la pudeur » sur des mineurs d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans.

Pays	Âge minimum du mariage			Âge minimum du consentement aux relations sexuelles		
	Mariage pour les filles	Mariage pour les garçons	Commentaires	Consentement sexuel pour les filles	Consentement sexuel pour les garçons	Commentaires
Cameroun	15	18	L'art. 52 de la loi modifiant et complétant certaines dispositions de l'ordonnance de 1981 sur l'état civil (2011)	16	16	Art. 346 du Code pénal de 2016
Tchad	13	15	Selon l'art. 277 du code pénal, les mariages de droit coutumier des filles de plus de 13 ans sont légaux.	13	13	L'art. 359 du code pénal de 2017 pénalise les relations sexuelles avec des personnes de moins de 13 ans.
Soudan	-	-	La loi sur le statut personnel des musulmans de 1991 autorise le mariage d'une fille dès qu'elle atteint la puberté.	-	-	

Note : Les tirets indiquent l'absence de telles dispositions dans le droit national.

3.1.2.4 Âge minimum légal d'admission à l'emploi

L'âge minimum légal d'admission à l'emploi est essentiel pour protéger les enfants contre toutes les formes de travail et d'exploitation,²⁹ mais il permet également aux adolescents de contribuer positivement à la société dans des conditions qui ne nuisent pas à leur développement, leur santé et leur éducation. L'âge minimum général fixe l'âge auquel un enfant peut travailler à plein temps, et le travail effectué en

dessous de cet âge est considéré comme étant du travail des enfants.³⁰ Six des dix pays étudiés – l'Égypte, Maurice, le Nigeria et l'Ouganda – respectent la Convention de l'OIT sur l'âge minimum d'admission à l'emploi (Convention n° 138 de l'OIT), qui fixe l'âge minimum d'admission à l'emploi à 15 ans (tableau 16). Dans les autres pays, l'âge minimum d'admission à l'emploi est inférieur à la norme internationale de 15 ans – mais, fait positif, les dix pays ont fixé à 18 ans l'âge minimum d'admission à l'emploi pour les travaux dangereux.

TABLEAU 16 : Âge minimum légal d'admission à l'emploi³¹

Pays	Âge d'emploi	Commentaires
Burkina Faso	16	Art. 152 du Code du travail de 2008
Maurice	16	Articles 5 et 7 de la loi sur le travail de 1975
Ouganda	16	Art. 32(1) de la loi sur l'emploi de 2006
Égypte	15	Art. 64 du Code de l'enfance 2008
Nigeria	15	Art. 59 de la loi sur le travail de 1990
Soudan	15	Art. 36(I) de la loi sur l'enfance de 2010
Cameroun	14	Art. 2 de l'Ordonnance sur le travail des enfants ; Sec. 86 du Code du travail
Tchad	14	Art. 52 du Code du travail de 1996. Exceptions pour les travaux légers dans l'agriculture (12 ans)
Malawi	14	Art. 21 de la Loi sur l'emploi
Namibie	14	Chapitre 2, Art. 3(2) de la Loi sur le travail

3.1.2.5 Âge minimum de l'engagement volontaire dans les forces armées et de la participation aux hostilités

Les dix pays étudiés fixent un âge minimum de 18 ans pour l'engagement volontaire dans les forces armées. Au Cameroun, l'âge minimum est tiré de la CDE et de CADBE, puisque les instruments ratifiés prévalent sur la législation nationale. Par extension, l'âge minimum pour la participation directe aux hostilités dans les dix pays est de 18 ans, car il ne peut être inférieur à l'âge du recrutement.

3.1.2.6 Âge minimum de la responsabilité pénale

L'âge de la responsabilité pénale est l'âge en dessous duquel un enfant est considéré comme incapable d'avoir commis une infraction pénale. Bien que ni la CDE (art. 40) ni la CADBE (art. 17) ne précise un

âge minimum de responsabilité pénale, le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, dans son Observation générale révisée n° 24 (2019) : « Les droits de l'enfant dans le système de justice pour mineurs », recommande un âge minimum absolu de la responsabilité pénale à 14 ans.³² En 2011, ACPF et DCI ont élaboré des « Lignes directrices sur les actions en faveur des enfants dans le système de justice en Afrique », qui ont été approuvées par le CAEDBE en 2012. Les Lignes directrices approuvent la recommandation précédente du Comité d'un âge minimum de responsabilité pénale à 12 ans et recommandent que les États doivent s'efforcer de porter progressivement cet âge à au moins 15 ans, conformément aux Principes et directives de l'UA sur les droits à un procès équitable. Comme l'indique le tableau 17, sur les dix pays étudiés, seul Maurice respecte cette norme, tandis qu'en Namibie et au Nigeria, des enfants de sept ans sont tenus pénalement responsables – soit la moitié de l'âge recommandé au niveau international.

TABLEAU 17 : Âge minimum de la responsabilité pénale dans les pays évalués

Pays	Âge	Commentaires
Maurice	14	Code pénal de 1838 (amendée), Art. 44
Burkina Faso	13	Code pénal de 1996, Art. 63
Tchad	13	Code pénal de 1967, Art. 51
Égypte	12	Code pénal de 2008, Art. 94
Soudan	12	Loi sur les enfants de 2010, Art. 5(2,i)
Ouganda	12	Loi sur les enfants de 1997, Sec. 88
Cameroun	10	Sec. 80 de la Loi N° 2016/007, du 12 juillet 2017, relative au code pénal
Malawi	10	Sec. 14 du Code pénal
Namibie	7	Un enfant de 7 ans peut en théorie être condamné pour un crime en Namibie
Nigeria	7	Code pénal de 1990, Art. 30

3.1.2.7 Interdiction de formes spécifiques de VAE dans les lois nationales

Au minimum, un cadre juridique national adéquat doit s'aligner sur les instruments internationaux et continentaux pertinents et définir clairement les actes spécifiques d'abus, de violence, de maltraitance ou d'exploitation. La législation doit explicitement interdire ces actes, et prescrire les infractions et les sanctions dissuasives liées à ces infractions.

La violence physique

Notre évaluation suggère que, outre les dispositions spécifiques sur les châtiments corporels, la torture ou les agressions, la législation nationale contient généralement des mesures contre la violence physique de manière plus générale. La violence physique à l'encontre des enfants est interdite par les lois nationales sur les enfants et/ou les constitutions nationales, tandis que la torture et les agressions sont incluses dans les lois anti-torture ou les codes pénaux qui couvrent à la fois les adultes et les enfants. Les lois anti-torture et les codes pénaux des pays étudiés

prévoient généralement des sanctions, notamment des peines d'emprisonnement et/ou des amendes. Toutefois, les pays dont le code pénal ou les lois anti-torture ne contiennent pas de dispositions spécifiques sur la torture manquent également de définitions claires des actes de torture.

Sept des dix pays étudiés ont des lois relatives à la violence physique qui prévoient des peines d'emprisonnement et/ou des amendes pour ceux qui les enfreignent. La Constitution de la République d'Ouganda, par exemple, oblige chaque citoyen à protéger les enfants et les personnes vulnérables contre toute forme d'abus, de harcèlement ou de mauvais traitements. De même, la Constitution égyptienne stipule que le gouvernement doit protéger les enfants contre toute forme de violence, d'abus et de mauvais traitements. Au Burkina Faso, le code pénal et la loi sur la prévention et la répression de la torture et des pratiques connexes adoptent tous deux une définition conforme à la Convention contre la torture, et font de la torture une infraction distincte et prévoient des sanctions adaptées à la gravité de ces actes (tableau 18).

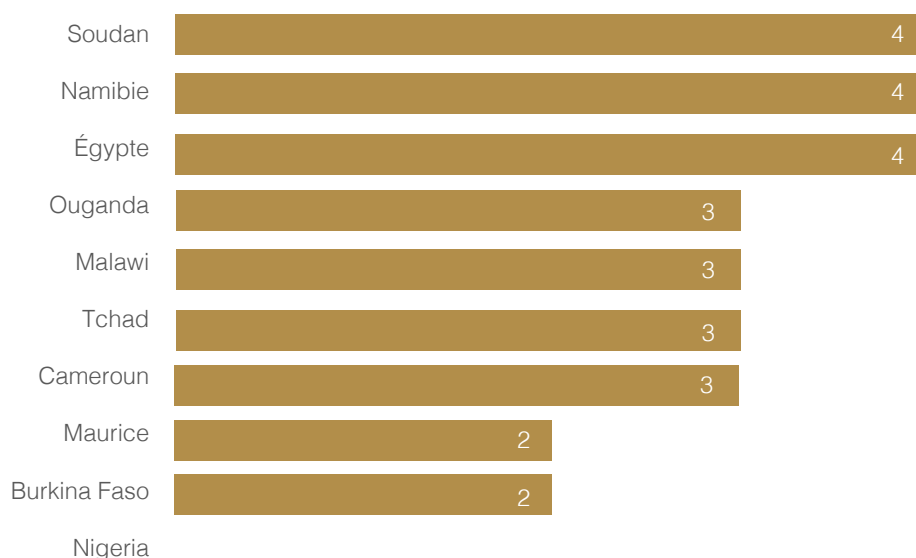
TABLEAU 18 : Interdiction de la violence physique et sanction dans les pays étudiés

Pays	Loi	Sanction
Burkina Faso	Le code pénal	Une peine d'emprisonnement de un à trois ans et une amende de 300 000 à 900 000 francs CFA (500 à 1 500 dollars américains)
Tchad	Art.307 du code pénal de 2017	Une peine d'emprisonnement de cinq à dix ans et une amende de 50 000 à 500 000 francs CFA. Lorsqu'il y a eu préméditation ou embuscade, la peine sera de 10 à 20 ans d'emprisonnement.
Ouganda	Loi sur les enfants (amendement), S.11 Loi sur la violence domestique, S.2 Loi sur l'interdiction et la prévention de la torture, 2012	2 400 000 shillings (640 dollars américains) ou cinq ans d'emprisonnement ou les deux à la fois. Deux ans d'emprisonnement Une peine de 15 ans d'emprisonnement, une amende de 7,2 millions de shillings (1 920 dollars américains), ou les deux. La peine liée à une condamnation pour torture aggravée est l'emprisonnement à vie.
Cameroun	Le code pénal	Emprisonnement et amendes, avec une peine maximale d'emprisonnement à vie en cas d'agression entraînant la mort ou des dommages graves.
Nigeria	Loi portant interdiction de la violence envers les personnes (VAPP)	-----

Les châtiments corporels

L'Initiative internationale pour mettre fin à tous les châtiments corporels infligés aux enfants appelle les pays à interdire les châtiments corporels dans tous les contextes : la maison, les établissements de protection de remplacement, les

garderies, les écoles, et les établissements pénitentiaires. Aucun des dix pays étudiés n'a totalement interdit les châtiments corporels dans tous les contextes. L'Égypte, le Soudan et la Namibie ont interdit les châtiments corporels dans quatre contextes différents, le Cameroun, le Tchad, le Malawi et l'Ouganda dans trois (figure 2).

FIGURE 2 : Nombre de contextes dans lesquels les châtiments corporels sont interdits, par pays

- Seul le Nigeria n'a pas réussi à interdire les châtiments corporels quel que soit le contexte. Les châtiments corporels sont une forme courante de discipline dans de nombreuses écoles nigérianes, malgré les preuves croissantes de leurs effets négatifs sur les enfants.
- La loi égyptienne sur les enfants ne protège pas totalement les enfants contre les châtiments corporels dans tous les contextes. Ils sont uniquement interdits dans les institutions pénales et en tant que peine pour un crime.
- En Namibie, les châtiments corporels sont légaux à la maison. La loi sur les enfants confirme que « les parents ont le droit de punir et d'exercer la discipline » et, en outre, la loi n'interdit pas expressément les châtiments corporels dans les établissements de protection de remplacement.
- Les châtiments corporels sont interdits dans les écoles mauriciennes en vertu du règlement sur l'éducation, de la loi sur la protection de l'enfance et du code pénal. Cependant, ils sont toujours légaux à la maison, dans les établissements de protection de remplacement, dans les garderies et dans les établissements pénitentiaires.
- De même, au Burkina Faso, les châtiments corporels sont toujours légaux à la maison et dans les établissements de protection de remplacement, mais ils sont explicitement interdits dans les écoles primaires.
- La Namibie et Maurice ont exprimé leur engagement à réformer la loi. En 2016, le gouvernement namibien a accepté les recommandations de l'Examen périodique universel (EPU) visant à interdire les châtiments corporels dans tous les contextes. À Maurice, le projet de loi sur les enfants présenté à l'Assemblée nationale en septembre 2019 interdit explicitement tous les châtiments corporels.
- Au Burkina Faso, un projet de loi visant à interdire les châtiments corporels était en discussion en 2014, et le gouvernement a pris note d'une recommandation de l'EPU visant à interdire les châtiments corporels en 2018. Le gouvernement du Tchad a accepté une recommandation de l'EPU de 2009 visant à interdire les châtiments corporels, pour la rejeter ensuite en 2013.

TABEAU 19 : Statut de l'interdiction des châtiments corporels dans différents contextes

Pays	Statut de l'interdiction dans différents contextes					
	Maison	Protection de remplacement	Garderies	Écoles	Institutions pénales	En tant que peine pour une infraction
Burkina Faso	x	x	≠	≠	√	√
Cameroun	x	x	≠	√	√	√
Tchad	x	≠	≠	√	√	√
Égypte	√	√	√	√	x	x
Malawi	x	≠	≠	√	√	√
Maurice	x	x	≠	√	x	√
Namibie	x	√	≠	√	√	√
Nigeria	x	x	x	x	≠	≠
Soudan	√	√	√	≠	x	√
Ouganda	x	x	x	√	√	√

Source : Compilé par ACPF à partir d'informations provenant du site Internet : www.endcorporalpunishment.org
 Note : le symbole ≠ représente une interdiction partielle

La violence sexuelle

Tous les pays étudiés, à l'exception de l'Ouganda, ont adopté des lois nationales qui interdisent le détournement de mineur, les formes de violence sexuelle où il y a contact (à l'exception du viol) et les formes

de violence sexuelle où il n'y a pas contact (tableau 20). Ces mesures sont dispersées dans les constitutions nationales, les lois sur la protection des enfants, les lois sur la violence domestique et les codes pénaux. Les sanctions comprennent des peines d'emprisonnement et/ou des amendes.

TABLEAU 20 : Existence de lois sur les différentes formes de violence sexuelle, par pays

Pays	Détournement de mineur	Violence sexuelle avec contact (en dehors du viol)	Violence sexuelle sans contact	Sanction
Burkina Faso	National	National	National	La loi prévoit des peines de trois mois à un an de prison et une amende de 300 000 à 500 000 francs CFA (500 à 850 dollars américains).
Cameroun	National	National	National	Attentat à la pudeur : peine d'emprisonnement de deux à cinq ans, assortie d'une amende de 20 000 à 200 000 francs CFA (37 à 370 dollars américains). Rapports sexuels : emprisonnement de 10 à 15 ans Viol : 5 à 10 ans d'emprisonnement Harcèlement sexuel : emprisonnement de six mois à un an, et de plus une amende de 100 000 à 1 000 000 de francs CFA (170 à 1 700 dollars américains). Si la victime est un mineur, la peine peut aller de un à trois ans de prison. Si l'auteur de l'infraction est l'enseignant de la victime, la peine peut être portée à trois ou cinq ans de prison.
Tchad	National	National	National	Les peines encourues en cas de condamnation pour harcèlement sexuel vont de six mois à trois ans de prison et les amendes de 100 000 à 2 000 000 de francs CFA (170 à 3 400 dollars américains).
Égypte	National	National	National	Viol : peines de 15 à 25 ans d'emprisonnement, voire la réclusion à perpétuité en cas de viol avec enlèvement armé. Harcèlement sexuel : amendes et peines de six mois à cinq ans d'emprisonnement. Le viol entre conjoints n'est pas illégal.

Pays	Détournement de mineur	Violence sexuelle avec contact (en dehors du viol)	Violence sexuelle sans contact	Sanction
Malawi	National	National	National	Viol : peine de mort Attentat à la pudeur sur des femmes et des filles : la peine maximale est de 14 ans d'emprisonnement. Harcèlement sexuel : jusqu'à cinq ans d'emprisonnement.
Maurice	National	National	National	Viol : jusqu'à 20 ans d'emprisonnement, avec une amende ne dépassant pas 200 000 roupies (5 555 dollars américains). Harcèlement sexuel : jusqu'à deux ans d'emprisonnement.
Namibie	National	National	National	Les enfants de plus de 16 ans mais de moins de 18 ans ne sont pas protégés.
Nigeria	National	National	National	La loi portant interdiction de la violence envers les personnes (VAPP) prévoit des peines allant de 12 ans à la prison à vie pour les auteurs âgés de plus de 14 ans et un maximum de 14 ans de prison pour tous les autres.
Soudan	National	National	National	-----
Ouganda	No	No	No	L'atteinte sexuelle, le viol, les relations sexuelles illégales avec une femme ou une fille sont passibles de 14 ans d'emprisonnement.

Source : *Global status report on preventing violence against children*. Genève : Organisation mondiale de la santé ; 2020. License : CC BY-NC-SA 3.0 IGO.

L'exploitation sexuelle des enfants

Tous les pays étudiés définissent, interdisent et punissent l'exploitation sexuelle par le biais d'une ou plusieurs de leurs lois, notamment la Constitution nationale, la loi sur les enfants, la loi sur la protection de l'enfance, la loi sur le travail, la loi relative à la lutte contre la traite des êtres humains ou le code pénal. Cependant, la protection reste inégale dans certains pays

pour les enfants ayant dépassé l'âge du consentement mais âgés de moins de 18 ans – au Tchad, par exemple, la loi n'interdit que les relations sexuelles avec des enfants de moins de 14 ans. Ailleurs, les lacunes en matière de protection incluent l'absence d'interdiction de l'exploitation sexuelle en ligne à Maurice ou de l'exploitation sexuelle dans le cadre des voyages et du tourisme au Nigeria. Le Burkina Faso ne définit ni ne criminalise la vente d'enfants.

TABLEAU 21: Lois contre les différentes formes d'exploitation sexuelle des enfants, par pays

Pays	Loi contre l'exploitation sexuelle des enfants	Sanction
Burkina Faso	√	Prostitution des enfants : cinq à dix ans d'emprisonnement, une amende de 1,5 à 3 millions de francs CFA (2 500 à 5 000 dollars américains), ou les deux. Traite et exploitation sexuelle : Le code pénal prévoit des peines de 11 à 20 ans d'emprisonnement et une amende de 2 à 10 millions de francs CFA (3 400 à 17 000 dollars américains) pour le trafic sexuel impliquant une victime de 15 ans ou moins. Il prévoit également des peines de cinq à dix ans d'emprisonnement et des amendes de 1 à 5 millions de francs CFA (1 700 et 8 500 dollars américains) pour la traite et l'exploitation sexuelle impliquant une victime de plus de 15 ans.
Cameroun	√	Exploitation sexuelle à des fins commerciales : peine d'emprisonnement de 10 à 20 ans et amende de 100 000 à 10 millions de francs CFA (185 à 18 500 dollars américains). Gains immoraux : peine d'emprisonnement de six mois à cinq ans, assortie d'une amende de 20 000 à 500 000 francs CFA (37 à 925 dollars américains). Incitation à la débauche ou corruption d'une personne de moins de 18 ans : peine d'emprisonnement de un à cinq ans, assortie d'une amende de 20 000 à 1 000 000 de francs CFA (37 à 1 850 dollars américains). Permettre à des enfants de travailler dans une maison de prostitution : emprisonnement de 15 jours à six mois et amende de 10 000 à 100 000 francs CFA (18,5 à 185 dollars américains).
Tchad	√	Exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales : peines de deux à cinq ans d'emprisonnement et amendes de 100 000-2 millions de francs CFA (170 à 3 400 dollars américains).
Égypte	√	Exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales et pornographie infantile : peine minimale de cinq ans d'emprisonnement et amendes pouvant atteindre 200 000 LE (12 120 dollars américains)
Namibie	√	-----
Nigeria	√	Exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales et rapports sexuels avec un enfant : de sept ans d'emprisonnement à la perpétuité Trafic sexuel d'enfants : sept ans d'emprisonnement minimum et une amende de 1 million de nairas (3 175 dollars américains).
Soudan	√	Emploi d'enfants pour des activités sexuelles, contre rémunération ou toute autre forme de contrepartie : peine d'emprisonnement n'excédant pas 15 ans et amende.
Ouganda	√	Exploitation sexuelle à des fins commerciales : amende n'excédant pas 100 points de devise (540 dollars américains) ou peine d'emprisonnement n'excédant pas cinq ans.

Pornographie infantile

La CDE et la CADBE appellent à la protection de l'enfant contre toutes les formes d'exploitation et d'abus sexuels, y compris l'utilisation d'enfants dans des activités, des spectacles et du matériel pornographiques. Notre évaluation a révélé que dans les pays étudiés, les lois contre la pornographie sont incorporées dans des lois et des codes pénaux antipornographie spécifiques, des lois cybernétiques ou d'autres lois sur la VAE. Le code pénal du

Tchad, par exemple, définit la pornographie infantile comme suit :

« la production, la distribution, la diffusion, l'importation, l'exportation, l'offre, la mise à disposition, la vente, l'obtention ou la remise à autrui, la possession de tout matériel représentant, par quelque moyen que ce soit, un enfant se livrant à des activités sexuelles explicites, réelles ou simulées, ou représentant les organes sexuels d'un enfant. »

TABLEAU 22 : Lois contre la pornographie infantile, par pays

Pays	Loi contre l'exploitation sexuelle des enfants	Sanction
Burkina Faso	Le Code pénal	Emprisonnement de cinq à dix ans, une amende de 1,5 à 3 millions de francs CFA (2 500 à 5 000 dollars américains), ou les deux.
Tchad	Art.362 du Code pénal, 2017	Emprisonnement de un à quatre ans et une amende de 100 000 à 500 000 francs CFA (185 à 925 dollars américains). Emprisonnement de un à cinq ans ou amende de 100 000 à 10 000 000 de francs CFA (185 à 18 500 dollars américains) pour l'utilisation d'un système informatique en vue de produire, distribuer, importer, exporter, posséder ou faciliter l'accès d'un mineur à de la pornographie infantile.
Égypte	La loi sur l'enfance (loi n° 12 de 1996 modifiée par la loi n° 126 de 2008) et le code pénal (loi n° 58 de 1937 et ses amendements).	-----
Malawi	Sec. 86 de la loi sur les transactions électroniques et la cybersécurité	Amende de 10 000 000 Kwacha (12 800 dollars américains) et peine d'emprisonnement de 15 ans.
Maurice		Cinq ans d'emprisonnement ou une amende
Namibie	La loi n° 3 de 2015 sur les soins et la protection de l'enfance	-----
Nigeria	La loi sur la cybercriminalité de 2015	Dix ans d'emprisonnement, une amende de 20 millions de nairas (63 500 dollars américains), ou les deux.
Soudan	La loi de 2010 sur l'enfance (article 45)	Emprisonnement pour une durée n'excédant pas quinze ans et une amende.
Ouganda	La loi sur l'utilisation abusive de l'informatique, 2011 La loi sur la lutte contre la pornographie, 2014	

Le mariage des enfants

L'interdiction du mariage des enfants varie considérablement au sein des dix pays étudiés, certains adhérant à la norme internationale de l'âge minimum qui est de 18 ans, d'autres ayant un âge inférieur et d'autres encore n'ayant pas d'âge minimum du tout. Au Tchad, la loi est de 18 ans pour les hommes et les femmes, mais des conflits avec d'autres législations signifient que dans la pratique l'âge minimum est plus jeune – l'article 277 du code pénal, par exemple, autorise les mariages de droit coutumier pour les filles de plus de 13 ans (voir ci-dessus).

Le code de la famille du Burkina Faso fixe l'âge du consentement au mariage à 20 ans pour les garçons et 17 ans pour les

filles, bien que les tribunaux civils puissent donner leur accord et approuver le mariage d'un homme âgé de 18 à 20 ans et d'une femme âgée de 15 à 17 ans. Le code de la famille est en outre affaibli par les pratiques musulmanes qui autorisent le mariage des filles dès l'âge de 10 ans, alors que les traditions burkinabè fixent l'âge minimum à 12 ans. Même l'âge minimum légal du mariage pour les filles, fixé à 17 ans, n'est pas conforme aux normes internationales.

Les sanctions pour avoir contracté un mariage d'enfant comprennent une combinaison de peines d'emprisonnement et d'amendes. Dans certains pays comme l'Égypte, le Malawi et l'Ouganda, le mariage des enfants est interdit mais aucune sanction n'est prévue.

TABEAU 23 : Lois contre le mariage des enfants, par pays

Pays	Loi contre le mariage des enfants	Sanction
Burkina Faso	Le Code de la famille	Six mois à deux ans d'emprisonnement, ou trois ans si la victime a moins de 13 ans.
Cameroun	Article 356 du code pénal amendé	Contraindre un individu à se marier : cinq à dix ans d'emprisonnement avec des amendes comprises entre 25 000 et un million de francs CFA (43 et 1 700 dollars américains). Si la victime a moins de 18 ans, la peine est de deux ans d'emprisonnement minimum.
Tchad	Loi n° 6 de 2002 sur la promotion de la santé reproductive et loi n° 29 de 2015.	Cinq à dix ans d'emprisonnement et des amendes de 500 000 à 5 millions de francs CFA (850 à 8 500 dollars américains).
Égypte	Loi sur l'enfance de 2018	La loi prévoit qu'aucun contrat de mariage ne sera authentifié si les parties n'ont pas atteint l'âge approuvé, et prévoit une sanction « administrative » en cas de non-respect de cette condition.
Malawi	Loi de 2015 sur le mariage, le divorce et les relations familiales	Aucune sanction spécifique
Maurice	Le code civil de 1990	Cinq ans d'emprisonnement ou une amende
Namibie	Loi de 1996 sur l'égalité des personnes mariées	Amende pouvant aller jusqu'à 50 000 dollars namubiens (3 700 dollars américains) ou emprisonnement pouvant aller jusqu'à dix ans, ou les deux.
Nigeria	Loi sur les droits de l'enfant, 2003	Amende de 500 000 Naira (1 300 dollars américains) ou cinq ans d'emprisonnement, ou les deux. Remarque : ces dispositions ne sont pas applicables dans dix États fédéraux qui n'ont pas encore adopté la loi sur les droits de l'enfant.
Soudan	Loi sur l'enfance de 2010 (art. 45)	Emprisonnement pour une durée n'excédant pas quinze ans, et une amende.

Pays	Loi contre le mariage des enfants	Sanction
Ouganda	Loi sur l'enfance (amendement) (S.11)	Aucune sanction spécifique pour le mariage des enfants. La plupart des cas de mariage d'enfants sont poursuivis en vertu des dispositions du code pénal relatives aux atteintes sexuelles, car il est supposé que les victimes du mariage d'enfants ont été violées ou sont destinées à l'être.

Les mutilations génitales féminines

Les MGF sont pratiquées dans sept des dix pays étudiés, bien que la pratique y soit illégale (tableau 24). Sur ces sept pays, seul l'Ouganda a promulgué une loi nationale spécifique contre les MGF, tandis que les autres pays les couvrent par le biais d'autres lois. Dans l'ensemble, 26 des 29 pays africains où les MGF sont pratiquées ont adopté une législation les interdisant, dont six qui disposent de lois distinctes interdisant les MGF et d'autres pratiques néfastes. En 2016, la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) a promulgué la loi sur l'interdiction des mutilations génitales féminines de la CAE afin d'harmoniser les lois, les politiques et les stratégies visant à mettre fin aux MGF dans les six États partenaires. Les sanctions dans les pays où

les MGF sont illégales vont des amendes et de l'emprisonnement à la peine de mort, tandis que dans d'autres pays où les MGF sont endémiques – comme le Tchad, le Liberia, le Mali, la Sierra Leone, la Somalie et le Soudan – elles ne sont même pas considérées comme un acte criminel.³⁴

La violence émotionnelle

La violence émotionnelle à l'encontre des enfants n'est généralement pas abordée explicitement dans la législation, mais elle est indirectement couverte par les dispositions relatives aux agressions et à la torture (voir ci-dessus). Exceptionnellement, la loi nigériane de 2015 portant interdiction de la violence envers les personnes pénalise la violence émotionnelle, verbale et psychologique et les actes d'intimidation.

TABEAU 24 : Statut de la pénalisation des MGF dans la législation nationale

Pays	Pénalisées?	Commentaires
Burkina Faso	✓	Loi 043/96/ADP portant modification du code pénal et amendement de 2018. Peine d'emprisonnement de un à dix ans avec une amende de 500 000 à 3 millions de francs CFA (850 à 5 000 dollars américains). Si la victime décède, la peine passe à 11 à 20 ans d'emprisonnement et l'amende de 1 à 1,5 million de francs CFA (1 700 à 8 500 dollars américains).
Cameroun	✓	Loi n° 2016/007 (code pénal). Peine d'emprisonnement de 10 à 20 ans. Si la victime décède, l'emprisonnement est à vie.
Tchad	✓	Bien que les MGF aient été interdites au Tchad par la loi sur la santé reproductive de 2002, le décret d'application nécessaire pour faire entrer la loi en vigueur n'a été adopté qu'en 2018 – et n'a pas encore été signé par le Président. Aucune sanction spécifique.
Égypte	✓	Loi n° 58 de 1937 promulguant le code pénal ; la loi sur l'enfance n° 12 de 1996 (telle que modifiée par la loi n° 126 de 2008).
Nigeria	✓	Loi de 2015 sur la violence à l'encontre des personnes (interdiction). Maximum quatre ans de prison, une amende de 200 000 nairas (635 dollars américains), ou les deux.
Soudan	✓	Bien que le Nigeria et le Soudan aient des dispositions pénales spécifiques contre les MGF, ces dispositions ne s'appliquent pas dans tous les États de ces pays.
Ouganda	✓	Loi de 2010 sur l'interdiction des mutilations génitales féminines. Peine maximale de dix ans d'emprisonnement pour les auteurs condamnés, ou emprisonnement à vie si la victime décède.

Lorsque la violence émotionnelle est mentionnée comme une forme spécifique de violence, elle figure généralement avec d'autres formes de VAE dans la loi sur la protection de l'enfance, la loi sur la violence domestique ou la Constitution nationale d'un pays. En Ouganda, par exemple, la loi sur les enfants (amendement) (S.11) prévoit que chaque enfant a le droit d'être protégé contre la violence, y compris (...) toute autre forme d'abus émotionnel.

Négligence ou mauvais traitements à l'encontre des enfants

Les dix pays étudiés garantissent le droit des enfants à être pris en charge et

protégés par les personnes légalement chargées de s'occuper d'eux. Les constitutions nationales, les codes pénaux et les lois sur la protection de l'enfance obligent les personnes qui s'occupent des enfants et les parents à pourvoir aux besoins fondamentaux de leurs enfants et à protéger ces derniers contre les abus et la violence. Certains textes législatifs érigent en infraction le fait de refuser délibérément à un enfant de pourvoir à son bien-être et à son développement. Le terme « négligence » n'est pas toujours précisé dans la loi mais peut être déduit des dispositions, tandis que les codes pénaux et/ou les lois sur l'enfance prévoient des sanctions pour le délit de négligence.

TABEAU 25 : Législation nationale sur la négligence ou les mauvais traitements infligés aux enfants

Pays	Pénalisé	Définition de la négligence envers les enfants	Sanction
Tchad	√	Abandon d'un enfant ; négligence d'une maladie ou d'une invalidité ; décès.	Emprisonnement de six mois à cinq ans et une amende de 50 000 à 500 000 francs CFA (95 à 950 dollars américains). Un à dix ans d'emprisonnement et une amende de 10 000 à 500 000 francs CFA (18 à 950 dollars américains) ou 10 à 15 ans selon la gravité de l'infraction.
Égypte	√	Négliger de s'occuper d'un enfant, le mettant ainsi en danger ; exposer un enfant au danger en le laissant dans un endroit désert ; perdre un enfant dans un endroit bondé.	Code pénal (loi n° 58 de 1937) ; loi sur l'enfance n° 12 de 1996 (telle que modifiée par la loi n° 126 de 2008). Sanctionné par une amende ; une peine d'emprisonnement de trois mois à un an ; une peine d'emprisonnement n'excédant pas deux ans et une amende, selon la gravité de l'infraction.
Malawi	√	Manquement à l'obligation de fournir une alimentation, des vêtements, un abri et des soins médicaux adéquats.	Loi de 2010 sur l'enfance (soins, protection et justice). Emprisonnement d'un an ; emprisonnement d'un an et amende de 50 000 Kwacha (65 dollars américains).
Maurice	√	Abandonner le domicile familial et se soustraire à tout ou partie de ses obligations morales ou matérielles ; mettre gravement en danger la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur.	Code pénal. Emprisonnement pour une durée n'excédant pas deux ans et une amende n'excédant pas 10 000 roupies (250 dollars américains) ; une amende n'excédant pas 5 000 roupies (125 dollars américains) et un emprisonnement pour une durée n'excédant pas un an.

Pays	Pénalisé	Définition de la négligence envers les enfants	Sanction
Namibie	√	Manquement d'une personne qui s'occupe d'un enfant à subvenir à ses besoins physiques, intellectuels, émotionnels ou sociaux de base.	Loi de 2015 sur les soins et la protection de l'enfance. Une amende n'excédant pas 50 000 dollars namibiens (3 400 dollars américains) ou une peine de prison n'excédant pas dix ans, ou les deux.
Nigeria	√	Manquement à l'obligation de fournir la nourriture, les vêtements ou le logement nécessaires.	Loi sur les droits de l'enfant ; Code pénal. Avertissement, travaux d'intérêt général, amende de 2 000 à 5 000 nairas (5 à 13 dollars américains) ou emprisonnement d'un à deux mois, ou les deux, ou amende et emprisonnement pendant un an.
Soudan	√	Refuse ou néglige de fournir à l'enfant une alimentation, des vêtements, des soins médicaux ou une éducation adéquats, alors qu'il est en mesure de le faire.	La loi de 2010 sur l'enfance. Exige qu'un parent signe un engagement à subvenir aux besoins de l'enfant.
Ouganda	√	Néglige le droit de l'enfant à vivre avec son parent ou son tuteur et le droit à la sécurité, à la vie privée, à l'information et à l'accès aux services sociaux de base.	La Constitution ; la loi de 2016 sur l'enfance (amendement). Une amende n'excédant pas 120 points de monnaie (650 dollars américains) ou une peine de prison n'excédant pas cinq ans, ou les deux.

Le travail des enfants

Les recherches menées par le ACPF suggèrent³⁵ que tous les pays africains, à l'exception du Kenya, de la Sierra Leone et de l'Ouganda, disposent de lois nationales conformes au cadre de conformité de l'OIT, qui prévoit un âge minimum pour le travail et les travaux dangereux, l'identification des professions ou activités dangereuses interdites aux enfants et

l'interdiction du travail forcé, de la traite des enfants et de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. L'OIT interdit également l'utilisation d'enfants dans des activités illicites, exige un âge minimum pour le recrutement volontaire dans l'armée, interdit le recrutement obligatoire d'enfants par l'armée et les groupes armés non étatiques, et prévoit l'âge de la scolarité obligatoire.

TABLEAU 26 : Législations nationales sur le travail des enfants

Pays	Âge minimum	Législations nationales
Burkina Faso	16 (pour le travail) 18 (pour les travaux dangereux)	Code du travail
Cameroun	14 (pour le travail) 18 (pour les travaux dangereux)	Constitution nationale Code du travail
Tchad	14 (pour le travail) 18 (pour les travaux dangereux)	Code du travail Code pénal de 2017 Loi interdisant la traite des personnes de 2018
Égypte	15 (pour le travail) 18 (pour les travaux dangereux)	Loi sur l'enfance Décret n° 118 de 2003 du ministère de la Main-d'œuvre Code pénal Loi sur la lutte contre la traite des êtres humains Loi sur la lutte contre la prostitution
Malawi	14 (pour le travail) 18 (pour les travaux dangereux)	Constitution du Malawi (1994) Loi sur l'emploi
Maurice	16 (pour le travail) 18 (pour les travaux dangereux)	Loi sur les droits des travailleurs Code pénal Loi sur la lutte contre la traite des personnes Loi sur les drogues dangereuses Loi sur l'éducation
Namibie	14 (pour le travail) 18 (pour les travaux dangereux)	Loi sur le travail Amendement relatif à la lutte contre les pratiques immorales Loi sur la prise en charge et la protection de l'enfance Loi 1 de 2002 sur la défense (avis du gouvernement 189 de 2010).
Nigeria	12 (pour le travail) 18 (pour les travaux dangereux)	Loi sur les droits de l'enfant
Soudan	14 (pour le travail) 18 (pour les travaux dangereux)	Code du travail de 1997
Ouganda	16 (pour le travail) 18 (pour les travaux dangereux)	Constitution de la République d'Ouganda, 1995 Loi portant modification de la loi sur les enfants Loi sur l'emploi de 2006

La traite des enfants

De nombreux pays africains ont adopté des lois contre la traite des êtres humains, spécifiques aux enfants ou générales, ou ont inclus des dispositions pertinentes dans leur code criminel ou pénal. À l'exception du Tchad, les pays de notre étude disposent d'une législation qui couvre toutes les formes de traite, comme le prévoit le Protocole de Palerme. Environ la moitié des pays africains ont

des lois conformes au Protocole³⁶, ce qui suggère que, bien que peu d'entre eux l'aient ratifié jusqu'à présent, un nombre significatif d'entre eux sont d'accord avec ses dispositions. Parmi les pays dont les lois ne sont pas alignées sur le Protocole figure le Cameroun, dont la loi de 2011 sur la traite des êtres humains exige le recours à la menace, à la fraude, à la tromperie, à la force ou à d'autres formes de coercition pour qu'un enfant soit considéré comme une victime de la traite.³⁷

TABLEAU 27 : Statut de la pénalisation de la traite des enfants dans les législations nationales

Pays	Pénalisée?	Législation	Sanction
Burkina Faso	√	Loi de 2008 sur la lutte contre la traite des êtres humains	Maximum de 20 ans ou emprisonnement à vie.
Cameroun	√	Loi contre la traite des êtres humains (2011)	Emprisonnement de 10 à 20 ans et une amende de 50 000 à 10 millions de francs CFA (92 à 18 500 dollars) pour la traite des êtres humains. Emprisonnement d'un à cinq ans ou une amende de 10 000 à 500 000 francs (92 à 18 500 dollars américains) ou les deux pour le travail forcé.
Malawi	√	Code pénal ; loi sur l'enfance (soins, protection et justice) de 2010	21 ans d'emprisonnement
Maurice	√	Loi de 2008 sur la protection de l'enfance (amendement)	Peine maximale de 20 ans d'emprisonnement et amende maximale de 100 000 roupies mauriciennes (2 747 dollars américains) ; peine maximale de 30 ans d'emprisonnement pour le trafic sexuel d'enfants.
Namibie	√	Loi n° 1 de 2018 sur la lutte contre la traite des personnes	Les délinquants primaires sont passibles d'une peine d'amende de 1 million de dollars namubiens (67 000 dollars américains) ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de 30 ans ou des deux ; les récidivistes sont passibles d'une amende de 25 millions de dollars namubiens (170 000 dollars américains) ou d'une peine d'emprisonnement de 50 ans ou des deux.
Nigeria	√	Loi portant exécution et administration de la législation sur la traite des personnes (interdiction), modifiée en 2015	Cinq ans d'emprisonnement et/ou une amende de 250 000 nairas (670 dollars américains) pour le trafic de main-d'œuvre ; dix ans d'emprisonnement pour la traite d'enfants à des fins de mendicité/ travail forcé, et de dix ans à la prison à vie pour le trafic sexuel.
Soudan	√	Loi de 2014 sur la lutte contre la traite des êtres humains	Cinq à 20 ans d'emprisonnement pour les infractions impliquant une femme adulte, des victimes enfants, ou impliquant des circonstances aggravantes supplémentaires.

Enregistrement gratuit et universel des naissances

La législation des dix pays prévoit l'enregistrement obligatoire des naissances. Dans certains cas, les lois prévoient des sanctions en cas de non-déclaration de la naissance d'un enfant aux fins de l'état civil. En voici quelques exemples :

Cameroun :

- L'ordonnance de 1981 portant organisation de l'état civil et diverses dispositions relatives à l'état des personnes physiques oblige les hôpitaux ou les parents à déclarer la naissance d'un enfant. Tous les enfants nés sur le territoire du Cameroun doivent être déclarés à la naissance, quelle que soit la nationalité des parents.³⁸ Le code pénal prévoit une amende de 4 000 à 25 000 francs (7 à 37 dollars américains) et/ou un emprisonnement de cinq à dix jours, en cas de non-déclaration de la naissance d'un enfant.

Soudan :

- L'enregistrement de la naissance est prévu par la loi sur les enfants de 2010 et la loi sur l'état civil de 2011. Les enfants jusqu'à 15 ans peuvent être enregistrés dans les bureaux locaux de l'état civil. L'enregistrement des enfants de plus de 15 ans nécessite une lettre de référence de l'état civil adressée à la Commission médicale pour estimation de l'âge. Cependant, les certificats de naissance demandés après la première année donnent lieu à des frais minimes.

Ouganda :

- La constitution de 1995 prévoit que « l'État doit enregistrer toute naissance, tout décès et tout mariage survenant en Ouganda ». La loi sur l'enregistrement des personnes de 2015 prévoit un enregistrement gratuit, obligatoire et continu des

naissances et des décès, et oblige les parents, les tuteurs ou toute personne ayant la charge d'un enfant à informer l'officier d'état civil de la naissance. Bien que la loi stipule que l'enregistrement doit être gratuit, l'instrument d'enregistrement des personnes (frais d'enregistrement) de 2015 fixe des frais de 5 000 UGX (1,40 dollar américain) pour un certificat de naissance.

Maurice :

- La naissance doit être enregistrée dans les 45 jours au bureau de l'état civil du district où la naissance a eu lieu ou à l'endroit où les parents vivaient au moment de la naissance. Si l'enregistrement est retardé de plus de 45 jours, il faut obtenir l'autorisation de l'officier de l'état civil, et un retard de trois mois oblige le parent à demander une déclaration devant le magistrat du district où la naissance a eu lieu.³⁹

3.1.2.8 Signalement obligatoire de la VAE par les professionnels

La législation sur le signalement obligatoire exige des professionnels qu'ils signalent les cas présumés de violence à l'encontre des enfants qu'ils rencontrent, et définit les conséquences d'un manquement à cette obligation. Alors que la plupart des pays n'ont pas d'obligation de signalement, certains – comme le Malawi, la Namibie et l'Ouganda – disposent de lois qui exigent que les professionnels, y compris les travailleurs de santé, les enseignants, les travailleurs sociaux et les agents de la force publique, signalent aux autorités les incidents présumés de VAE.

La loi ougandaise de 2016 sur les enfants (amendement), par exemple, stipule qu'« il est obligatoire pour un médecin, un travailleur social, un enseignant ou un conseiller local au premier échelon local (LC I) signaler toute question qui affecte le bien-être d'un enfant dont ils ont la charge ». La loi sur l'enfance de 2010 du Malawi oblige les médecins, les membres de la famille, les membres de la communauté

et les prestataires de soins à signaler les incidents présumés de VAE à un agent de la protection sociale ou de la police. La loi prévoit que les victimes soient emmenées dans un lieu sûr, entendues devant un tribunal pour enfants, examinées médicalement et traitées, à l'hôpital si nécessaire.

En Namibie, la loi de 2015 relative à la prise en charge et à la protection des enfants oblige les professionnels en contact avec des enfants – tels qu'un directeur d'école, un enseignant, un médecin ou un dentiste, un pharmacien ou un conseiller scolaire – à signaler un enfant qui a besoin de protection à un travailleur social employé par l'État ou à un agent de police, s'ils ont accès à ces informations dans le cadre de leurs fonctions.

3.1.2.9 Protection des enfants victimes dans le système de justice

La législation qui oblige l'État ou l'auteur des faits à indemniser la victime peut couvrir les pertes, les blessures ou les frais médicaux résultant de la violence. Le Rapport de situation 2020 sur la prévention de la violence à l'encontre des enfants⁴⁰ indique que sur les 34 pays africains analysés, 21 % disposaient de lois sur l'indemnisation des victimes et 71 % des lois sur la représentation légale.

La présente évaluation couvre neuf de ces 34 pays. Seuls trois d'entre eux (Burkina Faso, Nigeria et Soudan) disposent d'une législation nationale qui prévoit l'indemnisation des victimes, tandis que cinq ont une loi nationale sur la représentation légale des enfants victimes (tableau 28).

TABLEAU 28 : Existence de lois protégeant les victimes dans le système judiciaire, par pays

Pays	Prévoit une indemnisation des victimes	Prévoit une représentation légale
Burkina Faso	Nationale	Nationale
Cameroun	Aucune	Aucune
Tchad	-	Nationale
Malawi	Aucune	Nationale
Maurice	Aucune	Aucune
Namibie	Aucune	Aucune
Nigeria	Nationale	Nationale
Soudan	Nationale	Nationale
Ouganda	Aucune	Aucune

Source : Global status report on preventing violence against children. Genève, Organisation mondiale de la santé ; 2020. License : CC BY-NC-SA 3.0 IGO.

3.1.2.10 Application des lois visant à mettre fin à la VAE

Selon le Rapport de situation 2020 sur la prévention de la violence à l'encontre des enfants qui évalue le niveau d'application

des lois relatives aux châtiments corporels et à la violence sexuelle⁴¹, la majorité des pays ont obtenu la note « moyenne » (tableau 29). L'exception est le Nigeria, qui a obtenu la note « faible » pour l'application des lois interdisant la plupart des formes de violence.

TABLEAU 29 : Niveau perçu d'application des lois sur les différentes formes de VAE, par pays

Pays	Niveau d'application perçu			
	Interdiction des châtiments corporels	Loi contre le détournement de mineur	Contre la violence sexuelle avec contact (à l'exclusion du viol)	Contre la violence sexuelle sans contact
Burkina Faso	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen
Cameroun	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen
Tchad	Faible	Moyen	Moyen	Moyen
Malawi	Moyen	Élevé	Élevé	Moyen
Maurice	Moyen	Élevé	Moyen	Moyen
Namibie	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen
Nigeria	Faible	Moyen	Faible	Faible
Soudan	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé
Ouganda	-	-	-	-

Source : Adapted from Global status report on preventing violence against children. Genève, Organisation mondiale de la santé ; 2020. License : CC BY-NC-SA 3.0 IGO.

Les moyens de faire appliquer la loi peuvent être évalués en partie par le niveau de confiance du public dans le système d'application des lois. Plus la confiance est élevée, moins il est probable que la criminalité soit utilisée pour résoudre un conflit. Parmi les cinq pays étudiés qui disposent de données, le Burkina Faso (71 %) et l'Égypte (68 %) sont ceux qui ont le plus confiance dans les forces de police locales (tableau 30). C'est au Nigeria que la confiance est la plus faible (49 %) – un contraste important avec son homologue ouest-africain, le Burkina Faso. En ce qui concerne la confiance dans le système judiciaire et les tribunaux, l'Égypte a obtenu le meilleur résultat (65 %) et l'Ouganda le pire (40 %), tandis que le Burkina Faso et le Cameroun ont obtenu le même résultat.

TABLEAU 30 : Pourcentage de personnes interrogées ayant confiance dans la police locale, le système de justice et les tribunaux

Pays/region	Confidence in the local police force	Confidence in the judicial system and courts
Burkina Faso	71,0	52,0
Égypte	68,0	65,0
Cameroun	60,0	52,0
Ouganda	57,0	40,0
Nigeria	49,0	55,0
MENA (Banque mondiale)	78,4	58,0
Afrique sub-saharienne (Banque mondiale)	62,5	57,8
Pays Pathfinder	63,2	53,9

Source : The Economist Intelligence Unit (2020). Out of the Shadows: Shining Light on the Response to Child Sexual Abuse and Exploitation. A 60-country benchmarking index

Il existe une corrélation entre la confiance dans la police et le système judiciaire et la volonté des survivants et des membres de la communauté de signaler les cas de violence. Les gens considèrent que c'est une perte de temps de signaler des incidents de violence lorsqu'ils sont convaincus qu'aucune mesure ne sera prise par les autorités, tandis que les auteurs de VAE sont encouragés par l'inaction des autorités.

3.2 Programmes et services pour la prévention et la lutte contre la VAE

Cadre politique et de planification

Sur les quatre étudiés, dix disposent soit d'un plan ou d'une stratégie nationale pour les enfants qui inclut la lutte contre la VAE, soit d'un plan spécifique pour la protection des enfants ou la lutte contre la VAE (tableau 31). Les autres pays n'ont pas encore élaboré de plan de ce type, à l'exception du Nigeria qui a rédigé – mais pas encore approuvé – son action

prioritaire nationale pour mettre fin à la VAE.

En outre, chacun des dix pays étudiés dispose d'un certain nombre de plans d'action ou de stratégies spécifiques sur des questions thématiques liées à la VAE, telles que le travail des enfants, le mariage des enfants, les violences sexistes, la traite des enfants, l'utilisation des enfants dans les conflits armés, ainsi que l'abus et l'exploitation sexuels des enfants. Les questions relatives à la VAE sont également incorporées dans les plans d'investissement de développement intégré des secteurs, ministères et agences concernés. Les questions relatives à la VAE intégrées aux plans de développement ont plus de chances d'être financées que les plans d'action autonomes tels que le Plan d'action national de l'Ouganda sur l'abus et l'exploitation sexuels des enfants, qui a expiré avant d'être adopté ou systématiquement mis en œuvre. Le Plan d'action national ougandais pour le bien-être des enfants (2016-2021) doit expirer prochainement, mais on ne sait pas dans quelle mesure le gouvernement s'est « approprié » ce plan, qui a été élaboré par le Bureau du Premier ministre avec le soutien financier et technique de l'USAID.

TABLEAU 31: Existence d'un plan d'action national pour lutter contre la violence à l'encontre des enfants

Pays	Disponible?	Titre du plan	Commentaires
Burkina Faso	√	Stratégie Nationale de Protection de l'Enfant, 2020-2024	La stratégie est accompagnée d'un plan d'action triennal (2020-2022).
Égypte	√	Cadre stratégique national pour mettre fin à la violence contre les enfants (2018)	Propose des procédures complètes, multisectorielles et coordonnées pour lutter contre la VAE. Tient compte de la discipline violente, de la violence en milieu scolaire et de la violence sexuelle.
Namibie	√	Programme national pour l'enfance (2018-2022)	-
Ouganda	√	Politique nationale de l'enfance en Ouganda, 2020	Les soins et la protection de l'enfance sont l'un des six domaines prioritaires de cette politique.
Cameroun	x	-	-
Tchad	x	-	-

Pays	Disponible?	Titre du plan	Commentaires
Malawi	x	-	-
Maurice	x	-	-
Nigeria	x	Action prioritaire nationale visant à mettre fin à la violence à l'encontre des enfants	Plan en cours d'élaboration.
Soudan	x	-	-

3.2.1 Mécanismes de coordination

Une collaboration multisectorielle efficace pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants doit impliquer des parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales, avec des rôles, des responsabilités et des capacités de base clairement définis – y compris une agence principale désignée et dotée de ressources suffisantes.⁴² Dans les dix pays de l'étude, il a été reconnu que la prévention et la lutte contre la VAE nécessitent une approche multisectorielle incluant le développement de la protection sociale, la justice, l'ordre public, la santé et l'éducation. Parmi ceux-ci, le développement de la protection sociale joue clairement le rôle principal dans la formulation et la planification des politiques, la coordination et le suivi, ainsi que la fourniture et la supervision des services destinés aux enfants vulnérables.

Dans la plupart des pays, les droits de l'enfant et la protection de l'enfance sont dirigés par un ministère du développement de la protection sociale qui coordonne le travail des autres ministères et agences gouvernementales concernés, des OSC et des partenaires au développement tels que l'UNICEF, et du secteur privé. Les pays confrontés à des urgences humanitaires peuvent également mettre en place un « sous-groupe » de protection de l'enfance composé de représentants du gouvernement, des Nations Unies et des OSC. Ces structures de coordination se réunissent périodiquement pour échanger des informations sur la politique, la mise en œuvre, l'apprentissage et le suivi, et sont généralement convoquées par le ministère chef de file avec le

soutien financier des partenaires au développement.

Malheureusement, nous avons constaté que dans certains pays, différents ministères et agences gouvernementales se font concurrence et manquent de confiance dans le travail des autres. Des priorités concurrentes et des ressources financières et humaines insuffisantes ont, dans certains cas, compromis l'efficacité de ces mécanismes de coordination.

Cameroun

- Un chevauchement s'est développé entre le ministère des Affaires sociales (responsable de la protection sociale des enfants) et le ministère de la Promotion de la femme et de la Famille (responsable de la promotion et de la protection des droits de l'enfant), la responsabilité en matière de VAE étant partagé entre eux. Ce manque de coordination et de direction a été mis en évidence dans un rapport d'évaluation et de cartographie de la protection de l'enfance de 2014, suite à un décret de 2012 qui a créé un nouveau ministère de la Promotion et de la protection de la famille et des droits de l'enfant.
- La Plateforme nationale pour la protection de l'enfant au Cameroun, y compris les enfants en situation d'urgence, a été mise en place sous les auspices du ministère des Affaires sociales et est chargée de développer une stratégie nationale appropriée et coordonnée pour la prévention et la lutte contre la VAE. La plateforme se réunit mensuellement pour coordonner les actions, anticiper et répondre aux problèmes, et améliorer les synergies entre les parties prenantes.

Elle se concentre sur l'identification et la hiérarchisation des besoins, la meilleure utilisation des capacités, la détermination des responsabilités, la compréhension et l'analyse des problèmes spécifiques. Elle adopte une approche holistique de la prévention et de la lutte contre la VAE, y compris dans les situations humanitaires. La plateforme nationale est un exemple de collaboration multipartite entre les secteurs gouvernementaux, les OSC internationales et locales – y compris le Réseau des organisations de la société civile pour les droits de l'enfant au Cameroun (CAM-CRIN) qui représente dix organisations de protection de l'enfance.

- Au niveau infranational, les délégations régionales, divisionnaires et sous-divisionnaires du ministère de la protection sociale assurent la coordination avec les groupes et partenaires communautaires et soumettent des rapports trimestriels et annuels au ministère de la protection sociale. Les réunions trimestrielles, co-présidées par les délégués régionaux des ministères qui agissent en tant que coordinateurs régionaux de la lutte contre la VAE, comprennent des représentants de tous les secteurs et organisations partenaires, bien que les ressources financières et humaines demeurent un enjeu décisif.
- Les OSC sont représentées dans diverses structures de coordination gouvernementales, elles collaborent au partage d'informations et d'expériences et mènent un plaidoyer commun. Un atelier a été organisé en juin 2020, par exemple, pour consolider et harmoniser les contributions des OSC et d'autres partenaires au projet de code de protection de l'enfance. Les OSC contribuent également aux rapports du gouvernement et à d'autres rapports destinés aux organes de traités pertinents, tels que le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies et le CAEDBE.

Malawi

- Le gouvernement et ses partenaires ont créé un groupe de travail technique national sur la protection de l'enfance,

un organe inter-agences qui vise à améliorer la coordination en matière de protection de l'enfance. Le groupe rend compte à un comité directeur national sur l'enfance composé des secrétaires principaux des ministères du genre, de l'éducation, de la santé, des affaires intérieures et de la justice. Malheureusement, le comité directeur – qui est censé diriger la coordination – existe principalement sur le papier et s'est rarement réuni, en raison d'un leadership faible, d'une mauvaise compréhension des rôles et des responsabilités, et de défis opérationnels. Dans le cadre d'une évaluation de la stratégie nationale de protection de l'enfance, plusieurs parties prenantes clés se sont plaintes de la nécessité de revenir sur de vieux sujets lors des réunions, en raison d'une représentation incohérente.^{43,44}

- Cependant, l'assentiment présidentiel à la loi portant création de la Commission nationale pour l'enfance a marqué une étape importante dans l'avancement des droits des enfants au Malawi. La loi établit une Commission nationale pour l'enfance afin de faciliter la coordination multisectorielle et de contrôler l'aide nationale et l'aide au développement destinées aux programmes axés sur les enfants.⁴⁵
- Des mécanismes de coordination existent dans les 28 districts du Malawi, bien qu'ils portent des noms différents – par exemple des comités de protection de l'enfance ou des groupes de travail techniques de district – et qu'ils aient des objectifs variés (certains travaillent sur les droits de l'enfant au sens large, d'autres sur la protection de l'enfance ou sur des questions thématiques telles que le travail, la traite et l'exploitation sexuelle des enfants). Historiquement, la majorité d'entre eux avaient des groupes de travail techniques de district sur les orphelins et les enfants vulnérables (OEV), créés pour mettre en œuvre le Plan d'action national élargi sur les OEV. Les membres comprenaient les bureaux de district pour la protection sociale, le développement communautaire et la santé, la police, les OSC et les organisations communautaires actives dans le domaine de la protection

de l'enfance. Les mécanismes de coordination étaient généralement présidés par le responsable de la protection sociale du district, et si la plupart d'entre eux disposaient d'un plan d'action, le manque de soutien financier, d'intérêt et d'implication était largement répandu. Les personnes interrogées suggèrent que le mandat de ces mécanismes de coordination n'était pas clair, en raison de l'absence de termes de référence standardisés et d'une focalisation étroite sur les OEV au lieu d'une protection de l'enfance plus large. Une autre faiblesse était que les mêmes personnes avaient tendance à siéger dans les comités traitant de différents aspects des droits de l'enfant, de l'éducation et de la protection de l'enfance.

Ouganda

- Le ministère du Genre, du Travail et du Développement social (MGLSD) est le chef de file du secteur du développement social, il formule et examine les directives, programmes, politiques et lois pertinents. Il coordonne et collabore avec les parties prenantes du secteur de la VAE, encourage la participation des enfants à la lutte contre la VAE et soutient la formation des prestataires de services à la lutte contre la VAE. Le département de la jeunesse et de l'enfance est chargé de diriger les services relatifs à la VAE, avec le soutien de la plupart des autres départements du ministère.
- Le groupe de travail national sur la protection de l'enfance (NCPWG) a été créé sous l'égide du MGLSD en septembre 2009, après la suppression progressive du sous-groupe de protection de l'enfance du comité permanent interorganisations. Plus de 40 organismes sont représentés, dont des ministères et des agences gouvernementales, des agences des Nations Unies, des OSC internationales et nationales. Le NCPWG est hébergé et présidé par le département de la jeunesse et de l'enfance, il dispose d'un plan annuel et encourage le partage d'informations, l'apprentissage et le renforcement des capacités.

Certains membres entreprennent également des actions conjointes, une approche encouragée par la plate-forme. Le groupe de travail est largement dépendant du financement des partenaires au développement – il est soutenu techniquement et financièrement par la Transcultural Psychosocial Organization (TPO) d'Ouganda avec une subvention de la Fondation OAK. TPO finance actuellement près de 60 % du budget du NCPWG, y compris le salaire du coordinateur – qui est intégré au département de la jeunesse et de l'enfance – et d'autres membres des Nations Unies et des OSC apportent également des contributions financières et matérielles.

- Une coordination supplémentaire est assurée par le groupe de travail multisectoriel sur la VAE, qui comprend les ministères du genre (hôte et organisateur), de la santé, de la justice et de l'éducation, ainsi que des partenaires au développement tels que l'UNICEF. À l'origine, il s'agissait d'un organe temporaire assurant la supervision technique de la première enquête sur la VAE en Ouganda en 2018, mais il a été maintenu pour soutenir la mise en œuvre des recommandations de l'enquête.⁴⁶ Le ministère du Genre a également créé un groupe de travail intra-sectoriel sur la VAE afin d'harmoniser la stratégie d'engagement du secteur du développement social avec le groupe de travail multisectoriel.⁴⁷

Égypte

- Le Conseil national pour l'enfance et la maternité (NCCM), créé en 1988, travaille sous l'égide du ministère de la population et supervise et coordonne les politiques de protection et de développement de l'enfance, la planification, le suivi et l'évaluation, ainsi que la mise en œuvre de la CDE en Égypte. Le Conseil travaille en partenariat avec de nombreux donateurs et un solide réseau d'OSC, d'étudiants, de bénévoles, de dirigeants communautaires, d'universitaires, de maisons de jeunes et d'écoles.

- Le Groupe de travail national sur l'élimination de la VAA a été créé en janvier 2017 pour accélérer et renforcer les efforts de lutte contre la violence à l'encontre des filles, des garçons et des adolescents, et est présidé par le NCCM. Les comités de protection de l'enfance (CPC) au niveau des gouvernorats sont mandatés par la loi sur l'enfance (2008) pour élaborer des politiques de protection de l'enfance, tandis que les CPC de district contrôlent et suivent les cas individuels.

Maurice

- Le Comité national de protection de l'enfance (NCPC) de Maurice est chargé de coordonner, de suivre et d'évaluer les activités relatives aux droits et au bien-être des enfants, y compris les efforts visant à combattre les pires formes de travail des enfants. Le Comité coordonne et suit le travail des six comités régionaux de protection de l'enfance, il élabore et approuve les politiques, il examine et suit les procédures relatives au travail inter-agences de protection de l'enfance, et il fait des recommandations pour des actions concrètes, notamment des formations sur la protection de l'enfance et les soins médicaux d'urgence (IEC).⁴⁸ Le NCPC est présidé par le ministère de l'Équité des sexes et du Bien-être familial, et compte des représentants de plus de dix ministères.
- En outre, le Conseil national des enfants (NCC) de Maurice est le principal organe national de consultation et de coordination de toutes les activités et questions relatives aux enfants. Ses objectifs comprennent la protection des droits des enfants, la promotion de leurs intérêts et de leur bien-être, la garantie de leur participation aux questions qui suscitent leur intérêt et la promotion d'activités pour le bien-être des enfants conformément à la CDE.
- Cependant, le manque de coordination a entravé les efforts du gouvernement en matière de lutte contre la VAE et des chevauchements importants existent toujours entre le NCPC et le NCC.

3.2.2 Services de prévention et de lutte contre la VAE

Les services relatifs à la VAE sont fournis par des institutions étatiques et non étatiques dans différents pays et varient considérablement en termes de portée et de qualité. Les services comprennent la sensibilisation, la gestion de cas, la réadaptation et la réintégration économique et sociale, le renforcement économique des ménages, l'éducation et la formation des parents, l'éducation et la formation en matière de santé sexuelle et reproductive, et le développement des compétences pour la vie. Certains pays ont également mis en place des programmes publics de transferts monétaires pour les enfants et les familles. Cependant, notre évaluation a révélé que, par rapport aux services d'intervention relatifs à la VAE, les programmes de prévention dans ce domaine ont tendance à être moins prioritaires pour les bailleurs de fonds.

Pour changer les attitudes et les comportements de la société, il est nécessaire d'étendre et renforcer les interventions au niveau communautaire au-delà de la simple sensibilisation. Les structures policières et judiciaires de la plupart des pays disposent d'unités spécialisées en matière de VBG et de VCE – bien que leur efficacité soit limitée par l'insuffisance des ressources humaines et financières – mais il existe peu de programmes, voire aucun, visant à réhabiliter les auteurs en vue de réduire la récurrence. La plupart des pays manquent de mécanismes d'orientation cohérents et de normes en matière de prestation de services pour les établissements de soins institutionnels et les abris pour les survivants de la VAE.

Cameroun

- Les initiatives visant à s'attaquer aux causes profondes de la VAE comprennent des transferts d'argent, des programmes de pratiques parentales positives et des programmes d'autonomisation des femmes fournis par le gouvernement et financés pour la plupart par des partenaires au développement. Le HCR

et le Programme alimentaire mondial (PAM), avec l'aide des OSC locales, soutiennent les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et d'autres personnes vulnérables en leur fournissant des moyens de subsistance et une aide alimentaire.

- Cependant, l'exercice d'évaluation et de cartographie de la protection de l'enfance de 2014 a confirmé que les initiatives visant à lutter contre la pauvreté, l'un des principaux moteurs de la VAE, étaient peu nombreuses et à petite échelle, sans critères ou processus systématiques pour identifier les enfants vulnérables et leurs familles. Le développement des compétences et la formation ne touchaient que très peu d'enfants et de familles, et étaient principalement menés par des organisations communautaires sur une base ad hoc. La sensibilisation a porté sur des questions générales concernant les enfants, telles que la vaccination et le VIH/SIDA, mais pas sur la négligence ou l'irresponsabilité parentale, et le manque de ressources a rendu inefficaces les mécanismes de suivi et d'alerte.
- Les services de prévention secondaire sont principalement fournis par l'État et les OSC locales. Le ministère des Affaires sociales gère des centres d'action sociale et des centres d'hébergement pour les personnes vulnérables, ainsi que des établissements publics de rééducation et des centres de réinsertion et de rééducation. Des institutions privées accueillent également des enfants vulnérables, mais elles ont tendance à être mal gérées et ont été soupçonnées d'être impliquées dans la traite des enfants et l'adoption à des fins commerciales. Les organismes de justice, d'application de la loi et de santé fournissent des formations, des actions de sensibilisation et des services de prévention et d'intervention en matière de VAE.
- Malheureusement, la ligne d'assistance téléphonique, le 116, gérée par le gouvernement pour signaler les cas d'abus et de VAE est au point mort en raison de disputes internes, de questions sur son statut juridique, d'une mauvaise compréhension du projet et

d'un manque de personnel qualifié.^{49,50}

En outre, nos entretiens suggèrent qu'il n'existe pas de centres pour les victimes de violences domestiques au Cameroun.⁵¹

- Il n'y avait pas de système standardisé pour identifier et rapporter les cas de VAE – les processus étaient souvent non documentés, et la gestion des cas dépendait des circonstances individuelles et de la compétence et du dévouement de la personne de référence dans la communauté. Certains incidents ont été réglés sans recours à la justice formelle au sein de la communauté ou par des chefs religieux ou traditionnels. Les cas signalés aux organismes de services sociaux avaient tendance à donner lieu à des actions de suivi et à des visites à domicile, mais pas ceux traités par les chefs coutumiers ou religieux. Compte tenu des pénuries chroniques de financement, seuls les cas extrêmes ont bénéficié d'un soutien matériel et les services de placement ont été débordés, les parents cherchant à échapper à la charge consistant à discipliner et à subvenir aux besoins de leurs enfants.

Ouganda

- L'enquête de 2018 sur les services relatifs à la VAE en Ouganda a révélé que la plupart des prestataires de services offraient effectivement ce qu'ils étaient censés proposer. Par exemple, au moins 70 % des bureaux de probation offraient dix services de prévention de la VAE différents, tandis que plus de la moitié des OSC interrogées offraient huit services de prévention différents. Dans l'ensemble, cependant, il y avait moins de services de prévention que d'intervention, et moins de services pour les auteurs que pour les survivants.
- Le ministère de l'égalité des sexes a mis en place 44 centres d'action de district reliés à la ligne d'assistance téléphonique gratuite, le 116, pour répondre aux cas de VAE,⁵² l'UNICEF payant les salaires du personnel et certains coûts opérationnels.
- La protection de l'enfance était le domaine du programme principal le

moins bien couvert du premier plan pour les OEV, principalement parce que les services d'aide sociale pour la réhabilitation et la réinsertion des survivants de la maltraitance étaient laissés aux OSC et aux partenaires au développement. La police et les agents de probation manquaient de personnel et ne disposaient pas de suffisamment de moyens de transport, d'abris temporaires ou de nourriture pour les enfants survivants dont ils s'occupaient de manière transitoire. Sans ignorer la nécessité des partenariats, la dépendance excessive à l'égard des OSC affecte l'ampleur et la qualité des services de réhabilitation et de réinsertion des enfants survivants.⁵³

- L'Ouganda dispose de services publics limités pour aider les victimes à faire face aux abus et à l'exploitation sexuels des enfants. Il n'existe aucun moyen d'empêcher les auteurs potentiels de commettre un délit sexuel contre un enfant, ni de services de soutien pour ceux qui risquent de récidiver. Ce domaine est également mal desservi par les OSC.⁵⁴

Malawi

- Le Malawi propose un modèle innovant de prestation de services « à guichet unique » où des équipes multisectorielles traitent les violences physiques et sexuelles en un seul endroit. Quatorze centres de services uniques basés dans des hôpitaux – à Mzuzu, Lilongwe, Zomba et Blantyre – réunissent différents responsables au même endroit, offrant des services intégrés spécialement conçus pour les enfants victimes de violences sexuelles et physiques. Les centres veillent à ce que les victimes de la criminalité soient traitées de manière à promouvoir sentiment qu'ils ont de leur valeur et de leur dignité personnelle.
- En revanche, la police du Malawi a observé que la couverture radio limitée dans les zones reculées et le manque de moyens de transport de la police, de stations de radios et d'accès aux réseaux sociaux rendent difficile la diffusion de l'information sur les questions relatives à la VAE.

La protection sociale

Les mesures de protection sociale sont importantes pour réduire les vulnérabilités économiques et sociales qui exposent les enfants aux risques. Dans son Cadre de politique sociale pour l'Afrique, l'UA définit la protection sociale comme étant « les réponses de l'État et de la société pour protéger les citoyens des risques, des vulnérabilités et des privations ».⁵⁵

L'UA énumère une série d'interventions qu'elle classe dans la protection sociale, notamment l'aide sociale (c'est-à-dire l'assistance sociale), la sécurité sociale, l'accès à un revenu stable et l'accès sûr à l'éducation et aux soins de santé. L'objectif premier de la protection sociale est « d'assurer des normes minimales de bien-être ». La protection sociale adaptée aux enfants est un concept fondé sur les droits qui oblige les gouvernements à prendre les mesures politiques, institutionnelles et budgétaires nécessaires pour fournir une protection sociale adéquate aux enfants, afin de contribuer à leur survie et à leur développement, et de les protéger contre de multiples formes de privation et d'exploitation.⁵⁶

Il est louable que, bien qu'ayant manqué la date limite de 2000, 29 pays africains, dont six dans la présente évaluation,⁵⁷ aient développé en 2017 une stratégie ou une politique nationale de protection sociale (SNPS).⁵⁸ Des données récentes⁵⁹ montrent que 27 pays d'Afrique disposent d'au moins un système de transfert d'espèces à caractère non contributif. Les programmes d'assistance sociale ont été étendus à la couverture nationale et à la pleine appropriation nationale (ce qui signifie qu'ils sont conçus, mis en œuvre et financés au niveau national, avec un soutien extérieur minimal) dans plusieurs pays d'Afrique australe et orientale.⁶⁰ La Namibie dispose de l'un des systèmes de protection sociale les plus complets d'Afrique, il comprend des dispositifs publics et privés destinés à couvrir les individus ayant différents niveaux de revenus contre une variété de risques.⁶¹ L'aide sociale en Namibie comprend plusieurs allocations pour enfants, des allocations d'invalidité et de vieillesse, ainsi que des programmes de soutien

et des allocations pour les anciens combattants.

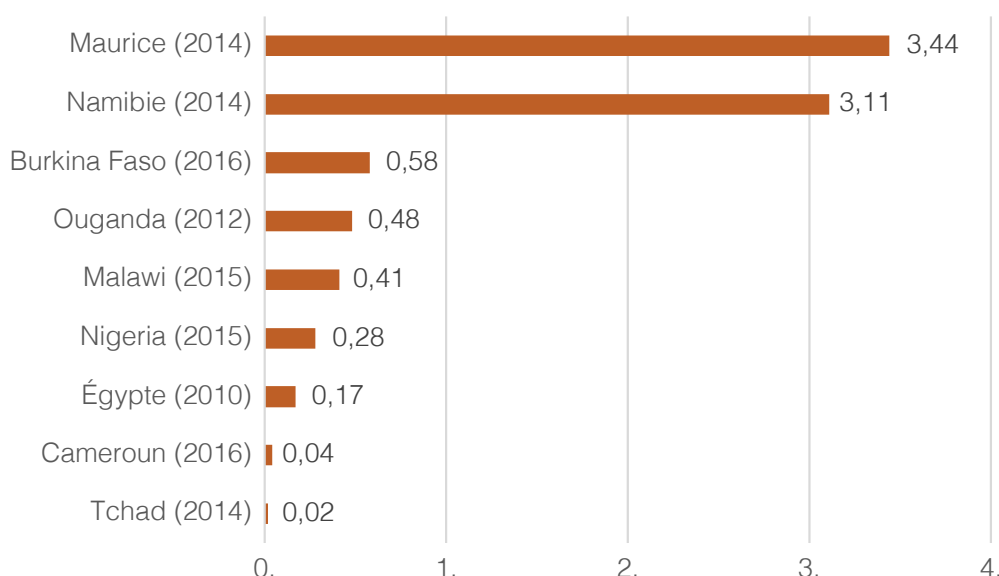
La situation est très différente en Afrique de l'Ouest, où la couverture et la portée sont beaucoup plus limitées et où l'influence des partenaires au développement est par conséquent forte. La plupart des pays d'Afrique centrale n'ont que très peu d'assistance sociale formelle, tandis qu'en Afrique du Nord, d'autres formes de prestations – telles que les subventions et la charité islamique – restent fortes parallèlement aux programmes d'aide sociale en expansion.⁶² En Afrique du Nord, l'aide prend la forme de programmes universels tels que les subventions des prix à la consommation, en particulier pour le carburant et la nourriture (comme le pain baladi en Égypte), et elle se fait par la charité religieuse, notamment la zakat. Cependant, les subventions généralisées des prix sont coûteuses et régressives, et sont donc progressivement supprimées et remplacées dans la plupart des pays par des programmes d'assistance sociale ciblant la lutte contre la pauvreté.⁶³

La protection sociale en Afrique est confrontée à de multiples défis, notamment la portée et l'étendue généralement limitées

des programmes existants. L'OIT⁶⁴ estime que « ...en Afrique subsaharienne, seuls 10 % environ de la population active est couverte par des régimes légaux de sécurité sociale, la plupart étant des régimes de retraite, [qui] dans certains cas fournissent également un accès aux soins de santé ». En outre, les régimes de sécurité sociale – à l'exception de ceux qui offrent des prestations de survivant – ne fournissent pas de protection directe aux enfants.

La portée et l'étendue limitées de l'aide sont directement liées à un financement limité : plus le niveau des dépenses publiques globales est élevé, plus, en théorie, la base de référence pour le financement de l'aide sociale est élevée.⁶⁵ Dans les neuf pays étudiés pour lesquels des données étaient disponibles, le pourcentage des dépenses publiques consacrées à l'aide sociale était relativement élevé à Maurice et en Namibie, et plus faible au Tchad, au Cameroun et en Égypte (figure 3). Maurice dépensait un pourcentage de son PIB nettement plus élevé que l'Ouganda, pays voisin d'Afrique de l'Est, et la situation était similaire en Afrique australe avec la Namibie et le Malawi. Les différences en Afrique de l'Ouest et centrale étaient moins marquées.

FIGURE 3 : Dépenses d'aide sociale (en % du PIB)



Source : PNUD, 2019. *The State of Social Assistance in Africa*. New York

Un indicateur des dépenses annuelles d'aide sociale par personne pauvre⁶⁶ qui utilise des données allant de 2010 à 2015 a révélé une grande variation entre les pays, qui n'était pas corrélée aux régions ou aux réserves de pétrole et de minéraux.

- **Pays qui dépensent beaucoup (1 000 à 36 000 dollars américains par an) :** seul Maurice, pays évalué ici, apparaît aux côtés de trois autres pays africains dans l'ensemble des 34 pays.
- **Pays aux dépenses intermédiaires (de 14 à 146 dollars américains) :** seule l'Égypte, ainsi que sept autres pays africains.
- **Pays qui dépensent peu (moins de 9 dollars américains par an) :** sept des pays étudiés y sont inclus (Tchad, Namibie, Malawi, Cameroun, Nigeria, Burkina Faso et Ouganda).

Les constitutions de certains pays africains, dont le Malawi, prévoient une adoption et une mise en œuvre progressives de l'assistance sociale en fonction des ressources disponibles. Cependant, certains gouvernements comme l'Ouganda et le Malawi dépendent fortement du financement et/ou du soutien technique bilatéral.⁶⁷ Au Burkina Faso, le financement des donateurs pour les régimes de protection sociale a presque quintuplé au cours des dernières années.⁶⁸

Cibler les bons bénéficiaires est un autre défi. Les programmes de protection sociale peuvent améliorer la prévention et la lutte contre la VAE parmi les enfants les plus vulnérables⁶⁹ si un gouvernement utilise des « cadres conceptuels de cycle de vie » pour les programmes de protection sociale.⁷⁰ L'éligibilité aux transferts en espèces doit être subordonnée à des résultats liés à la protection de l'enfance, tels que l'enregistrement des naissances, les vaccinations, les bilans de santé, la fréquentation scolaire et la prévention du travail et de la traite des enfants. Malheureusement, en Afrique, les prestations en espèces ont tendance à être inconditionnels – sur les dix pays étudiés, seule la moitié (Burkina Faso, Égypte, Malawi, Maurice et Nigeria) dispose d'au moins un programme d'aide sociale qui cible directement les enfants

(tableau 32). Le Cameroun et le Tchad n'ont aucun programme qui cible les enfants, et seuls quelques-uns d'entre eux – comme les programmes Takaful et Karama (Solidarité et Dignité) en Égypte – sont conditionnés au développement des enfants.

Les lacunes en matière de protection sociale sont exacerbées par l'absence de lois nationales. Une étude récente⁷¹ d'ACPF et de Plan International a révélé que la législation en matière de protection sociale n'est pas cohérente en Afrique – certains programmes sont prévus dans les lois, mais d'autres, comme le programme SAGE⁷² en Ouganda, sont des initiatives politiques menées par les donateurs ou les gouvernements.⁷³ En Égypte, la loi sur l'enfance de 2008 a fait l'objet d'amendements importants qui ont élargi les droits relatifs à la protection sociale, ce qui est tout à fait louable.

L'enregistrement des naissances

Selon l'UNICEF⁷⁴, un certificat de naissance, obtenu par le biais du processus d'enregistrement des naissances, est une preuve d'identité légale et constitue la base sur laquelle les enfants peuvent établir une nationalité, éviter le risque d'apatridie et rechercher une protection contre la violence et l'exploitation. Les certificats de naissance contribuent à protéger les enfants contre le travail des enfants, le mariage des enfants et le recrutement des mineurs dans les forces armées.⁷⁵ L'enregistrement des naissances est essentiel pour s'assurer que les enfants en conflit avec la loi ne sont pas traités (sur le plan juridique et pratique) comme des adultes, et il contribue à réduire la traite des enfants et aide les enfants rapatriés à retrouver les membres de leur famille.⁷⁶

La couverture de l'enregistrement des naissances varie selon les pays étudiés. En Égypte, presque tous les enfants de moins de cinq ans (99,4 %) ont été enregistrés à la naissance (tableau 33) et la couverture de l'enregistrement était également élevée en Namibie, au Burkina Faso, au Soudan, au Malawi et au Cameroun – contrairement au Tchad, où elle n'était que de 12 %. Les statistiques de couverture

TABEAU 32 : Vue d'ensemble de la politique de protection sociale, du cadre juridique et des programmes d'aide sociale actuels dans les dix pays étudiés

Pays	Politique/stratégie de protection sociale disponible	Assistance sociale dans la politique/stratégie de protection sociale	Existence d'une disposition constitutionnelle relative à la protection sociale	Objectifs de protection sociale consacrés dans la constitution	Nom des programmes d'aide sociale existants	Groupe(s) cible(s) des programmes d'aide sociale
Burkina Faso	Oui (2012)	Non	Oui	Couverture santé	Nahouri Cash Transfers, Projet pilote (NCTPP) Burkin-Naong-Saya	Enfants
Cameroun	-	-	Oui	Niveau de vie raisonnable	Projet de Filet de Protection Sociale	Jeunes ; adultes
Tchad	Oui (2014)	-	-	-	N'Djamena Nadif (« N'Djamena ville propre »)	Autre
Égypte	-	-	Oui	Couverture santé ; Niveau de vie raisonnable ; sécurité alimentaire	Pension de solidarité sociale (MOSA) Takaful et Karama	Enfants ; personnes âgées en situation de handicap
Malawi	Oui (2008)	-	Oui	Couverture santé	Amélioration des moyens de subsistance grâce aux travaux publics Transfert social en espèces Mchinji (SCT)	Jeunes ; adultes ; enfants ; personnes âgées ; autre
Maurice	Oui (2015)	-	Non	-	Pension d'invalidité de base et allocation pour garde, Pension d'orphelin de base, Pension de retraite de base (pension universelle de vieillesse) Vieillesse et invalidité, Pension de veuvage de base, Pensions alimentaires pour enfant, Allocation pour tuteur, Allocation aux détenus, et Aide sociale et aide aux chômeurs en difficulté.	Personnes en situation de handicap ; enfants ; personnes âgées ; autre

Pays	Politique/stratégie de protection sociale disponible	Assistance sociale dans la politique/stratégie de protection sociale	Existence d'une disposition constitutionnelle relative à la protection sociale	Objectifs de protection sociale consacrés dans la constitution	Nom des programmes d'aide sociale existants	Groupe(s) cible(s) des programmes d'aide sociale
Namibie	-	-	Oui	Couverture santé ; niveau de vie raisonnable ; sécurité alimentaire	Pensions alimentaires pour enfants Pension d'invalidité Subventions au placement familial (ou allocation de placement en famille d'accueil) Pension de vieillesse Allocation pour mise en lieu de sûreté Pensions alimentaires spéciales Allocation aux anciens combattants	Enfants ; personnes en situation de handicap ; personnes âgées ; adultes ; anciens combattants
Nigeria	Oui (2016)	Oui	Oui	Couverture santé ; niveau de vie raisonnable	Régime de sécurité sociale de l'État d'Ekiti Régime des personnes âgées d'Osun In Care of the Poor (COPE) Services communautaires Emploi des femmes et des jeunes (CSWYE) Santé maternelle et infantile (MCH) Programme hybride de subventions pour le développement de l'enfant Organisation à but non lucratif Transfert en espèces pour les personnes en situation de handicap Hybride	Personnes âgées ; enfants ; adultes ; personnes en situation de handicap ; jeunes ; autre
Soudan	-	-	Oui	Couverture santé ; niveau de vie raisonnable	Support Projet d'aide sociale	-
Ouganda	Oui (2015)	Oui	Non	-	Composante de soutien à l'investissement dans les moyens de subsistance du programme SAGE (Social Assistance Grants for Empowerment) en Ouganda	Personnes âgées ; jeunes ; adultes

Source : Adapted from UNDP, 2019. *The State of Social Assistance in Africa*. New York

Note : les tirets indiquent l'absence de données disponibles

montrent généralement que les services d'enregistrement dans les pays évalués tiennent compte du genre.

3.3 Allocation budgétaire

Il est difficile d'estimer précisément le budget alloué en matière de VAE. En utilisant des mesures indirectes telles que les allocations aux secteurs, ministères et agences chargés de la protection sociale, ainsi que les services essentiels relatifs à la VAE non financés, nous avons constaté des lacunes de financement pour les programmes liés à la VAE à tous les niveaux.

Outre les lacunes dans le financement de la prestation de services, le financement gouvernemental ne couvre souvent même pas les frais de bureau tels que les services publics. La fourniture directe de services, y compris la gestion des cas, dépend souvent du financement des partenaires au développement – au Malawi, par exemple, l'UNICEF a piloté une approche détaillée de la gestion des cas dans dix des 28 districts du pays. Le rapport mondial de 2020 sur l'élimination de la VAE a noté une forte relation entre le revenu d'un pays et la proportion de plans d'action nationaux

entièrement financés pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants. Moins de 10 % de tous les plans entièrement financés ont été déclarés par des pays à faible revenu, contre 47 à 52 % par des pays à revenu élevé.

La dépendance à l'égard des partenaires au développement affecte la couverture, l'équité et la continuité de la prestation de services. La dépendance vis-à-vis des donateurs signifie également que les gouvernements et les OSC locales s'inscrivent dans les priorités des donateurs, qui peuvent ne pas être les mêmes que les priorités nationales et infranationales. Les OSC reçoivent des fonds principalement de sources externes, notamment des OSC internationales, des agences des Nations Unies, des fondations et d'autres agences internationales. Cependant, ce financement est généralement restreint et ne peut être utilisé pour les interventions d'urgence en cas d'actes de violence. Dans certains pays, nous avons constaté que les organisations internationales ont tendance à se concentrer elles-mêmes sur la mise en œuvre directe au lieu de renforcer les capacités locales, et à sélectionner les meilleurs talents locaux au lieu de financer les OSC locales pour les retenir. Quelques OSC ont d'autres sources de revenus – par exemple, World Vision Ouganda gère une

TABEAU 33 : Couverture de l'enregistrement des naissances, par sexe

Pays	Année de l'enquête	Femmes	Hommes	Total
Égypte	2014	99,3	99,5	99,4
Namibie	2013	_*	_*	78,1
Burkina Faso	2010	76,7	77	76,9
Soudan	2014	65,8	68,8	67,3
Malawi	2016	67,2	67,2	67,2
Cameroun	2014	65,4	66,8	66,1
Nigeria	2018	41,7	43,4	42,6
Ouganda	2016	32,2	32,2	32,2
Tchad	2015	12	12	12
Maurice	_*	_*	_*	_*

Source: UNICEF, <https://data.unicef.org/resources>⁷⁷

Note : *_Données non disponibles

institution de microfinance (Vision Fund) et au Malawi, Youth Net and Counselling (YONECO) exploite la station de radio Y-FM. De nombreuses organisations communautaires mobilisent également des ressources, des moyens financiers et du personnel bénévole pour leurs activités.

Ouganda

- Le secteur du développement social dispose de quatre crédits budgétaires : le MGLSD, la Kampala Capital City Authority (KCCA), la Commission pour l'égalité des chances (EOC) et les gouvernements locaux. Malgré son rôle essentiel dans l'autonomisation et la protection sociales et économiques des groupes vulnérables, le secteur du développement social disposait d'un budget approuvé de 218,22 milliards d'UGX (59,03 millions de dollars américains) seulement pour l'exercice 2018/19, et de 221,35 milliards d'UGX (59,87 millions de dollars américains)⁷⁸ seulement pour l'exercice 2019/20.⁷⁹ L'analyse d'ACPF suggère que le secteur du développement social n'a reçu que 0,67 % du budget national approuvé au cours de l'exercice 2018/19, et 0,55 % du budget approuvé au cours de l'exercice 2019/20.⁸⁰ Le MGLSD a englouti près de 90 % du secteur du développement social : 89,6 % pour l'exercice 2018/19 (195,5 milliards d'UGX ou 52,88 millions de dollars américains) et 88,3 % pour l'exercice 2019/20 (199,51 milliards d'UGX ou 53,96 millions de dollars américains).
- L'allocation budgétaire pour le département de la jeunesse et de l'enfance au sein du MGLSD était de 6,06 milliards UGX (1,64 million de dollars américains) pour l'exercice 2018/19 et de 6,37 milliards UGX (1,72 million de dollars américains) pour l'exercice 2019/20. L'Autorité nationale de l'enfance disposait d'un budget approuvé de 1,03 milliard UGX (278 770 dollars américains) pour l'exercice 2018/19.
- Les autres institutions de protection de l'enfance financées par le ministère comprennent les centre de détention provisoire, le centre national de réhabilitation, les centres d'accueil

pour enfants et les centres de formation professionnelle. Bien que les services de probation et de protection sociale soient décentralisés en vertu de la loi sur les collectivités locales, plus de 90 % du financement des collectivités locales est constitué de subventions sectorielles conditionnelles du gouvernement central. Il n'y a pas de subventions directes pour la protection de l'enfance, bien que le secteur du développement social obtienne de petites subventions pour le handicap, les femmes et les jeunes.

- Au niveau des districts, la protection de l'enfance est coordonnée par un département de services communautaires (CBS), qui comprend généralement des unités dédiées à la liberté conditionnelle, à l'égalité des sexes, à la jeunesse et au travail. Il existe des lacunes évidentes en matière de financement, tant au niveau de l'allocation que des résultats : une étude du MGLSD 2016-19 couvrant 19 districts a indiqué que l'allocation moyenne des districts au département CBS ne représentait que 2,8 % des recettes locales – et qu'un peu plus de la moitié seulement de cette somme était effectivement décaissée. En moyenne, 13,5 % des budgets du département CBS étaient affectés à la liberté conditionnelle et à l'aide sociale, mais seuls 38 % des fonds alloués ont été débloqués. Dans certains cas (comme à Ntungamo et Rakai pour l'exercice 2015/16, et à Ibanda et Kabale pour l'exercice 2016/17), aucun fonds n'a été débloqué pour le bureau d'aide sociale du district.
- Une analyse des coûts unitaires au cours de l'enquête nationale sur les services de VAE de 2018 a révélé que les allocations budgétaires moyennes des gouvernements locaux aux bureaux pour la probation et la protection sociale permettaient de traiter environ 18 cas de VAE sur une charge moyenne de 323 cas au cours de l'exercice 2017/18 – ce qui signifie qu'il n'y avait pas d'argent pour traiter les 305 cas restants.

Malawi

- L'allocation budgétaire totale du gouvernement pour la protection de

l'enfance au cours de l'exercice 2018-19 était de 27,7 milliards de kwachas (35,5 millions de dollars américains),⁸¹ soit 1,9 % du budget national annuel total approuvé, contre 3 % l'année précédente (bien que le chiffre absolu soit inférieur). Un rapport de 2015 du ministère du Genre, de l'Enfance, du Handicap et de la Protection sociale a montré que l'aide extérieure représentait 91 % des dépenses consacrées à la protection de l'enfance au Malawi, les 9 % restants provenant du gouvernement (UNICEF, 2019).⁸²

Tchad

- Le budget du ministère de la Femme représentait environ 1 % du budget national (rapport d'examen des ODD, 2019). Le financement gouvernemental alloué à la « Maison nationale des femmes » du Tchad – fondée en 2015 pour la sensibilisation, la formation, la supervision et le soutien psychosocial des victimes de violence – et à la radio « Voix des femmes tchadiennes » n'est pas suffisant pour lui permettre de fonctionner pleinement.⁸³

Cameroun

- L'allocation budgétaire du ministère des Affaires sociales est passée de 4,329 milliards de francs CFA (8 millions de dollars américains) en 2011 à 6,210 milliards de francs CFA (11,5 millions de dollars américains) en 2015,⁸⁴ tandis que celle du ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille est passée de 3,686 milliards de francs CFA (6,6 millions de dollars américains) en 2012 à 5,008 milliards de francs CFA (9,3 millions de dollars américains) en 2015.⁸⁵ Une étude de 2010 sur les dépenses sociales entre 2002 et 2007 a révélé que le financement du ministère des Affaires sociales représentait en moyenne 0,02 % à 0,03 % du budget national total.
- Les ministères consacrent la plupart de leurs allocations budgétaires aux salaires et aux opérations, ce qui laisse peu de place aux services relatifs à la VAE, même si, avec 31,9 % en 2015, les Affaires sociales sont le secteur qui a le moins dépensé pour

l'administration après le secteur des infrastructures. Malgré leurs petits budgets, les ministères des Affaires sociales et du Genre ont de vastes mandats en plus de la lutte contre la VAE, ce qui les rend fortement dépendants des financements des partenaires au développement.

- En tant qu'État décentralisé, le Cameroun a transféré certaines fonctions, dont la VAE, à l'administration locale, ce qui signifie que certains travaux relatifs à la VAE ne sont pas officiellement approuvés par le gouvernement pour être inclus dans le budget national, et que certaines activités et budgets prioritaires sont abaissés. Dans le rapport d'évaluation et de cartographie de 2014, les fonctionnaires du ministère ont exprimé leur contrôle limité sur le processus budgétaire national.

Namibie

- La protection sociale n'est pas une priorité majeure pour le gouvernement. Le ministère du Genre de la Protection de l'enfance a reçu 2,1 % du budget national total au cours de l'exercice 2017/18 (contre 1,2 % en 2016 et 1,6 % en 2015) et seulement 1,6 % du budget 2017/18 du ministère a été consacré aux subventions pour les enfants.⁸⁶ Le ministère de la Santé et des Services sociaux gère un programme d'alimentation scolaire et fournit d'autres services sociaux, tandis que le ministère du Genre fournit un abri, des soins et une protection aux enfants victimes de maltraitance et de négligence. Un montant de 21,5 millions de NAD (1,5 million de dollars américains) a été alloué à ces services, contre 25,3 millions de NAD (1,7 million de dollars américains) l'année précédente. Les estimations actuelles prévoient une nouvelle baisse à 16,7 millions de NAD (1,15 million de dollars américains) au cours des deux prochains exercices.

Égypte

- Le NCCM est la principale autorité de service public responsable de la protection de l'enfance. Ses allocations

budgetaires totales se sont élevées en moyenne à environ 36,7 millions EGP (2,4 millions américains) par an de l'exercice 2014/2015 à l'exercice 2018/2019 – bien que cela représente une baisse à la fois en termes absolus et en tant que ratio des allocations budgétaires totales aux organismes pertinents pour la protection de l'enfance.⁸⁷ Au total, la protection de l'enfance a représenté en moyenne environ 11 milliards EGP (702 millions de dollars américains) – soit 1,2 % des dépenses publiques totales et 0,4 % du PIB. L'Égypte ne suit pas une méthode de budgétisation basée sur les programmes pour la protection de l'enfance, ce qui rend difficile la détermination exacte des sommes allouées. Cependant, il est clair que la protection de l'enfance est l'un des secteurs les moins dotés en ressources, non seulement en Égypte mais aussi dans de nombreux autres pays en développement.

3.4 Ressources humaines

Une main-d'œuvre des services sociaux correctement coordonnée, efficace et financée est essentielle pour soutenir les enfants et fournir une assistance critique en cas de violence.⁸⁸ Notre évaluation de la capacité des ressources humaines⁸⁹ a pris en compte le nombre global, la compétence et l'équité dans le déploiement du personnel d'aide sociale et des agents d'application. Dans les dix pays étudiés, nous avons constaté une pénurie de travailleurs sociaux.

Cameroun

- En 2014, 215 agents centraux et 1097 agents décentralisés travaillaient pour le ministère des Affaires sociales,⁹⁰ notamment des travailleurs sociaux, du personnel de gestion, de soutien et administratif. 71,1 % de tous les travailleurs employés par le ministère des Affaires sociales et le ministère du Genre avaient reçu une formation dans le domaine du travail social ou de l'administration sociale. Les ratios personnel/population étaient

plus faibles dans les régions les plus peuplées – 1 pour 42 555 dans l'Extrême-Nord et 1 pour 32 831 dans le Nord – tandis que les régions du Centre et de l'Est présentaient le meilleur ratio en personnel (1 pour 7 516 et 1 pour 7 587 respectivement).

Namibie

- Avec un ratio approximatif d'un travailleur social pour 11 000 Namibiens, les effectifs sont clairement insuffisants. Selon l'UNICEF, 29,8 % des postes de travailleurs sociaux du ministère du Genre étaient vacants en 2017.⁹¹ Les travailleurs sociaux sont d'autant plus sollicités par des priorités concurrentes, des charges de travail élevées, des taux de rotation élevés et des postes vacants. La forte rotation du personnel est principalement attribuée à la faiblesse des salaires, les employés hautement qualifiés et expérimentés quittant le service public pour chercher un emploi ailleurs, ce qui affaiblit encore davantage les effectifs et l'expertise du personnel. En outre, nous avons constaté que la plupart des personnes travaillant dans le secteur de la protection de l'enfance n'ont pas encore été formées à l'application des nouvelles lois.

Ouganda

- Fin 2019, 14 des 17 (82,4 %) postes approuvés au département de la jeunesse et de l'enfance au siège du ministère du Genre étaient pourvus (contre une moyenne ministérielle de 67,4 %).⁹² Trois des sept postes approuvés d'agents de probation et de protection sociale étaient vacants, tandis qu'un peu plus de la moitié des postes d'agents de probation et de protection sociale adjoints étaient pourvus.⁹³
- Les agents de probation et d'aide sociale sont responsables de la coordination et du suivi de la protection de l'enfance au niveau des districts et des municipalités, tandis que dans les échelons inférieurs de l'administration locale, ce rôle est confié aux agents ou assistants de développement communautaire. L'enquête de 2018 sur les services de prévention

et d'intervention liés à la VAE en Ouganda a indiqué que 71 % des 115 districts disposaient d'un agent « substantiellement nommé », tandis qu'une autre étude du ministère du Genre a suggéré que 84 % des postes d'agents supérieurs de probation et de protection sociale, et 27 % des postes d'agents de probation et de protection sociale, étaient pourvus.

- Environ deux tiers des districts disposaient d'agents de probation et de protection sociale ayant reçu une formation en cours d'emploi sur les lois applicables et les responsables, le programme national de protection de l'enfance et la gestion des cas de VAE. Cependant, moins de la moitié des agents de développement communautaire avaient reçu une formation similaire et il manquait en moyenne sept agents de développement communautaire par district.
- Les professionnels des secteurs de l'éducation, de la santé et du travail social reçoivent une formation et des directives gouvernementales pour interagir avec les victimes d'abus et d'exploitation sexuels des enfants (EIU, 2019). Il s'agit notamment des unités de protection de l'enfance et de la famille (CFPU) au sein des forces de police et de l'équipe spéciale sur la traite des personnes, des inspecteurs du travail, des agents de probation et de protection sociale, et des agents de développement communautaire. Les OSC ont fourni des formations, du matériel d'information et des équipements tels que des ordinateurs et des cabines d'entreposage aux CFPU, et ont renforcé le réseau de référencement entre les prestataires de services gouvernementaux et non gouvernementaux.⁹⁴ En contrepartie, toutefois, le département de la jeunesse et de l'enfance du ministère du Genre n'avait pas de budget pour la formation du personnel de 2015 à 2018.

Cameroun

- Le Cameroun jouit d'une longue et solide tradition de formation des

travailleurs sociaux,⁹⁵ tant dans les institutions publiques que privées. Les étudiants de l'école nationale d'administration et de l'école de la magistrature ont leurs salaires payés par l'État, tandis que ceux qui étudient dans des établissements privés doivent passer un examen d'État pour entrer dans la fonction publique.⁹⁶

Cependant, l'École nationale des Affaires sociales (ENAAAS) n'a pas inscrit de nouveaux étudiants depuis 2006, dans l'attente de la mise en œuvre du décret de 2006 portant création, organisation et fonctionnement de l'Institut national du travail social.⁹⁷

- L'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM) forme régulièrement des administrateurs du service social, mais ils sont peu nombreux et sont rarement affectés aux services gouvernementaux chargés de la protection de l'enfance. Les personnes interrogées lors d'une évaluation réalisée en 2014 ont exprimé un désir commun de formation complémentaire, et la plupart ont demandé que la prise en charge psychosociale, la protection des droits des personnes vulnérables, l'insertion et la réinsertion économique, le montage de projets et les technologies de l'information soient inclus dans le cursus.
- Parmi les évolutions notables, citons la campagne menée par l'UNICEF en 2014 pour que les écoles de police, de gendarmerie et de magistrature du Cameroun intègrent des modules d'enseignement sur les droits de l'enfant. L'année précédente, une formation sur la protection juridique internationale, nationale et régionale des enfants a été dispensée par des OSC à 150 fonctionnaires du ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille. Au cours de la dernière décennie, des sessions de formation ont été organisées pour les juges, la police et les travailleurs sociaux, ce qui a progressivement permis aux professionnels de devenir plus compétents dans le traitement des questions relatives à la protection de l'enfance.⁹⁸

Malawi

- Chaque district compte en moyenne quatre agents de protection de l'enfance dont le mandat est large et couvre notamment la protection de l'enfance, les relations familiales, les transferts d'espèces et le handicap.⁹⁹ L'UNICEF a intégré des spécialistes de la protection de l'enfance pour soutenir l'intégration de la protection de l'enfance dans les secteurs de la police, de l'éducation et de la santé. La protection de l'enfance a été incluse dans la formation préalable de la police, qui intègre désormais les normes politiques internationales et les instruments de protection de l'enfance dans le programme général de formation de six mois de la police.
- La police du Malawi a également publié une politique et des procédures de protection de l'enfance afin de rationaliser les pratiques policières en matière de VAE, et chaque unité de police dispose d'une personne de liaison pour la protection de l'enfance. Cependant, peu d'officiers aux niveaux inférieurs de la police ont suivi une formation en cours d'emploi sur la protection de l'enfance et il existe des lacunes en matière de compétences en gestion des données.

3.5 Information, suivi et évaluation

Les données et les informations relatives à la VAE sont importantes pour la formulation de plans et de politiques, le plaidoyer, et le suivi et l'évaluation. Les informations provenant de sources administratives telles que les dossiers, et de la recherche primaire, comprennent la prévalence, la prestation de services et l'environnement politique, social et économique pour la prévention et l'intervention.

Les données des enquêtes démographiques

Les enquêtes de population standardisées les plus courantes en Afrique sont l'enquête démographique et de santé (EDS) et l'enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS). Huit des dix pays étudiés ont mené au moins une EDS entre 2010 et 2018 (tableau 34), et cinq ont mené au moins une MICS entre 2010 et 2020 (bien que seuls quatre rapports complets – Tchad, 2010 ; Malawi, 2013-14 ; Nigeria, 2016-17 et Soudan, 2010 - soient disponibles).

Les enquêtes nationales sur la violence à l'encontre des enfants (NVACS)

TABLEAU 34 : Type d'enquête démographique sur la violence à l'encontre des enfants menée dans chaque pays, 2010-2020

Pays	Enquête démographique et de santé standard	Enquête par grappes à indicateurs multiples	Enquête sur la violence à l'encontre des enfants	Enquête mondiale sur la santé des élèves en milieu scolaire
Burkina Faso	2010	2006	-	-
Cameroun	2018	2006; 2014	-	-
Tchad	2014-15	2010; 2019	-	-
Égypte	2014	2014	-	-
Malawi	2015-16	2013-14; 2019-20	2013	2009
Maurice	-	-	-	-
Namibie	2013	-	-	2013
Nigeria	2018	2016-17	2014	2004
Soudan	1989-90	2010; 2014	-	-
Ouganda	2016	-	2015	2003

Note : les tirets indiquent qu'aucune étude n'a été menée.

menées dans le cadre du partenariat « Ensemble pour les filles » constituent un développement majeur de la dernière décennie. Premières du genre dans la plupart des pays africains, les conclusions des NVACS fournissent une base de référence représentative au niveau national sur la prévalence et l'impact de la violence physique, des abus sexuels, de l'exploitation sexuelle et de la violence émotionnelle. Les enquêtes portent sur les auteurs de ces violences, le comportement des survivants en matière de recherche de services et l'impact de la VAE sur la santé. Les rapports NVACS ont été publiés dans trois des dix pays étudiés (Malawi, 2013 ; Nigeria, 2014, et Ouganda, 2015). Neuf autres pays africains^{100,101} ont publié des rapports d'enquête complets – Botswana (2019), Côte d'Ivoire (2020), Eswatini (anciennement Swaziland, 2007), Kenya (2012, 2020), Lesotho (2020), Rwanda (2018), Tanzanie (2011), Zambie (2018) et Zimbabwe (2013, 2019). Nos entretiens au Malawi, au Nigeria et en Ouganda ont indiqué que l'enquête NVAC a souscrit à des programmes basés sur des données probantes.

Les données administratives

Les données administratives comprennent les données gérées par la police, les bureaux d'aide sociale et les lignes d'assistance téléphonique pour enfants. Certains pays ont mis en place des systèmes d'information de gestion renforcés par les TIC afin d'améliorer les pratiques de gestion des données et des informations administratives. Le Malawi, par exemple, dispose d'un système de gestion de l'information sur la protection de l'enfance (CPIMS), le seul de ce type en Afrique, qui se concentre spécifiquement sur les informations relatives à la gestion des cas de protection de l'enfance dans le but de consolider et de communiquer les données de tout le pays.

Nous avons constaté que les données relatives aux services et aux programmes – bien qu'elles soient souvent utilisées pour rendre compte de l'emploi des ressources – sont rarement consolidées pour fournir une perspective nationale, en raison de problèmes tels que la coordination inter-agences, l'incohérence

des indicateurs et des codes pénaux, et le comptage multiple des cas. Il existe des données sur le nombre de personnes ou d'institutions servies ou atteintes, mais pas sur la couverture des services (pourcentages et ratios basés sur des estimations de la population cible). Des systèmes de gestion de l'information inadaptés, tels que ceux utilisés par de nombreuses forces de police, ont un impact sur la précision, la fiabilité et l'exactitude des données – un fait reconnu au Malawi où la police a identifié des lacunes en matière de technologie et de compétences relatives à la gestion des données.

La bureaucratie et une technologie inadéquate peuvent également entraver le flux d'informations des bases de données de la police vers d'autres utilisateurs. En Ouganda et au Malawi, par exemple, les ministères n'ont aucun moyen direct d'accéder aux données des lignes d'assistance téléphonique en raison de contraintes technologiques. Les données sur les abus et la violence doivent être « nettoyées » pour protéger la confidentialité et l'anonymat avant d'être rendues publiquement accessibles. Les analyses qui utilisent des mesures statistiques telles que les ratios sont rares.

Égypte

- L'Observatoire national des droits de l'enfant de l'Égypte (ENCRO) est chargé de collecter et de communiquer des données sur les droits de l'enfant. L'ENCRO est une initiative conjointe du Centre d'information et d'aide à la décision (IDSC) du Cabinet, du NCCM et de l'UNICEF, qui mène des recherches et publie des rapports scientifiques. Le NCCM utilise ces rapports pour suivre et évaluer les efforts menés en matière de protection des droits de l'enfant en Égypte, tandis que les décideurs politiques les utilisent pour élaborer de nouvelles stratégies visant à renforcer la protection des droits de l'enfant.
- L'Institut national des statistiques mène régulièrement des enquêtes et des recensements qui portent sur l'enregistrement des naissances et les attitudes à l'égard de la violence

domestique, mais le personnel chargé de cette tâche a tendance à être mal formé aux techniques de collecte et de traitement des données.

- Les données administratives sur la prestation de services sont collectées au niveau des villages et des districts par les centres sociaux et les services pour les femmes et les familles. Ces données comprennent le nombre de cas identifiés, signalés, référés et de personnes aidées, le nombre de plaintes, et le nombre d'affaires ayant abouti à une action en justice.
- Des réunions de divisions mensuelles et des réunions régionales trimestrielles permettent de s'assurer que les statistiques sont partagées, évaluées et utilisées pour informer la politique au niveau national. Les réunions traitent également des défis et des contraintes, et déterminent les plans d'action multisectoriels appropriés pour consolidation et validation lors du comité interministériel.

Malawi

- Le CPIMS saisit les données de gestion des cas de dix districts, bien que les agents des services sociaux des 28 districts aient été formés à l'utilisation du système. Selon les experts de la protection de l'enfance, le système est limité par l'absence de couverture nationale et une fonctionnalité médiocre, et souffre du fait que diverses sources de données quantitatives et qualitatives ne sont pas encore totalement alignées sur des définitions de données et des méthodes d'analyse similaires. Les tentatives de numérisation du système ont échoué en raison d'une couverture Internet et d'une expertise technique limitées, tandis que l'absence d'un identifiant unique pour chaque enfant ou chaque cas augmente le risque de double comptage et rend difficile le ciblage du soutien à un enfant individuel.¹⁰² Pour surmonter certains de ces problèmes, le gouvernement a étudié une version hors ligne permettant de télécharger des données lorsque des connexions sont disponibles. Des téléphones portables ont également été utilisés

avec le logiciel Data Winners123 pour collecter des données sur les victimes auprès de la police dans 34 commissariats jusqu'à présent.¹⁰³

- Malgré ces contretemps, des plateformes de technologies de l'information et de la communication qui permettent la communication mobile de données concernant les cas en vue d'une agrégation au niveau national ont été mises en place par la police dans l'ensemble des 28 districts, dans 28 tribunaux pour enfants et dans les centres communautaires d'aide aux victimes dans 16 districts. L'espoir est de pouvoir à l'avenir les intégrer au CPIMS.¹⁰⁴

3.6 Stabilité politique et sociale

Même lorsque les institutions possèdent la capacité interne d'exécuter leurs mandats de protection et d'intervention, l'instabilité politique peut entraver leurs efforts et constituer un terrain fertile pour la multiplication des cas de VAE. Les conflits armés, par exemple, touchent les enfants par le biais du recrutement forcé et de l'enlèvement par des groupes armés, de la détention, de la violence sexuelle, de la violence physique et de l'interruption de la prestation de services. Selon l'ONU, près de 1 500 enfants ont été mutilés en 2019 par les forces armées en République centrafricaine (RCA), en République démocratique du Congo (RDC), au Mali, en Somalie, au Nigeria et au Soudan du Sud – même s'il s'agit probablement d'une importante sous-estimation.¹⁰⁵

Les violences sexuelles prospèrent dans les zones de conflit. En 2016, un tiers de tous les cas de violence sexuelle à l'encontre d'enfants en Afrique se sont produits en Somalie, tandis qu'en 2007-2008, la RDC a représenté un pourcentage stupéfiant de 72 % des incidents de violence sexuelle signalés. Des études montrent que presque tous les participants à un conflit, y compris les forces armées étatiques, les groupes armés non étatiques et même les forces multinationales de maintien de la paix, ont commis des violences sexuelles.¹⁰⁶ Les enfants séparés de leur famille en raison d'un conflit sont particulièrement

vulnérables à l'exploitation, au recrutement et aux violences sexuelles.¹⁰⁷ La capacité des institutions gouvernementales à réagir à la VAE ou à fournir d'autres services est fortement compromise dans ces situations, car elles peuvent ne pas avoir le contrôle suffisant sur certaines parties du pays. Les contestations politiques, la faible gouvernance, la mauvaise prestation de services et les défis économiques ont donné lieu à des protestations sporadiques dans les dix pays étudiés, avec des degrés de violence variables.¹⁰⁸ L'Égypte, le Malawi, Maurice, la Namibie et l'Ouganda ont connu une situation généralement pacifique, avec un risque minime de conflit armé interne ou transfrontalier. Les autres pays endurent toutefois des conflits armés en cours qui ont des répercussions négatives sur la prévention et la lutte contre la VAE.

Les conflits et l'instabilité politique dans les pays étudiés exposent les enfants au recrutement et à l'utilisation dans les conflits armés, aux meurtres et aux mutilations, aux viols et aux violences sexuelles, aux attaques contre les écoles et les hôpitaux, aux enlèvements et au refus de l'aide humanitaire. Au Nigéria, par exemple, Boko Haram a forcé des enfants – en grande

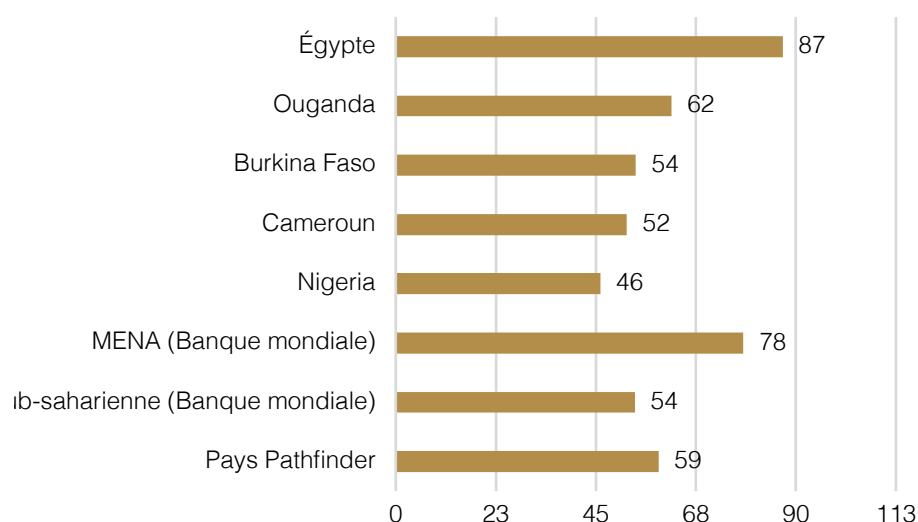
majorité des filles – à mener des attaques suicides qui ont fait la moitié des victimes confirmées parmi les enfants dans le pays en 2017.¹⁰⁹ Le groupe a également enlevé plus de 1000 enfants depuis 2013.¹¹⁰

3.7 Sécurité publique

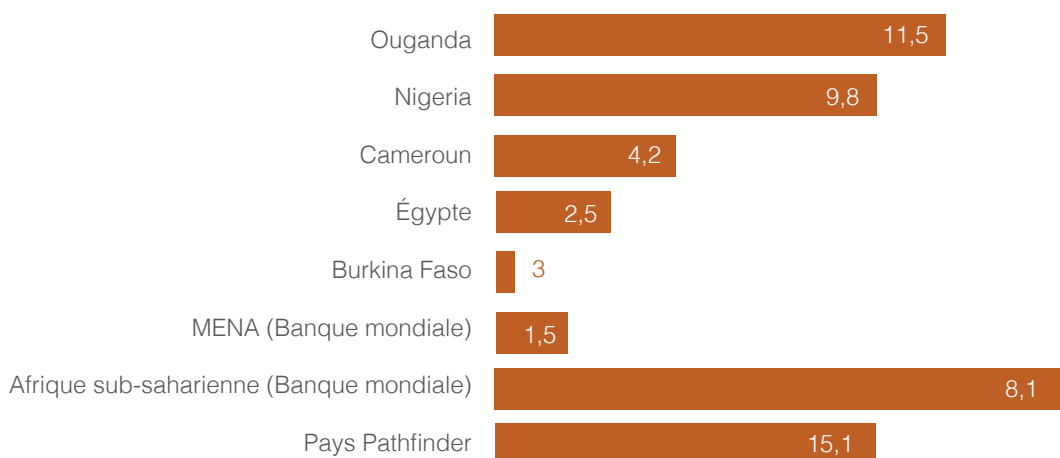
Le taux de criminalité global d'un pays est un bon indicateur de la VAE. Dans quatre des cinq pays étudiés disposant de données, plus de la moitié des personnes interrogées ont déclaré se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit dans la ville ou le quartier où elles vivent. Comme le montre la figure 4, c'est en Égypte que le pourcentage de personnes interrogées se sentant en sécurité est le plus élevé (87,0 %), tandis que celui du Nigéria est le plus faible (46,0 %).

Les taux d'homicides (figure 5) étaient généralement faibles, sauf au Nigéria et en Ouganda, où le taux élevé d'homicides est en contradiction avec le sentiment dominant d'être en sécurité, tel que présenté dans la figure 4. Le taux d'homicide au Nigéria était significativement plus élevé que celui de son homologue ouest-africain, le Burkina Faso.

FIGURE 4 : Pourcentage de personnes interrogées se sentant en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit dans la ville ou le quartier où elles vivent



Source : The Economist Intelligence Unit (2020). *Out of the Shadows: Shining Light on the Response to Child Sexual Abuse and Exploitation. A 60-country benchmarking index.*

FIGURE 5 : Taux d'homicide (pour 1 000 habitants)

Source : The Economist Intelligence Unit (2020). *Out of the Shadows: Shining Light on the Response to Child Sexual Abuse and Exploitation. A 60-country benchmarking index.*

3.8 Normes et valeurs sociales

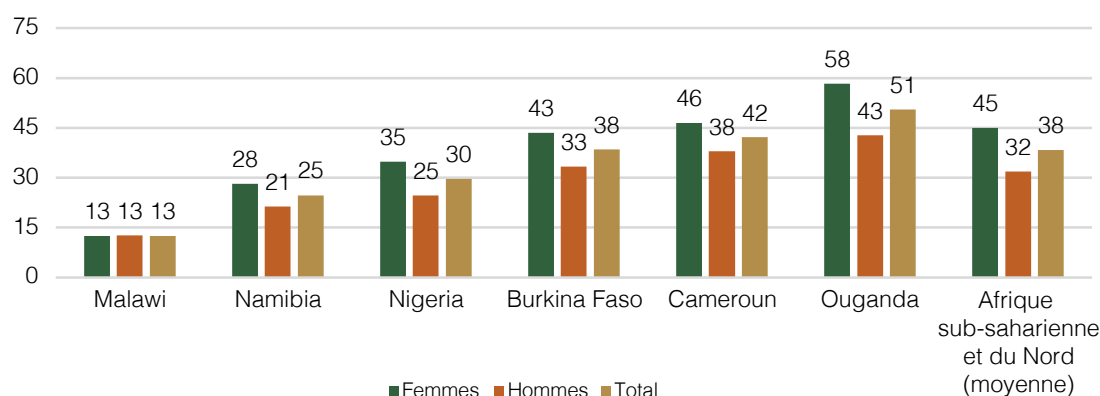
La tolérance culturelle à l'égard de la violence est un obstacle majeur à la prévention et à la lutte contre la VAE. Il est prouvé que les normes et les valeurs culturelles déterminent ce qui constitue la violence, ce qui est considéré comme une violence acceptable, et qui est violent envers qui. La tolérance culturelle à l'égard de la violence, qu'elle soit considérée comme une manière acceptée de résoudre les conflits ou comme un élément normal de l'éducation des enfants, est un facteur de risque pour tous les types de violence interpersonnelle.¹¹¹

Des études telles que les EDS ont utilisé les « coups portés aux femmes » comme mesure indirecte des normes sociales en matière de violence à l'encontre des femmes, tandis que les MICS ont utilisé la « discipline violente » pour évaluer les normes sociales en matière de VAE. Une analyse des EDS de 49 pays menée entre 2005 et 2017 a révélé une acceptation significative de la violence domestique, qui a été mesurée comme la justification de la « violence faite aux femmes » dans au moins un cinquième des situations.¹¹² Sur les 32 pays couverts en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord, quatre des pays de la

présente étude (Égypte, Maurice, Soudan et Tchad) n'étaient pas inclus. Les résultats des six autres pays sont présentés dans la figure 6.

Parmi les personnes âgées de 15 à 49 ans, la justification de la violence domestique était la plus élevée en Ouganda (51 %). Le Cameroun et le Burkina Faso suivaient avec environ 40 %, le Malawi étant le pays le moins tolérant à l'égard de la violence domestique avec 13 %. Au sein des régions, la violence domestique était plus justifiée en Namibie qu'au Malawi (Afrique australe), tandis qu'en Afrique de l'Ouest, au Burkina Faso, le nombre de répondants qui justifiaient la violence domestique était plus élevé qu'au Nigeria. Il est peut-être surprenant de constater qu'à l'exception du Malawi, les femmes ont eu tendance à justifier le recours à la violence domestique un peu plus que les hommes.

Chaque société a des pratiques différentes en matière d'éducation des enfants, en fonction de la culture, des croyances et des attitudes envers la discipline des enfants.¹¹³ Les parents africains ont tendance à soutenir la « discipline violente » comme étant une partie normale de l'éducation d'un enfant.¹¹⁴ Au Nigeria, environ six personnes interrogées sur dix, et la moitié de celles interrogées en

FIGURE 6 : Pourcentage de personnes interrogées ayant justifié la violence domestique dans au moins une des cinq situations, par sexe

Source : Sardinha and Catalán (2018). Attitudes towards domestic violence in 49 low- and middle-income countries: A gendered analysis of prevalence and country-level correlates

Ouganda, considèrent que les châtiments corporels sont nécessaires pour élever ou éduquer les enfants (tableau 35). Les femmes et les hommes interrogés dans chaque pays partagent la même opinion, bien qu'il y ait des différences mineures au sein des régions : une proportion légèrement plus élevée de répondants au Cameroun justifie les châtiments corporels que leurs homologues au Tchad.

La tolérance sociétale à l'égard de la violence compromet le signalement et la lutte contre la VAE. D'une part, les victimes

et la communauté au sens large peuvent considérer que la violence est justifiable et ne doit donc pas être signalée aux autorités. D'autre part, les agents chargés de l'application de la loi peuvent fermer les yeux sur la violence « acceptable ». Outre la « discipline violente », la violence sexuelle, le mariage des enfants, le travail des enfants et la violence psychologique sont autant de formes de VAE qui peuvent être exacerbées par des normes sociales et culturelles négatives. Dans ces contextes, s'attaquer à la violence à l'encontre des enfants dans exige

TABEAU 35 : Pourcentage d'adultes qui pensent que les châtiments corporels sont nécessaires pour élever ou éduquer les enfants

Pays	Année de l'enquête	Pourcentage de personnes interrogées qui justifient les punitions physiques infligées aux enfants		
		Femmes	Hommes	Total
Nigeria	2016	62,3	62,3	62,3
Ouganda	2015	50,3	49,4	49,8
Cameroun	2014	44,2	43,7	44
Tchad	2015	39,2	37,9	38,5
Soudan	2014	28,9	33,1	29,7
Égypte	2014	-	-	23,1
Malawi	2014	6,1	4,2	5,5

Source : UNICEF, https://data.unicef.org/resources/data_explorer
 Note : les tirets indiquent l'absence de données disponibles

d'influencer les normes et les valeurs qui tolèrent la violence.

3.9 Conclusion

Presque tous les pays de notre étude ont ratifié au moins neuf des 14 instruments juridiques internationaux et régionaux pertinents identifiés dans cette évaluation. Tous ont pris des mesures pour transposer ces instruments dans leur système juridique, fournissant ainsi un cadre normatif et juridique solide pour protéger les enfants contre la violence. La plupart ont également harmonisé leurs lois et politiques nationales avec les cadres juridiques internationaux et régionaux, en fixant un âge minimum pour le mariage et le consentement aux relations sexuelles, un âge minimum d'admission à l'emploi, un âge minimum pour le recrutement dans les forces armées et l'engagement dans les hostilités, et un âge minimum pour la responsabilité pénale. Les lois nationales des pays étudiés protègent également les enfants contre la violence et l'exploitation sexuelles, la négligence, le travail des enfants et la traite des enfants.

Toutefois, des lacunes importantes subsistent. Le Nigeria, par exemple, autorise les châtiments corporels quel que soit le contexte. Le Soudan n'a pas d'âge minimum pour le mariage. Les gouvernements n'ont pas la capacité d'appliquer les lois qui préviennent et protègent les enfants contre la violence. La mauvaise coordination et les chevauchements entre les secteurs concernés entravent les efforts des gouvernements pour s'attaquer à la VAE. La couverture géographique, l'étendue des services et la qualité des services de prévention et d'intervention en matière de violence à l'encontre des enfants sont incohérents, manquent de personnel et sont sous-financés. La plupart des services d'aide aux victimes dépendent des donateurs pour leur financement. Pour parvenir à un continent exempt de VAE, il faut que toutes les parties prenantes, en particulier les gouvernements nationaux, identifient et comblient les lacunes en matière de législation, de mise en œuvre et d'allocation des ressources, et renforcent la capacité des institutions qui fournissent des services en matière de VAE.



CHAPITRE 4 :

L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES ENFANTS

Alors que la Covid-19 s'est répandue dans le monde entier, les mesures prises pour endiguer la pandémie ont malheureusement augmenté les risques de violence physique, sexuelle et émotionnelle et de maltraitance à l'encontre des enfants – mettant à rude épreuve les capacités nationales déjà faibles de lutte contre la VAE. Le présent chapitre analyse l'impact de la Covid-19 sur les individus et les gouvernements alors qu'ils s'efforcent de prévenir et de lutter contre la VAE en Afrique.

4.1 L'ampleur de la pandémie de Covid-19 dans les pays étudiés

Le premier cas africain a été signalé en Égypte le 14 février 2020. Au 24 décembre, un total de 2 570 886 cas avaient été signalés sur le continent, dont 60 882 mortels (tableau 36). Au cours de cette période, parmi les dix pays étudiés, l'Égypte a enregistré le plus grand nombre de cas (128 000) et de décès (7 209, soit 11,8 % de tous les décès en Afrique). Avec 527 cas, c'est Maurice qui a déclaré le plus petit nombre de cas. Les taux de décès en pourcentage des cas étaient les plus élevés au Tchad (5,7 %) et en Égypte (5,6 %), et les plus faibles en Ouganda (0,7 %) et en Namibie (0,1 %).

En Afrique de l'Ouest, le Nigeria comptait trois fois plus de cas que le Burkina Faso, en Afrique centrale, les cas du Cameroun étaient presque 13 fois plus nombreux que

ceux du Tchad, et en Afrique du Nord, l'Égypte comptait environ cinq fois plus de cas que le Soudan. Les cas en Namibie, en Afrique australe, étaient un peu plus du double de ceux du Malawi, tandis qu'en Afrique de l'Est, l'Ouganda a enregistré plus de 50 fois plus de cas que Maurice.

4.2 Impact de la Covid-19 sur la protection contre la VAE

Bien que les gouvernements des dix pays étudiés ne ventilent pas les données sur l'infection en fonction de l'âge, on pense que relativement moins d'enfants contractent ou meurent de la Covid-19. Cependant, les impacts socio-économiques indirects sur les enfants sont importants. Selon l'UNICEF,¹¹⁵ la Covid-19 pourrait affecter la protection de l'enfance par la réduction des soins parentaux, la perturbation des mécanismes de signalement et d'orientation, l'interruption de la prestation de services, l'augmentation du stress et de la tension, et la perte ou la réduction du revenu des ménages.

Notre évaluation montre que tous les pays étudiés ont signalé une augmentation de la VAE liée aux effets de la Covid-19 et aux mesures de confinement associées. Les mesures de confinement et autres restrictions sont susceptibles d'accroître les tensions au sein du foyer, d'imposer un stress supplémentaire aux personnes qui s'occupent des enfants et d'exacerber l'incertitude économique, les pertes

TABEAU 36 : Nombre de cas et de décès cumulés déclarés à l'OMS au 24 décembre 2020

Pays/Zone	Date du premier cas déclaré	Cas confirmés (cumulatif)	Nombre de décès (cumulatif)	% décès/cas
Burkina Faso	2020/03/09	5 649	77	1,4 %
Cameroun	2020/03/06	25 849	448	1,7 %
Tchad	2020/03/19	1 938	102	5,7 %
Égypte	2020/02/14	128 000	7 209	5,6 %
Malawi	2020/04/02	6 261	187	2,9 %
Maurice	2020/03/21	527	10	1,9 %
Namibie	2020/03/11	19 984	183	0,1 %
Nigeria	2020/03/13	80 922	1 236	1,5 %
Soudan	2020/02/27	23 316	1 468	6,2 %
Ouganda	2020/03/21	32 399	245	0,7 %
Africa	2020/02/14	2 570 886	60 882	2,4 %

Source : <https://Covid19.who.int/region/afro/country/> Les pourcentages de décès sont calculés par les auteurs.

d'emploi, la perturbation des moyens de subsistance et l'isolement social, autant de facteurs susceptibles de déclencher la VAE. Les enfants peuvent également être de plus en plus souvent témoins de violences domestiques à la maison – comme l'a fait remarquer la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes : « Pour trop de femmes et d'enfants, la maison peut être un lieu de peur et de maltraitance. Cette situation s'aggrave considérablement dans les cas d'isolement tels que les confinements imposés pendant la pandémie de Covid-19 ».

Une suggestion qui nécessite une enquête plus approfondie est que davantage d'enfants ont subi des violences lorsqu'ils étaient enfermés avec les personnes qui s'en occupent à la maison que lorsqu'ils étaient avec les enseignants à l'école. Une OSC interrogée au Malawi a estimé que les gouvernements africains doivent considérer l'augmentation des taux d'atteintes sexuelles et de grossesse chez les adolescentes comme une crise plus grave que la pandémie elle-même.

Le Fonds monétaire international (FMI) estime qu'en 2020, l'activité économique en Afrique subsaharienne aura reculé de 3 % – soit près de 7 points de pourcentage de moins que les prévisions du FMI 12 mois plus tôt¹¹⁶ – ce qui représente une baisse

de 5,3 % du revenu réel par habitant par rapport aux niveaux de 2013. L'OIT estime que la pandémie pourrait se traduire par la perte de 5 à 25 millions d'emplois,¹¹⁷ et la perte ou la réduction des revenus pourrait bien entraîner une augmentation du travail des enfants pour combler les déficits du budget des ménages. Davantage d'enfants pourraient être exposés à des formes de travail dangereuses ou relevant de l'exploitation, tandis que les déséquilibres entre les sexes s'aggraveront si de plus en plus aux filles doivent s'occuper des tâches et des corvées domestiques. Le chômage et l'incertitude économique peuvent conduire certaines familles à marier leurs enfants tôt, et l'on sait que la pauvreté accrue pousse les filles à se prostituer.¹¹⁸

Des études ont montré que les adolescentes non scolarisées sont deux fois plus susceptibles de tomber enceintes que celles qui sont scolarisées.¹¹⁹ La fermeture d'écoles, de structures d'accueil pour les enfants et d'espaces sûrs pour les écolières peut augmenter les mariages arrangés d'enfants¹²⁰ et les MGF. L'UNFPA prévoit que la perturbation des efforts de lutte contre les MGF fera reculer d'un tiers les progrès réalisés pour mettre fin à cette pratique d'ici 2030.¹²¹ Les plates-formes d'éducation numérique pourraient entraîner un risque accru d'exploitation sexuelle en ligne. La plupart des personnes interrogées dans les pays étudiés ont indiqué que ces

FIGURE 7 : Pourcentage de pays ayant signalé toute perturbation dans les services liés à la violence à l'encontre des enfants, par type de service

Source : United Nations Children's Fund, *Protecting Children from Violence in the Time of Covid-19: Disruptions in prevention and response services*, UNICEF, New York, 2020.

formes de VAE ont augmenté pendant la pandémie de Covid-19.

Les confinements et les restrictions de voyage ont également eu un impact sur les services vitaux de VAE et ont coupé le contact avec les réseaux de soutien informels. Par exemple, la fermeture de services « non essentiels » menace d'entraver l'accès à l'enregistrement des naissances pour de nombreuses familles, et nous avons constaté que la plupart des prestataires de services ont fermé ou réduit leurs activités au plus fort du confinement. Certains employés de première ligne se sont tournés vers le travail à domicile ou en ligne, ce qui s'est avéré inévitablement moins efficace, tandis que d'autres n'avaient pas d'équipement de protection individuelle (EPI) pour fournir des services vitaux sur le terrain. La fermeture des tribunaux et la suspension des procès et des procédures ont pu entraîner le maintien en détention d'enfants qui auraient pu être libérés ou placés dans des alternatives non privatives de liberté. En Ouganda, le service national d'assistance téléphonique aux enfants a été temporairement fermé pendant deux semaines,¹²² et une enquête de l'UNICEF sur les services de prévention et d'intervention auprès des enfants pendant la pandémie a révélé que 66 % des pays du monde entier ont signalé la perturbation d'au moins un service lié à la VAE.

Un autre impact important a été le manque d'accès aux services de santé mentale

et d'appui psychosocial. Les pays ayant concentré leurs ressources médicales sur l'élimination de la Covid-19, moins de services étaient disponibles pour les soins vitaux et le soutien aux survivants de la VBG, tels que la prise en charge clinique du viol, la santé mentale et le soutien psychosocial.¹²³ L'aspect positif est que certaines organisations, comme la Transcultural Psychosocial Organization (TPO) en Ouganda, ont reçu davantage de fonds pour renforcer leurs capacités et fournir des services de santé mentale et d'appui psychosocial, dont la demande a augmenté pendant la pandémie.

4.3 Adaptation de la prévention et de la lutte contre la VAE pendant la pandémie

De nombreux pays ont introduit des mesures visant à atténuer l'impact de la pandémie sur la prévention et la lutte contre la VAE, et les prestataires de services d'aide sociale tels que les agents de la protection sociale et les OSC ont été progressivement intégrés dans les groupes de travail gouvernementaux sur la Covid-19. Bien qu'initialement ignoré, un avantage indirect a été la reconnaissance accrue du travail social comme un service essentiel lors de telles crises. En Namibie, par exemple, le groupe de travail

gouvernemental sur la Covid-19 comprend une unité de soutien psychosocial, et en Ouganda, le ministère du Genre a collaboré avec le ministère des Collectivités locales pour s'assurer que les agents de probation et d'aide sociale des districts soient finalement intégrés aux groupes de travail des districts.

Les services et programmes de lutte contre la VAE ont été révisés et réalignés au fur et à mesure de la progression de la pandémie – en Ouganda, par exemple, les ministères et institutions chargés des

affaires sociales ont élaboré des plans de riposte à la Covid-19, et de nouvelles directives sur la prestation de services ainsi que de nouvelles procédures opérationnelles normalisées (PON) ont été élaborées par les prestataires de services du gouvernement et des OSC. Des EPI ont été fournis au personnel et aux membres des communautés, tandis que l'information et l'éducation ont été diffusées en ligne, à la radio, via les systèmes de sonorisation publics et par l'intermédiaire de volontaires au niveau communautaire.

Comment les lignes nationales d'assistance téléphonique pour enfants se sont adaptées à la pandémie de Covid-19

Égypte

Le service national d'assistance téléphonique pour les enfants, géré par le NCCM, a reçu des kits d'hygiène et des ordinateurs portables pour soutenir les opérations à distance. Une formation à la gestion des cas à distance et aux premiers soins psychologiques a été dispensée aux agents et conseillers de la ligne d'assistance aux enfants, ainsi qu'aux travailleurs sociaux et conseillers de diverses OSC. Ces mesures ont permis de maintenir les services de protection de l'enfance, y compris ceux concernant la violence familiale. Les unités de gestion des cas au sein du ministère de la Solidarité sociale peuvent désormais fournir un soutien à distance par téléphone pour les cas de protection de l'enfance, assurant ainsi la continuité des services spécialisés fournis par les partenaires de mise en œuvre

Ouganda

Le projet Coordinating Comprehensive Care for Children (4Children) – financé par l'USAID et le Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR) – a reconnu qu'une action urgente était nécessaire et a travaillé avec ses partenaires pour rouvrir le service d'assistance téléphonique. 4Children a payé des données mobiles supplémentaires et des équipements essentiels, tels que des désinfectants et des thermomètres infrarouges, qui ont permis aux agents de probation et de la protection sociale de première ligne de travailler à distance pendant le confinement. Dans le cadre de ses procédures opérationnelles normalisées durant la pandémie, le service d'assistance téléphonique pour enfants a réduit le nombre d'employés en service de 56 à 22, et les heures de fonctionnement de 24 à 12 heures pendant la journée.

4.4 Conclusion

Les confinements et les restrictions ont entraîné une augmentation des incidents liés à la VAE et une perturbation des services existants. Le confinement est susceptible d'accroître les tensions au sein du foyer, d'imposer un stress supplémentaire aux aidants, de créer une incertitude économique, des pertes d'emploi ou une

perturbation des moyens de subsistance, ainsi qu'un isolement social – autant de facteurs qui peuvent déclencher ou exacerber la VAE. En fonction de leurs capacités, les gouvernements ont réagi en adaptant les services de protection de l'enfance, les services familiaux et psychosociaux, et en utilisant les lignes d'assistance téléphonique et les comités de protection de l'enfance pour atteindre les enfants.

CHAPITRE 5 :

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le présent chapitre résume les conclusions principales et fournit des recommandations pour renforcer la capacité nationale de lutte contre la VAE. Des recommandations spécifiques à chaque pays sont également fournies.

5.1 Résumé des conclusions principales

Stabilité politique et sociale

L'environnement politique dans les dix pays étudiés varie largement, et va de pacifique à instable. L'Égypte, le Malawi, Maurice, la Namibie et l'Ouganda étaient généralement pacifiques, avec un risque minimal de conflit armé interne ou transfrontalier. Cependant, le Burkina Faso, le Cameroun, le Tchad, le Nigeria et le Soudan étaient impliqués dans des conflits armés qui non seulement exposent les enfants à diverses formes de violence - y compris l'enlèvement et le recrutement dans des groupes armés, ainsi que la violence physique et sexuelle - mais qui perturbent également la prestation des services de prévention et de lutte contre la VAE. Les contestations politiques, la faible gouvernance, la mauvaise qualité des services fournis et les défis économiques ont donné lieu à des protestations sporadiques dans les dix pays étudiés. Les environnements politiques et sociaux instables augmentent la probabilité de crime et de violence, et perturbent la prestation de services généraux.

Normes et valeurs sociales

Dans les dix pays, une proportion importante de la population tient en très haute estime des normes et des valeurs sociales qui soutiennent le recours à la violence pour la résolution des conflits et la discipline. La mise en œuvre des lois et des politiques visant à réduire la VAE est entravée car la violence semble acceptable tant pour les victimes que pour les auteurs. Les mutilations génitales féminines, le mariage des enfants et les châtiments corporels sont illégaux dans de nombreux pays, mais se poursuivent en raison des attitudes culturelles ou religieuses de certaines communautés. Bien que la plupart des pays dans lesquels les mutilations génitales féminines sont pratiquées aient un taux d'enregistrement des naissances élevé, la lutte contre les pratiques culturellement ancrées reste difficile dans les pays où le taux d'enregistrement des naissances est faible, comme le Tchad, l'Ouganda et le Nigeria.

Cadres juridiques pour protéger les enfants de la violence

Nous avons constaté que les cadres juridiques des dix pays étudiés soutenaient largement la prévention et la lutte contre la violence à l'encontre des enfants. Leurs gouvernements ont ratifié la plupart des instruments internationaux et continentaux, élaboré des lois nationales complètes sur l'enfance ou la protection de l'enfance, et promulgué des lois interdisant diverses formes de VAE. Cependant, la plupart des États africains n'ont pas encore ratifié

le Protocole de Palerme sur la traite des personnes ou le Protocole facultatif à la CDE établissant une procédure de présentation de communications. En outre, certains pays ne disposent pas de lois nationales qui interdisent de manière explicite, complète ou harmonieuse les châtiments corporels, le mariage des enfants, les MGF, le travail des enfants et certains actes de traite et d'exploitation sexuelle. Dans la plupart des pays, l'âge minimum de la responsabilité pénale est inférieur aux critères internationaux, et dans certains, la définition de l'enfant est fixée en dessous de la norme internationale. Le Burkina Faso, le Tchad et le Cameroun n'ont pas encore adopté de loi complète sur les enfants, et si le Nigeria a bien adopté une loi complète sur les droits de l'enfant en 2003, elle n'est pas encore entrée en vigueur dans 10 des 36 États fédéraux du pays. Dans l'ensemble, l'application de la loi restait faible, même lorsque le cadre juridique lui-même est solide.

Programmes et services destinés à lutter contre la VAE

Quatre des dix pays – le Burkina Faso, l'Égypte, la Namibie et l'Ouganda – disposent d'un plan, d'une stratégie ou d'une politique nationale pour les enfants, ou d'un plan spécifique pour la protection des enfants ou pour mettre fin à la VAE. Le Nigeria a rédigé une action prioritaire nationale pour mettre fin à la VAE. Les autres pays ont des plans thématiques pour différentes problématiques liées à la VAE, telles que le travail des enfants, la traite des enfants et le mariage des enfants, ou bien ils intègrent les questions liées à la VAE dans les plans d'investissement pour le développement des secteurs ou des ministères concernés.

Chaque pays dispose de mécanismes de coordination nationaux et sous-nationaux, souvent dirigés par une agence de protection sociale, pour coordonner à la fois l'approche générale en matière de VAE et les domaines thématiques spécifiques tels que le travail des enfants, l'exploitation sexuelle à des fins commerciale, le mariage des enfants et la traite des enfants. Nous avons constaté que certains pays, comme le Cameroun et l'Égypte, disposent de

plusieurs structures de coordination de lutte contre la VAE sans séparation claire des rôles. Malgré la gamme de services offerts par les agences gouvernementales et les OSC, il reste encore beaucoup à faire pour s'attaquer aux causes profondes de la violence telles que les normes sociales, la pauvreté et la vulnérabilité. Les enquêtes et les rapports d'incidents montrent que la violence à l'encontre des enfants reste une réalité.

Ressources financières

Les gouvernements des pays étudiés ont alloué certaines ressources aux institutions chargées de la lutte contre la VAE, principalement pour couvrir les salaires du personnel, les frais de fonctionnement et les coûts des services publics, tant au niveau national qu'infranational. Cependant, les ressources financières limitées allouées à la protection sociale (par rapport à d'autres secteurs et institutions du secteur social) ont compromis la capacité des organismes de prévention et d'intervention en matière de VAE à remplir correctement leur mandat. Les structures infranationales étaient encore plus privées de fonds que les institutions du gouvernement central. Les OSC étaient relativement mieux dotées en ressources, et ont donc pu pallier certaines des carences de l'État, mais tant les OSC que les agences gouvernementales dépendaient fortement des donateurs pour financer les services relatifs à la VAE.

Ressources humaines

Le personnel des services sociaux et les agents chargés de l'application de la loi dans les pays étudiés ont reçu une formation dispensée par diverses agences gouvernementales et non gouvernementales, mais nous avons trouvé peu d'informations sur la qualité et la portée de ces programmes de formation. Dans les agences chargées de la VAE de la plupart des pays, il y a des pénuries de personnel, des postes vacants non pourvus, des taux de rotation élevés et des lacunes en matière de formation. Les compétences des employés sont généralement faibles – par exemple, les rapports du Département d'État américain sur la traite des êtres humains et le travail des enfants ont fréquemment cité le

manque de compétences d'investigation du personnel chargé de l'application de la loi. Ces problèmes de ressources humaines ont été en partie attribués aux modestes budgets alloués aux institutions qui ont pour mandat de traiter la violence à l'encontre des enfants.

Information, suivi et évaluation

Les dix pays ont produit des informations sur la VAE à partir de sources administratives et d'enquêtes. Les données sur l'enregistrement des naissances, les incidents de violence signalés et l'utilisation des services ont été très utiles pour la redevabilité financière, mais pas pour mesurer les tendances ou évaluer les programmes de VAE. Seul le Malawi a conçu un système robuste pour gérer les données relatives à la protection de l'enfance, mais il est confronté à des problèmes de faible couverture géographique, d'intégration limitée avec d'autres systèmes et de faible taux de pénétration de l'Internet. Les recensements et les enquêtes tels que les NVAC, les EDS et les MICS ont fourni des informations importantes pour mesurer les influences, les impacts et les résultats en général des programmes de VAE mais pas pour les résultats et les réalisations de niveau inférieur. Certains pays comme le Burkina Faso et Maurice n'ont pas mené d'enquêtes récentes représentatives au niveau national, et les enquêtes à petite échelle ont été d'une utilité limitée car elles n'étaient pas conçues ou menées de manière scientifique. Certaines questions relatives à la VAE, telles que la négligence envers les enfants, le travail des enfants et la pornographie infantile, ne sont pas couvertes de manière adéquate par les enquêtes ou les données administratives.

S'adapter à la Covid-19 et aux pandémies futures

Nous avons constaté que les confinements et les restrictions pendant la pandémie ont augmenté le nombre d'incidents en lien avec la VAE et ont perturbé directement ou indirectement la prestation des services liés à la VAE, surtout lorsque les établissements responsables n'étaient pas considérés comme étant des services essentiels.

5.2 Recommandations générales pour les dix pays étudiés

1. **Renforcer la protection juridique des enfants.** Les pays qui ne l'ont pas encore fait doivent ratifier le Protocole de Palerme sur la traite des personnes et le Protocole facultatif à la CDE établissant une procédure de présentation de communications. Les dix pays doivent adopter de nouvelles lois ou modifier la législation existante afin de se conformer pleinement aux instruments internationaux et continentaux qu'ils ont ratifiés. Les gouvernements doivent également harmoniser les lois nationales, notamment les dispositions relatives à la définition de l'enfant, aux âges minimum, aux châtiments corporels, au mariage des enfants, aux mutilations génitales féminines, au travail des enfants, à la traite des enfants et à l'exploitation sexuelle des enfants. L'âge minimum du mariage doit être fixé à 18 ans pour les garçons et les filles, sans aucune condition.
2. **Élaborer et mettre en œuvre des plans d'action nationaux complets sur la VAE.** Les pays qui ne disposent pas d'un plan d'action national complet, multisectoriel et financé par le gouvernement sur la VAE (pas des plans thématiques) doivent en élaborer un et le mettre en œuvre – ce dernier comprenant des objectifs spécifiques, un budget, un plan de suivi et d'évaluation, et un mécanisme de coordination multisectoriel.
3. **Les gouvernements, les OSC et les partenaires au développement doivent élaborer et mettre en œuvre à grande échelle un ensemble multisectoriel amélioré, normalisé et coordonné de mesures de prévention et de riposte.** La prévention primaire doit couvrir le changement des normes sociales, la réduction de la pauvreté et un meilleur accès aux services sociaux essentiels. La prévention secondaire et les services d'intervention doivent inclure une campagne de sensibilisation sur l'interdiction légale de la violence à l'encontre

des enfants, les peines encourues et les mécanismes de réparation disponibles pour les survivants. Les services d'intervention doivent également prévoir la réadaptation et la réintégration économiques, sociales et psychologiques des survivants et des auteurs de violences. Lorsqu'il existe de multiples organismes de coordination, les gouvernements, les OSC et les partenaires au développement doivent discuter et se mettre d'accord sur l'agence qui assumera la direction, et sur la manière de rationaliser et de réduire les structures de coordination conformément à une approche systémique des programmes de lutte contre la VAE.

4. **Augmenter la couverture de l'enregistrement des naissances.** Les gouvernements nationaux doivent développer les services d'enregistrement des naissances, en veillant à ce que l'enregistrement soit accessible, abordable et rapide.
5. **Plaider pour que les gouvernements investissent dans le secteur de la protection sociale.** Compte tenu de la concurrence pour des ressources limitées, les agences et institutions de protection sociale doivent mieux communiquer leur valeur ajoutée dans la lutte contre la pauvreté et les violations des droits de l'homme parmi les groupes défavorisés. Les incidents liés à la VAE doivent être traités comme des urgences médicales, avec un financement et un soutien technique aux OSC afin de fournir un service 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Au fur et à mesure que le financement augmente, le secteur de l'aide sociale devra recruter davantage de personnel qualifié et proposer des formations régulières sur les lois relatives à la VAE, les normes applicables aux services, les codes d'éthique et la prestation de services adaptés aux enfants.
6. **Renforcer la mobilisation des ressources nationales des OSC.** Étant donné la nature non durable et parfois inflexible du financement des donateurs externes, ACPF et les agences d'assistance technique doivent soutenir les programmes de renforcement des capacités pour permettre aux OSC

nationales de mobiliser des ressources locales par le biais de l'entrepreneuriat social et de la collecte de fonds auprès des entreprises.

7. **Formation continue du personnel.** Les gouvernements, les OSC et les partenaires au développement doivent soutenir la formation sur les nouvelles lois, politiques et lignes directrices, les formes émergentes de VAE, la planification du rôle de la main-d'œuvre des services sociaux, la protection des enfants, la stratégie INSPIRE, et les programmes dont la conception est conjointe, basés sur les résultats, les données probantes et l'apprentissage.
8. **Renforcer les systèmes de données administratives.** Les institutions du secteur social, en collaboration avec le bureau national des statistiques, les OSC et les partenaires au développement, doivent renforcer les systèmes de suivi et d'évaluation de la protection de l'enfance en définissant des indicateurs multisectoriels clairs, établir des plans pour intégrer les données intersectorielles et infranationales aux données nationales, et introduire des mesures pour améliorer la qualité et la ventilation des données à toutes les phases, de la collecte à l'utilisation.
9. **Développer un programme de recherche sur la VAE.** En s'appuyant sur l'enquête sur la VAE et les plans d'action relatifs à la VAE, chaque pays doit développer, aligner et consolider ses interventions de recherche afin de garantir des études scientifiquement solides et représentatives. Les questions de l'enquête sur la VAE doivent, dans la mesure du possible, être incluses dans les enquêtes nationales périodiques et les recensements scolaires.
10. S'attaquer aux causes profondes des conflits dans les pays africains touchés en réduisant la pauvreté et les inégalités, et en promouvant la bonne gouvernance, la démocratie, l'état de droit et le respect des droits de l'homme.
11. **Exiger que tous les enfants soient protégés de l'impact des conflits.** La communauté internationale, l'UA,

le CAEDBE et les communautés économiques régionales doivent exiger de toutes les parties aux conflits qu'elles protègent les enfants contre la violence et qu'elles soutiennent des programmes de démobilisation, de réadaptation et de réintégration adaptés au genre pour les enfants survivants des conflits.

12. **S'attaquer aux normes et valeurs sociales.** Les gouvernements, les OSC et les partenaires au développement doivent investir en vue de transformer les attitudes et les croyances sociales qui acceptent la violence sexiste ou les formes violentes de discipline à l'encontre des enfants comme normales, en utilisant des modèles prometteurs et établis tout en renforçant les interventions de sensibilisation existantes.
13. **Renforcer les capacités d'analyse et de planification des risques de pandémie.** Afin d'assurer la continuité des services liés à la VAE, aujourd'hui et lors de futures pandémies, le personnel des services sociaux qui fournit des services d'intervention dans des contextes non humanitaires doit être formé à l'analyse des risques, à la planification, à la préparation, à la continuité des activités et aux procédures opérationnelles normalisées adaptées aux pandémies.
14. **Augmenter le financement et la formation dans le domaine des TIC.** Pendant les confinements, les lignes d'assistance téléphonique et les centres d'appel nationaux pour enfants ont besoin d'équipements informatiques, de compétences renforcées et de formations pour le personnel afin de pouvoir fournir des services à distance – notamment un soutien psychosocial, des informations, de l'éducation et de la communication – pendant cette pandémie et les suivantes.
15. **Les gouvernements doivent désigner les travailleurs sociaux et les services sociaux comme étant essentiels.** Les organisations de protection sociale et les défenseurs des droits sociaux doivent profiter de l'élan donné par la réponse à la Covid-19

pour demander aux gouvernements de désigner les travailleurs sociaux comme essentiels. Les gouvernements doivent également intégrer la prévention et la lutte contre la VAE dans les plans de riposte nationaux pour les crises actuelles et futures.

5.3 Recommandations spécifiques à chaque pays

En plus des recommandations ci-dessus qui s'appliquent aux dix pays étudiés, les gouvernements individuels doivent prendre des mesures dans les domaines suivants :

Burkina Faso

- Ratifier le protocole facultatif à la CDE établissant une procédure de présentation de communications et la convention de l'UA sur la cybersécurité et la protection des données personnelles.
- Élaborer un code de l'enfant complet conforme à la CDE et aux autres instruments internationaux ratifiés par le pays.
- Réformer de toute urgence le code des personnes et de la famille et le code pénal afin de garantir que l'interdiction des mariages précoces et forcés s'applique à toutes les formes de mariage, y compris les mariages religieux et traditionnels.
- L'âge minimum du mariage doit être fixé à 18 ans pour les garçons et les filles. Exiger que tous les mariages soient enregistrés et que les agents de l'État procèdent à des vérifications obligatoires de l'âge des parties concernées. Prévoir des ordonnances de protection et la sécurité des victimes de mariages forcés et précoces.

Cameroun

- Ratifier les protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, l'implication d'enfants dans les conflits armés et l'établissement d'une procédure de présentation de communications.

- Envisager de ratifier la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées et la Convention de l'UA sur la cybersécurité et la protection des données personnelles.
- Agir rapidement pour promulguer le projet de code de protection de l'enfance et réviser l'âge minimum légal d'admission à l'emploi pour le porter à au moins 15 ans, conformément à la convention n° 138 de l'OIT.
- Élaborer et mettre en œuvre un plan d'action national complet et chiffré sur la VAE.

Tchad

- Ratifier le protocole facultatif à la CDE établissant une procédure de présentation de communications et le Protocole de Palerme sur la traite des personnes.
- Ratifier le protocole facultatif de l'UA sur les droits des femmes en Afrique et la Convention de l'UA sur la cybersécurité et la protection des données personnelles.
- Accélérer la promulgation du projet de code de protection de l'enfance et réviser l'âge minimum légal d'admission à l'emploi pour le porter à au moins 15 ans, conformément à la convention n° 138 de l'OIT.
- Réviser les lois qui sont en contradiction avec l'âge minimum du mariage fixé à 18 ans.
- Élaborer et mettre en œuvre un plan d'action national complet et chiffré sur la VAE.

Égypte

- Ratifier le protocole facultatif à la CDE établissant une procédure de présentation de communications et la Convention de l'UA sur la cybersécurité et la protection des données personnelles.
- Réviser les lois nationales de protection de l'enfance afin de garantir que la législation nationale interdise explicitement toutes les formes de violence physique et mentale à l'encontre des enfants dans tous les contextes.
- Consacrer davantage d'efforts à la mise

en œuvre d'activités de prévention de la violence à l'encontre des enfants, notamment la sensibilisation, la communication pour le changement de comportement et les mécanismes de réparation..

- Renforcer le système de gestion des cas de VAE en formant les travailleurs sociaux municipaux à recevoir et à répondre aux cas de violence signalés. Fournir un soutien en matière de suivi aux enfants et aux familles, y compris des mesures pour prévenir la récidive. Transférer les plaintes aux parquets spécialisés dans les questions impliquant des enfants pour des enquêtes rapides et impartiales.

Malawi

- Ratifier le protocole facultatif à la CDE établissant une procédure de présentation de communications, le protocole facultatif de l'UA sur les droits de la femme en Afrique et la convention de l'UA sur la cybersécurité et la protection des données personnelles.
- Revoir l'âge minimum légal d'admission à l'emploi pour le porter à 15 ans au moins, conformément à la convention n° 138 de l'OIT.
- Élaborer et mettre en œuvre un plan d'action national complet et chiffré sur la VAE.

Maurice

- Ratifier le protocole facultatif à la CDE établissant une procédure de présentation de communications, le Protocole de Palerme sur la traite des personnes et le protocole facultatif de l'UA sur les droits des femmes en Afrique.
- Achever l'examen du cadre juridique relatif à l'interdiction, à la prévention et à la lutte contre toutes les formes de VAE, et veiller à l'harmonisation des cadres juridique et réglementaire nationaux avec les instruments internationaux et régionaux ratifiés.
- Élaborer et mettre en œuvre un plan d'action national complet et chiffré sur la VAE.
- Renforcer la coordination à tous les niveaux et clarifier les rôles afin

d'améliorer la prévention et la lutte contre la VAE, en accordant une attention particulière aux régions qui sont actuellement mal desservies.

- Mettre en place un système de collecte de données basé sur des indicateurs spécifiques pour mesurer les progrès réalisés en matière de prestation de services et de réduction de la VAE. Le cas échéant, les données doivent être ventilées par sexe, âge, région et état de vulnérabilité de l'enfant.
- Fournir des ressources financières, humaines et de formation adéquates pour mettre en œuvre le cadre juridique relatif à la protection de l'enfance.
- Les établissements de soins institutionnels pour les survivants de la VAE doivent être développés pour éviter le surpeuplement.
- Élaborer et respecter des normes appropriées de prestation de services afin de garantir la qualité des soins.

Namibie

- Ratifier le protocole facultatif à la CDE établissant une procédure de présentation de communications et le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique.
- Le ministère de l'égalité des sexes et de la protection de l'enfance doit recruter, former et retenir le personnel en nombre et en qualité appropriés afin de mener les interventions relatives à la prévention et à la lutte contre la VAE.
- Renforcer la coordination à tous les niveaux et clarifier les rôles pour améliorer la prévention et la lutte contre la VAE, en accordant une attention particulière aux régions qui sont actuellement mal desservies.
- Assurer des ressources financières et humaines adéquates pour le bureau du médiateur pour les enfants.
- Mettre en place un système de suivi et d'évaluation pour renforcer la collecte de données sur les indicateurs ventilés par sexe, âge, région, pauvreté et handicap.
- Renforcer et systématiser les programmes de formation aux droits de l'homme et à la CDE pour tous les professionnels travaillant avec des enfants, notamment les avocats, les

juges, la police, les chefs traditionnels et religieux, le personnel pénitentiaire et de détention, les enseignants, les travailleurs sociaux et de santé.

- Le ministère de l'égalité des sexes doit collaborer avec d'autres parties prenantes pour se concentrer sur la prévention et l'intervention auprès des victimes de VAE.

Nigeria

- Ratifier le Protocole facultatif à la CDE établissant une procédure de présentation de communications, le Protocole facultatif de l'Union africaine sur les droits de la femme en Afrique et la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles.
- Renforcer les cadres législatifs pour protéger les enfants vulnérables exposés à la violence, aux abus et à l'exploitation.
- Réformer le droit au niveau fédéral et au niveau des États pour s'assurer que la législation est alignée sur les dispositions des conventions internationales ratifiées par la pays.
- Exercer une pression sur les dix États qui n'ont pas encore promulgué la loi sur les droits de l'enfant pour qu'ils le fassent.
- Élaborer et mettre en œuvre un plan d'action national complet et chiffré sur la VAE.
- Renforcer les capacités des prestataires de services en matière de prévention et de lutte contre la VAE dans les domaines de la planification, de la mobilisation des ressources, de la mise en œuvre, de la coordination, du suivi et de l'évaluation.
- Renforcer les systèmes d'enregistrement des naissances afin d'intensifier l'enregistrement des enfants, en mettant l'accent sur les enfants de moins d'un an.

Soudan

- Ratifier le protocole facultatif à la CDE établissant une procédure de présentation de communications, le Protocole de Palerme sur la traite des personnes et la Convention des Nations Unies contre la torture.

- Envisager de ratifier le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique, la Charte africaine de la jeunesse et la Convention sur la cybersécurité et la protection des données personnelles.
- Élaborer et mettre en œuvre un plan d'action national complet et chiffré sur la VAE.

Ouganda

- Ratifier le protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications et le Protocole de Palerme sur la traite des personnes.
- Envisager de ratifier la convention de l'UA sur la cybersécurité et la protection des données personnelles.



NOTES DE BAS DE PAGE

¹ <https://www.who.int/publications/i/item/inspire-seven-strategies-for-ending-violence-against-children>

² *L'Indice de bienveillance envers les enfants (IBE)* : consiste en un cadre statistique et des données quantitatives permettant de suivre et d'évaluer les efforts des gouvernements pour améliorer les droits et le bien-être des enfants. L'IBE est basé sur les trois principes fondamentaux de la CDE et de la CADBE : protection, satisfaction et participation. Souvent appelés les «3P», ils consacrent les obligations des gouvernements envers les enfants telles qu'elles sont définies dans les deux instruments.

³ Les enquêtes NVAC menées dans le cadre du partenariat « Together for Girls » ont fourni des estimations de la prévalence de la violence pour les filles et les garçons mais pas pour l'ensemble (garçons et filles confondus).

⁴ <https://endcorporalpunishment.org/>

⁵ Interagency working group on sexual exploitation of children (2016). Terminology guidelines for the protection of children from sexual exploitation and sexual abuse

⁶ Girls Not Bride, 2019. Child Marriage: A Form of Violence Against Children

⁷ Interagency working group on sexual exploitation of children (2016). Terminology guidelines for the protection of children from sexual exploitation and sexual abuse

⁸ Source

⁹ ACPF (2019). Sexual Exploitation of Children in Africa: A Silent Emergency. African Child Policy Forum (ACPF).

¹⁰ <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/female-genital-mutilation>

¹¹ https://d3n8a8pro7vnmx.cloudfront.net/equalitynow/pages/2280/attachments/original/1587032303/FGM_Global_-_ONLINE_PDF_VERSION_-_07.pdf?1587032303

¹² Interagency working group on sexual exploitation of children (2016). Terminology guidelines for the protection of children from sexual exploitation and sexual abuse

¹³ Ibid

¹⁴ ECPAT International, Global Study on Sexual Exploitation of Children in Travel and Tourism: Regional Report Sub-Saharan Africa, 2016.

¹⁵ ECPAT International, Global Study on Sexual Exploitation of Children in Travel and Tourism: Regional Report Sub-Saharan Africa, 2016.

¹⁶ ECPAT, Global monitoring status: Uganda, 2013

¹⁷ WHO & USAID, Child sexual abuse in sub-Saharan Africa: a review of the literature. East, Central and Southern African Health Community (ECSA), 2011

¹⁸ Les enquêtes NVAC menées dans le cadre du partenariat « Together for Girls » ont fourni des estimations de la prévalence de la violence pour les filles et les garçons mais pas pour l'ensemble.

¹⁹ ACPF (2014). The African Report on Violence Against Children. Addis Ababa: The African Child Policy Forum (ACPF)

²⁰ Ibid

²¹ Raising Voices and Save the Children in Uganda (2005). Violence against Children: The Voices of Ugandan Children and Adults.

²² <https://www.ilo.org/ipec/facts/lang--en/index.htm>

²³ <https://www.ecpat.org.uk/FAQs/what-is-child-trafficking>

²⁴ ACPF, disponible sur : <http://www.africanchildforum.org/en/index.php/en/violenceagainst-children-in-africa.html?quot>.

²⁵ World Health Organization (2009). Violence prevention: the evidence; Changing cultural and social norms that support violence

²⁶ ACPF, Child Law Resources

²⁷ Para 41.4 of the African Commission's Guidelines on Combating Sexual Violence and its Consequences in Africa.

²⁸ Interagency working group on sexual exploitation of children (2016). Terminology guidelines for the protection of children from sexual exploitation and sexual abuse

- ²⁹ <https://www.unicef.org/lac/media/2751/file/PDF%20Minimum%20age%20for%20admission%20to%20employment.pdf>
- ³⁰ Ibid
- ³¹ <http://www.africanchildforum.org/clr/Harmonisation%20of%20Laws%20in%20Africa>
- ³² General comment No. 24 (2019) on children's rights in the child justice system
- ³³ https://www.equalitynow.org/the_law_and_fgm
- ³⁴ Ibid
- ³⁵ ACPF and Plan International (2019). Getting Girls Equal: The African Report on Girls and the Law
- ³⁶ UNODC (2018). Global Report on Trafficking in Persons
- ³⁷ United States Department of State. 2020 Trafficking in Persons Report: Cameroon
- ³⁸ <https://reliefweb.int/report/cameroon/committee-rights-child-examines-report-cameroon>
- ³⁹ <https://csd.govmu.org/Pages/Registration/Birth.aspx>
- ⁴⁰ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240004191>
- ⁴¹ La perception de l'application de la loi a été évaluée à l'aide d'une échelle de notation allant de 1, où il était considérée comme très improbable qu'une personne enfreignant la loi soit sanctionnée, à 10, où les répondants considéraient qu'il était très probable qu'une personne soit sanctionnée pour avoir enfreint la loi. La médiane des notes des répondants a été calculée et évaluée selon trois niveaux d'application : application faible pour les notes jusqu'à 3,3, application moyenne pour les notes de 3,4 à 6,7, et application élevée pour les notes de 6,8 à 10.
- ⁴² Global status report on preventing violence against children. Geneva: World Health Organization; 2020. License: CC BY-NC-SA 3.0 IGO.
- ⁴³ Evaluation of Malawi Child Protection Strategy 2012-2018
- ⁴⁴ Protecting Children in Malawi: A report on the major findings of the mapping and assessment of the National Child Protection System
- ⁴⁵ Malawi 2020 Voluntary National Review Report for Sustainable Development Goals
- ⁴⁶ Entretien avec un informateur clé en Ouganda
- ⁴⁷ Ibid
- ⁴⁸ <https://gender.govmu.org>
- ⁴⁹ Combined third to fifth periodic reports of States parties due in 2015: Cameroon. Tiré de : https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CRC/C/CMR/3-5&Lang=en
- ⁵⁰ Entretien avec un informateur clé
- ⁵¹ Refworld, (2016). Cameroon: Domestic violence, including legislation; protection provided by the state and support services available to victims (2014-2016). Available at <https://www.refworld.org/docid/5729a55e4.html>
- ⁵² Ministerial Policy Statement FY 2020/21
- ⁵³ Uganda Child Rights NGO Network (2016). CSO Alternative Report on the Implementation of the Convention on the Rights of the Child in Uganda
- ⁵⁴ The Economist Intelligence Unit (2020). Out of the Shadows: Shining Light on the Response to Child Sexual Abuse and Exploitation. A 60-country benchmarking index
- ⁵⁵ African Union, 2008. Social Policy Framework for Africa, First Session of the AU Conference of Ministers in Charge of Social Development, Windhoek, Namibia
- ⁵⁶ ACPF and Plan International (2019). Getting Girls Equal: The African Report on Girls and the Law
- ⁵⁷ Voir le tableau 25
- ⁵⁸ UNDP, 2019. The State of Social Assistance in Africa. New York
- ⁵⁹ Available at <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5709306/>.
- ⁶⁰ UNDP, 2019. The State of Social Assistance in Africa. New York
- ⁶¹ <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver>
- ⁶² Ibid
- ⁶³ Ibid citing Jawad, 2014; Devereux, 2015.
- ⁶⁴ <https://www.ilo.org/africa/areas-of-work/social-protection/lang—en/index.htm>
- ⁶⁵ UNDP, 2019. The State of Social Assistance in Africa. New York.

⁶⁶ Ibid. Une personne pauvre a été définie comme une personne dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté en parité de pouvoir d'achat (PPA) de 1,90 dollar américain par jour.

⁶⁷ Ibid

⁶⁸ Monchuk. V. 2014. Reducing Poverty and Investing in People: The New Role of Safety Nets in Africa. Washington, DC: World Bank

⁶⁹ Promoting synergies between child protection and social protection in West and Central Africa. UNICEF and ODI 2009

⁷⁰ L'approche fondée sur le cycle de vie (ACV) ventile les besoins en matière de protection sociale en fonction des étapes de la vie, en reconnaissant que les sources de vulnérabilité sont différentes pour les enfants, les adultes en âge de travailler et les personnes âgées.

⁷¹ ACPF and Plan International (2019). Getting Girls Equal: The African Report on Girls and the Law

⁷² Social Assistance Grants for Empowerment (SAGE) fournit un transfert monétaire non contributif aux personnes âgées (seniors).

⁷³ ACPF and Plan International (2019). Getting Girls Equal: The African Report on Girls and the Law

⁷⁴ Child protection and COVID-19, April 2020

⁷⁵ Ibid

⁷⁶ Malawi Child Rights Barometer 2018

⁷⁷ Pour le Malawi, les résultats sont issus du recensement de la population et des habitations de 2018.

⁷⁸ Le budget de l'Ouganda comporte 18 secteurs budgétaires et une provision pour le paiement des intérêts.

⁷⁹ Taux de change calculé à partir des données historiques du mois de juillet, date de publication du budget approuvé. Voir : <https://fxtop.com/en/historical-currency-converter.php?A=199505121367&C1=UGX&C2=USD&>

⁸⁰ budget.go.ug/dashboard. Consulté le 12 octobre 2020

⁸¹ UNICEF (2019). Child protection budget analysis in Malawi: analysis of trends, gaps and opportunities. UNICEF Malawi

⁸² Ibid

⁸³ Voluntary national review of the Sustainable Development Goals 2019

⁸⁴ Combined third to fifth periodic reports of States parties due in 2015: Cameroon. Tiré de : https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CRC/C/CMR/3-5&Lang=en

⁸⁵ Ibid

⁸⁶ <https://www.unicef.org/esa/media/1006/file/UNICEF-Namibia-2017-Social-Assistance-and-Welfare-Budget-Brief.pdf>

⁸⁷ <https://www.emerald.com/insight/content/doi/10.1108/REPS-02-2020-0023/full/html#sec011>

⁸⁸ Global Social Service Workforce Alliance. Global Advocacy Toolkit for the Social Service Workforce. 2017. Bunkers, K., Bess, A., Collins,

⁸⁹ The Global Social Service Workforce Alliance. The state of the social service workforce 2017: Stories of workforce Efforts to address Violence against children

⁹⁰ Child protection mapping and assessment 2014

⁹¹ <https://www.unicef.org/esa/media/1006/file/UNICEF-Namibia-2017-Social-Assistance-and-Welfare-Budget-Brief.pdf>

⁹² Ministry of Gender, Labour and Social Development (2020). Ministerial Policy Statement FY 2020/21

⁹³ Ibid

⁹⁴ The Economist Intelligence Unit (2020). Out of the Shadows: Shining Light on the Response to Child Sexual Abuse and Exploitation. A 60-country benchmarking index

⁹⁵ Ibid

⁹⁶ <https://reliefweb.int/report/cameroon/committee-rights-child-examines-report-cameroon>

⁹⁷ Child protection mapping and assessment 2014

⁹⁸ Combined third to fifth periodic reports of States parties due in 2015: Cameroon. Tiré de : https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CRC/C/CMR/3-5&Lang=en

⁹⁹ Key informant interview

¹⁰⁰ <https://www.cdc.gov/violenceprevention/childabuseandneglect/vacs/reports.html>

¹⁰¹ <https://www.togetherforgirls.org/violence-children-surveys/>

¹⁰² Evaluation of Malawi Child Protection Strategy 2012-2018

¹⁰³ Ibid

¹⁰⁴ Entretien avec un informateur clé

¹⁰⁵ UN Security Council (2019). Children and Armed Conflict: Report of the Secretary-General.

¹⁰⁶ ICRC (2015). Sexual Violence in Armed Conflict: From Breaking the Silence to Breaking the Cycle. IRRIC No. 894.

¹⁰⁷ Gow, M., Vandergrift, K., and Wanduragala, R. (2000). "The Right to Peace: Children and Armed Conflict", World Vision International, Working Paper No. 2. pp. 36-37.

¹⁰⁸ <https://www.garda.com/crisis24/country-reports/> provides a detailed overview of the political and conflict situation in each country.

¹⁰⁹ Save the Children, 2018. Stop the War on Children: Protecting Children in 21st Century Conflict, 2018; p.20

¹¹⁰ UNICEF, communiqué de presse du 13 avril 2018, disponible sur : <https://www.unicef.org/wca/press-releases/more-1000-children-northeastern-nigeria-abducted-boko-haram-2013>

¹¹¹ World Health Organization (2002). World report on violence and health. Geneva,

¹¹² Il a été demandé aux personnes interrogées s'il était justifié pour un mari de frapper ou de battre sa femme si : « elle brûle la nourriture », « elle se dispute avec le mari », « elle sort sans en informer le mari », « elle néglige les enfants » et « elle refuse d'avoir des rapports sexuels avec le mari ». Les options de réponse étaient « Oui », « Non » et « Je ne sais pas ».

¹¹³ UNICEF, Plan West Africa, Save the Children Sweden West Africa & Action Aid (2010). A Report on School-Based Violence in West and Central Africa.

¹¹⁴ ACPF (2014). The African Report on Violence Against Children. Addis Ababa: The African Child Policy Forum (ACPF).

¹¹⁵ Child protection and COVID-19, April 2020.

¹¹⁶ Regional economic outlook. Sub-Saharan Africa: a difficult road to recovery. Washington, DC: International Monetary Fund, 2020. I Oct. 20. I.

¹¹⁷ UN (2020). Shared Responsibility, Global Solidarity: Responding to the socio-economic impacts of COVIDCovid-19.

¹¹⁸ Williams et al. (2012). Transactional Sex as a Form of Child Sexual Exploitation and Abuse in Rwanda: Implications for Child Security and Protection. Child Abuse & Neglect, 36(4), 354-361. doi: <https://doi.org/10.1016/j.chiabu.2011.11.006>

¹¹⁹ Kassa et al (2018). Prevalence and determinants of adolescent pregnancy in Africa: a systematic review and Meta-analysis. Reproductive Health volume 15, Article number: 195.

¹²⁰ Human Rights Watch (2020). COVIDCovid-19 and Children's Rights.

¹²¹ UNFPA (2020). COVIDCovid-19: A Gender Lens Technical Brief Protecting Sexual and Reproductive Health and Rights, and Promoting Gender Equality March 2020

¹²² Joining Forces Coalition. Keeping children safe in Uganda's COVIDCovid-19 Response, May 2020

¹²³ UNFPA (2020). COVIDCovid-19: A Gender Lens: Technical Brief Protecting Sexual and Reproductive Health and Rights and Promoting Gender Equality.



ISBN 978-99944-3-187-8

